LA VIE NTELLECTUELLE

JUIN 1956

La déclaration du Cardinal Liénart

H. DUESBERG

Éloge réfléchi de l'obéissance religieuse

N. BASSECHES

Moscou et l'Islam

G. DESTANNE DE BERNIS

Français et Tunisiens

É. BORNE

Emmanuel Mounier et sa génération

LES ÉDITIONS DU CERF

Sommaire

Une déclaration du Cardinal Liénart et de la *Mission de France* 1

ÉGLISE ET CHRÉTIENTÉ

H. DUESBERG : Éloge réfléchi de l'obéissance religieuse 4
N. BASSECHES : Moscou et l'Islam 15
Vers l'*apartheid* ? (C. RUNGE) 32
Le régime concentrationnaire en Chine populaire (A. SOHIER). 36
La Pentecôte, Chartres 1956 (J.-M. M.) 40

TRAVAIL ET POLITIQUE

G. DESTANNE de BERNIS : Français et Tunisiens .. 43
Maroc, terre de dissidence (P.-A. MARTEL) 65
L'Algérie vue d'Angleterre 69
Renouveau diplomatique (A. FRISCH) 71
B et K aux prises avec l'hospitalité britannique (M. NIVEAU). 76
Crise de régime en Espagne ? (J. BÉCARUD) 79
La « Jeunesse allemande libre » en Allemagne orientale (P. POTTER) 85
Alibis économiques du Pacte de Bagdad (P. RONDOT)..... 87
Les discours du général Glubb (P. RONDOT) 89
Ceylan vote à gauche (A. VIATTE) 91
Rente de productivité (A. FRISCH) 95
Le syndicalisme sur la défensive (F. SELLIER) 96
L'industrialisation de la construction (R. PARÈS)..... 99

SCIENCE ET POÉSIE

E. BORNE : Pour un tombeau d'Emmanuel Mounier.. 102
M.-J. RUSTAN : Introduction à l'œuvre poétique de Victor Segalen 114
Roman et poésie (M. CHAVARDÈS) 134
De Tiepolo à Goya (R. VRINAT) 138
Tristes Tropiques, de Claude Levi-Strauss (J. NANTET)..... 140
Témoignage sur une Espagne inconnue (J. BÉCARUD)..... 143
La Guerre et le progrès humain, de J. U. Nef (M. VAUSSARD). 145
Théâtre (H. GOUHIER) 148

La Vie Intellectuelle

VINGT-SEPTIÈME ANNÉE. — JUIN 1956

Une déclaration du Cardinal Liénart et de la Mission de France

TROIS prêtres viennent d'être expulsés de Souk-Ahras, patrie de saint Augustin, par la force publique, contre la volonté formelle et malgré les démarches répétées du prélat de la Mission de France auprès du chef du gouvernement.

Il est de notre devoir de déclarer que cette expulsion est contraire à la fois à la justice et à la paix.

1° Nous faisons nôtre la déclaration de S. Exc. Mgr Pinier, évêque de Constantine et Souk-Ahras :

Devant l'émotion soulevée par l'affaire des prêtres de la Mission de France de Souk-Ahras, et pour couper court à toute interprétation erronée, l'évêque de Constantine déclare que ces prêtres ont été fidèles à la mission spirituelle qui leur a été confiée, qu'ils n'ont pas failli à leurs obligations de citoyens français en Algérie,

et qu'ils ont donné l'exemple de la charité envers les pauvres et les malheureux. Il tient à leur exprimer sa profonde sympathie et sa vive gratitude.

2° *Nous faisons nôtre et approuvons la déclaration lue en chaire par l'équipe sacerdotale de Souk-Ahras le 29 janvier dernier et reproduite par la presse.*

3° *Nous affirmons que des raisons officielles données pour appuyer cette expulsion n'ont pu être justifiées.*

Nous affirmons, d'autre part, au nom de la conscience chrétienne :

Tout prêtre a le droit et le devoir de porter aide et assistance à des malades ou à des blessés quels qu'ils soient; il est contraire aux droits imprescriptibles de l'humanité de l'en empêcher;

Tout prêtre a le droit et le devoir de nourrir des affamés, de vêtir des indigents, d'exercer la charité sous toutes ses formes; aucune raison d'État ne saurait l'empêcher d'être ainsi le signe de la paternité universelle de Dieu.

4° *Nous pouvons affirmer, avec les évêques d'Algérie, que l'équipe sacerdotale de Souk-Ahras a poursuivi au-dessus des luttes meurtrières une œuvre d'humanité et de justice favorable au retour de la paix :*

Protestant sans faiblir contre les crimes, les incendies, les meurtres d'innocents, venant d'un côté;

Protestant avec la même force contre les répressions collectives, les tortures, les destructions de villages, venant de l'autre côté;

Accueillant tous les Européens venus demander une aide sacerdotale ou humaine;

Accueillant également tous les Arabes venus se confier à elle et réunissant les uns et les autres par une prière commune pour la paix.

5° *En expulsant cette équipe sacerdotale, ce qui a conduit l'évêque de Constantine à prendre la très grave mesure de fermer l'église de Souk-Ahras à la veille même du jour de l'Ascension, les autorités publiques laissent là-bas une communauté chrétienne sans prêtres, les innocents sans défenseurs, une des régions les plus éprouvées d'Algérie sans ses meilleurs artisans de paix.*

6° *Nous demandons donc avec insistance que ces mesures soient rapportées :*

Ce serait un acte de justice envers les prêtres de Souk-Ahras ;

Ce serait un signe précis de la part des Pouvoirs publics manifestant qu'ils s'efforcent sincèrement d'obtenir la réconciliation des deux communautés européenne et musulmane sur le sol de l'Algérie ;

Ce serait un moyen efficace d'atténuer le drame qui trouble tant de consciences.

Signé : Achille, card. LIÉNART,
prélat de la Mission de France.

Au nom des quatre-vingts communautés
de la Mission de France :
Jean VINATIER, vicaire général.

Église et chrétienté

Éloge réfléchi de l'obéissance religieuse [1]

« Le troisième degré d'humilité est que, pour l'amour de Dieu, on se soumette au supérieur sans réserve à l'imitation du Seigneur qui, nous dit l'Apôtre, *s'est fait obéissant jusqu'à la mort* » (c. 7).

Ce n'est que le troisième degré ; or il en est douze qui s'étagent l'un sur l'autre. Dès le début de son ascension spirituelle le moine est crucifié avec son Maître divin. Rien de plus absolu que cette définition de l'obéissance. On est déjà cadavre.

Obéissance sainte parce que sanctifiante, parce que transformante à l'image de Jésus-Christ, dont la présence hante chaque page de la Règle bénédictine ; il

1. T. D. Roberts, S.J., archevêque de Sygdia, ancien archevêque de Bombay, *Réflexions sur l'exercice de l'autorité*, Éd. du Cerf, 1956, trad. de l'anglais : *Black Popes. Authority, its use and abuse*, London, 1954.

Laberthonnière, *La notion chrétienne de l'autorité*, éditée par Louis Canet, Vrin, 1955.

Urs von Balthasar, *L'œuvre de Bernanos et l'Église dans le temps*, La Table Ronde, n° 100, avril 1956, pp. 58-71.

La Règle de Saint-Benoît, traduite par des moines de Corbières, Le Bouveret, 1955.

est l'hôte assidu de toute âme monastique. C'est son exemple qui donne le ton à l'exercice des vertus. L'obéissance sera donc une vertu différente de l'obéissance des citoyens ou des enfants, sinon dans son fondement, du moins dans son étendue, son épaisseur.

C'est d'elle que nous parle Mgr Roberts dans un livre qui a fait sensation. Plus d'une âme l'a lu avec reconnaissance. Il est bienfaisant par son fond de bon sens anglais, d'empirisme clairvoyant, qui se conjuguent chez l'auteur avec un robuste optimisme, l'optimisme ignatien. Nul mieux que saint Ignace n'a professé cette vérité chrétienne qu'avec la grâce divine on peut faire un chef-d'œuvre de rien. Le tout est d'engager au service de Dieu, sans arrière-pensée, les talents qu'on a reçus. L'aventure sera belle si notre Dieu la mène.

Mgr Roberts parle d'expérience. Elle est double : jésuite, il a appris à obéir ; promu archevêque, à exercer le commandement. C'est-à-dire à obéir encore, en proposant des mesures révolutionnaires et qui ont abouti à remettre entre les mains d'un Indien les destinées du diocèse de Bombay.

Il y a des perles dans ce livre, comme (p. 69-71) ce questionnaire où le chef d'entreprise examine sa conscience et dépiste impitoyablement les faux prétextes, asiles de l'amour-propre. M. Tronson en sort tout rajeuni. La pensée de l'auteur n'est pas tellement empirique qu'elle ne s'appuie sur une doctrine. Pour lui, toute obéissance est filiale primordialement, dans l'ordre naturel comme dans le surnaturel. Cela nous vaut de fort belles pages sur « l'obéissance des filles », autrement dit des religieuses, sur « le Père trahi » par le jansénisme, Luther et Calvin, soit les virtuoses du rigorisme, sur « le Père vengé » par sainte Thérèse

de l'Enfant-Jésus, docteur de la divine miséricorde.

Les exemples abondent au cours de l'exposé. Ils ne sont souvent édifiants que d'une manière oblique. Ils n'en deviennent que plus probants et plus salubres. L'auteur connaît maint fait qui met en lumière l'infériorité intellectuelle ou morale des pasteurs, et il le signale. Cependant, malgré le soin qu'il a mis à se bien documenter, je crois que sa provision de *matter of fact* est parfois indigente. Boniface VIII est moins noir que le fait M. Boase, et surtout son cas de pontife autoritaire et népotiste est loin d'être unique. Quant à Clément XIV, il n'est pas sûr que l'ouvrage de Pastor soit totalement objectif. Le grand historien était mort quand parut ce volume; il n'est pas de sa main et les confrères de Ganganelli ont rectifié plus d'une assertion qui le déshonorait.

Les notes du P. Laberthonnière qui veulent être « une contribution au rétablissement de l'unité chrétienne », sont d'un grand esprit et d'une âme généreuse. Mais sa méthode de travail est aux antipodes de celle de Mgr Roberts. Celui-ci parle en ouvrier qui a travaillé à la vigne du Seigneur, manié des hommes, donné ou reçu des ordres; le P. Laberthonnière procède en métaphysicien. Il voit mal les faits. Saint Thomas est bien moins responsable de l'omnipotence pontificale que les juristes de Bologne. Mais le P. Laberthonnière perd ses moyens critiques quand il aborde le thomisme. Ce qu'il prône est un rêve, car il ignore les secours que le droit, le droit canon, fournit à la charité. Ce qui surprend, c'est que ce soit un juriste comme M. Canet qui aggrave encore cette aberration originelle en ressassant des anecdotes qui prouvent simplement que le droit évolue.

Bernanos est un témoin de l'obéissance dans ses rapports avec la liberté. Il songe plus aux laïques qu'aux religieux, mais il a des formules utiles aux uns comme aux autres. M. Urs von Balthasar prépare une étude pénétrante des vues profondes de cet enfant terrible et soumis tout ensemble. J'y ai puisé ce qui allait à mon propos.

Je cite enfin la Règle de saint Benoît de préférence à toute autre parce que j'en fus nourri dès mon jeune âge et qu'elle est le prisme à travers lequel me fut révélé l'univers des religieux.

I

Mgr Roberts voit les choses du côté des dirigeants. Il a donc négligé la psychologie du novice qui entre en religion, et il néglige de nous dire pourquoi « il ne souhaite rien de mieux que de se placer sous la conduite d'un Abbé » (c. 5). Ce n'est pas pour recevoir des obédiences, il n'en est pas encore là, mais il est en quête « d'une école où l'on apprenne à servir le Seigneur » (Prol.).

L'obéissance prend sa source dans la prudence. La vie parfaite ne s'improvise pas. Sans faire injure à la liberté de l'Esprit-Saint, elle ne s'invente pas. Elle a ses canons, ses recettes, et voilà bien l'emprise du droit codifié sur les mouvements de l'hôte intérieur, et que le P. Laberthonnière n'aime pas. Dès le temps des Pères du désert, l'on a prêché qu'il serait téméraire, en dépit d'exemples illustres, de s'enfoncer sans guide dans les allées de la perfection.

C'est le côté scolaire des noviciats. Il remonte aux scribes de l'Égypte. La sagesse ne s'acquérant que par

l'expérience et celle-ci par la durée, il faut forcer les tempéraments nouveaux et les mûrir au contact des anciens. C'est le refrain des livres sapientiaux. Les vieillards savent parce qu'ils ont beaucoup vu, beaucoup enduré. Se mettre à leur école, c'est gagner sur le temps qui nous est accordé, en assimilant tout de suite ce que nos prédécesseurs ont appris.

D'un mot, c'est la discipline des meilleurs désirs; il les faut purger de toute impétuosité juvénile. Le moyen c'est d'écouter; tel est le premier mot de la règle bénédictine, et de se montrer docile aux enseignements d'un maître aimant. Car « parler et instruire est le rôle du maître; au disciple, il sied de se taire et d'écouter » (c. 6). L'amour-propre fermente qui voudrait gouverner jusqu'à son détachement; non! il faut « revenir par le labeur de l'obéissance à Celui dont t'éloignait la lâcheté de la désobéissance » (Prol.). Le mot est lâché; désobéir n'est pas s'affranchir, ni braver la vie, c'est biaiser avec sa conscience, battre en retraite, capituler. Les cénobites sont « la race valeureuse » (c. 1).

Mais dans la perspective de saint Benoît, cet aspect scolaire de l'obéissance ne s'efface jamais. Les moines sont de perpétuels disciples; ils ont toujours quelque chose de neuf à apprendre en matière de perfection. Entendons par là non la théorie mais la pratique. En une année de noviciat, on lit la Règle à trois reprises et l'on en apprend la lettre par cœur. Reste à la vivre au jour le jour jusqu'à la mort; c'est alors que ce texte qu'on croyait si bien posséder vous découvre ses surprises.

L'émulation entre les frères anime cette école. L'expérience est mise en commun; l'obéissance également :

« L'obéissance est un si grand bien qu'il ne suffit pas d'en rendre les devoirs à l'abbé; il faut encore que les frères s'obéissent les uns aux autres, persuadés que telle est la voie qui les mènera jusqu'à Dieu » (c. 71). Au dortoir même, à l'heure du lever « les uns encourageront discrètement les autres... ne laissant point d'excuse à ceux qui ont le sommeil lourd » (c. 22).

II

Une école fréquentée par des disciples prudents, avides de s'instruire, par conséquent un organisme social régi par l'obéissance soucieuse du bien commun. C'est affaire de justice. En s'adressant à un maître, on s'est engagé à respecter l'ordre établi. Saint Benoît a horreur des initiatives privées; elles sont intempestives, non parce qu'elles troublent matériellement la marche de la maison — et il y tient beaucoup — mais parce qu'elles dénotent une confiance en ses vues propres qui n'est que « présomption et vaine gloire » (c. 49). Voilà un nouvel aspect de l'obéissance et qui rejoint la profane. Elle est chose due à l'endroit du supérieur.

« Plénipotentiaire de Dieu », c'est le titre d'un chapitre dans Mgr Roberts. On ferait volontiers la grimace à lire cette formule. Feu le cardinal Schuster, quand il était maître des novices, imposait sa doctrine en se réclamant du Maître absolu qu'il représentait. Voire! Le droit canon a bien délimité l'exercice de cette puissance, et si la source en est divine c'est à travers le Christ qu'elle s'écoule jusqu'à nous. C'est lui qui a reçu de son Père la toute-puissance sur les hommes, il nous reste à l'employer comme lui-même le fit. Si l'Abbé porte ce nom vénérable parce qu'il « tient

la place du Christ » (c. 2), il en doit jouer le rôle bienfaisant et tout d'abaissement. La coutume et le droit peuvent le dispenser de multiplier les pains ou de changer l'eau en vin, mais d'être crucifié, c'est moins sûr. Laberthonnière use d'une formule plus heureuse quand il dit que le Christ pratique la vertu de commander en servant.

Affaire de mots? peut-être, mais les choses vont mieux en les disant bien. Où Mgr Roberts est excellent, c'est quand il insiste sur l'intérêt spirituel du peuple de Dieu, loi suprême de l'empire des âmes. Voilà qui donne son vrai sens à l'obéissance. « Le gouvernement des âmes », le mot est de saint Benoît (c. 2), et il déplaît à Laberthonnière. Le tout est de mettre l'accent où il faut : sur les âmes. A partir de là, le gouvernement devient un impérieux service.

Feu Barbier qui fut jésuite, puis chanoine de Bordeaux et l'un des maîtres de l'intégrisme, a publié le dossier de sa sécularisation à des fins apologétiques. La Compagnie de Jésus en sort grandie par l'insistance que le P. Général met à le retenir, non pour ses dons ou pour les services qu'on attend de lui, mais pour le salut de son âme que l'abandon de la vie religieuse met en péril. Nous sommes loin d'un impérialisme utilitaire.

Pour Mgr Roberts, toute puissance même séculière, repose sur deux jambes : l'autorité et la responsabilité. Le P. Laberthonnière de même (p. 32 sq.) insiste sur la formule qui fut proposée aux anglicans, lors des conversations de Malines : « primauté de responsabilité », pour définir le rôle privilégié de Pierre. Il évoque l'épisode évangélique où le Seigneur charge l'Apôtre de paître ses brebis en échange de sa triple profession d'amour (Jo., 21, 15-17). Il faut poursuivre jusqu'à

l'annonce du martyre : « un autre te liera les mains et te conduira où tu ne veux pas »; tel est exactement le sort réservé aux prélats.

L'exercice de l'autorité est donc un service : « se plier à des tempéraments fort divers », dit saint Benoît (c. 2), et c'est un ministère de pédagogue. C'est pourquoi l'Abbé doit savoir de science expérimentale comment s'affermissent ou languissent les âmes. Avec ses disciples, il passe un contrat. En retour de leur obéissance, il les formera au service de Dieu, à l'imitation du Christ, à la chasse aux vices, à la poursuite des vertus.

La méthode est celle des instituts de beauté : « purifier des vices et des péchés » (c. 7). L'opérateur dispose de la vie entière; il a le temps. Il recourra donc aux méthodes patientes comme l'épilation plutôt qu'à la chirurgie esthétique. Un poil après l'autre; il faut admirer la bonne grâce du patient.

Et le savoir-faire de l'artiste qui parvient à le distraire et même suscite sa gratitude. C'est l'économie du commandement : « Pour gagner l'un par des caresses, l'autre par des réprimandes, un troisième par la persuasion, il lui faut proportionner et adapter son action au caractère et au degré d'intelligence de chacun » (c. 2). Qui parle de cadavres? ou de bâton desséché? Ces disciples sont bien en chair, et comme dispositions à obéir ils apportent leurs tempéraments divers et leurs idiosyncrasies.

On ose comparer cet art subtil à la discipline militaire! Certes c'est une belle chose de persuader aux gens de se faire tuer et d'y mettre honneur et gloire, mais de la caserne au couvent il y a la différence de la carotte à la servitude volontaire.

Le gouvernement des âmes est attentif, condescendant, scrupuleux. Saint Benoît trouve insupportable le murmure. Il y revient à tout coup. Pourtant il admet qu'il y ait des récriminations fondées, que les pusillanismes puissent être déconcertés, scandalisés, tentés de quitter la partie. Pour un abbé, c'est perdre la face; il faut « que personne ne soit troublé ni contristé dans la maison de Dieu » (c. 31). « Qu'il regarde la discrétion comme la mère des vertus, et tempère si bien toutes choses que les vaillants aient loisir d'exercer leur bon zèle, sans que les faibles soient tentés de découragement » (c. 64).

Telle sera la marche de l'obéissance et nous rejoignons la pensée de Mgr Roberts pour qui l'exercice de l'autorité n'est que l'art de rendre les gens heureux par la magnanimité. Les formules idéalistes perdent un peu de leur absolu à l'usage qu'en font les hommes. Le droit canon leur donne un sens précis, justement parce qu'il a fait l'expérience cruelle de la maladresse de certains chefs, et qui les transforme de bergers en bouchers. Est-ce faiblesse? ménagement complice? Il y a du passéisme à se réclamer de la règle contre les usages consacrés par le droit. Les bons supérieurs ne sont pas gênés par les restrictions qui les obligent à partager leur pouvoir et partant leurs responsabilités. Puisque les deux vont de pair, c'est un soulagement pour les sages de n'être pas omnipotents. L'absolutisme des tsars était tempéré par l'assassinat; les premiers moines de saint Benoît avaient inventé déjà la formule. Il les quitta, mais sans doute, une fois hors de ce monastère de bandits, réfléchit-il sur son aventure. Ces gens, après tout, l'étaient venus quérir comme des disciples un maître. Il les avait exaspérés. A cause de leur

scélératesse ? c'est l'explication hagiographique ; à cause de la verdeur de son zèle ? voilà qui contente mieux la psychologie. Il semble que saint Benoît songe à cet épisode de sa vie quand il excuse l'abbé de ses échecs alors « qu'ayant affaire à un troupeau séditieux et indocile, il apporte tous ses soins, toute sa diligence pastorale à le tirer de cet état morbide » (c. 2). Sa conscience rendait témoignage en faveur de son absolu dévouement, mais les appels à la discrétion qui remplissent le chapitre « de l'Abbé » sont peut-être le correctif que le poison mêla à sa juvénile intransigeance.

On commande avec sérieux, ce qui n'exclut pas la bonhomie. Un mot gracieux supplée à bien des remontrances ; une réponse accommodante a l'avantage de laisser au disciple le bénéfice de la bonne foi. Institut de beauté ! si le nez de la cliente est rebelle en sa forme à toute amélioration, le mieux est de lui dire qu'il est à la mode qui vient. Si de surcroît, elle le trouve bien fait, qu'elle garde ses illusions. Comment faire la pleine lumière sur les défauts d'un frère ? il en est qui lui font besoin pour vivre. « A force de racler la rouille on brisera le vase » (c. 64). Pie X achevait de congédier une dame de l'aristocratie italienne venue pour l'entretenir de son âme. L'audience était terminée ; soudain la porte se rouvre ; du seuil, la dame impétueuse réclame une devise qui fixe ses bonnes résolutions. L'étiquette était en péril, l'indiscrétion flagrante. *Fiat voluntas tua!* répondit, en souriant, Pie X. Fit-il pas mieux que de la tancer pontificalement ?

Cette obéissance aérée est une des marques du présent règne. Les clercs disposent, à leur choix, de deux textes pour réciter le psautier ; ils sont libres, en

Carême, de prendre l'office de la férie ou du saint journalier selon la pente de leur dévotion. Le pouvoir souverain, quand il se fait libéral, y gagne de pouvoir lancer ses initiatives; l'autorité s'affirme mieux dans la modération.

Allons plus loin et souffrons sans scandale qu'elle s'enveloppe parfois des brouillards de l'ignorance. A quoi bon, si la loi de Dieu n'est pas en cause, se voir saisi de ce qu'on ne peut empêcher? Tel vénérable supérieur de séminaire avait la chaussure tapageuse; elle annonçait de loin son approche. C'était proprement le grelot de Raminagrobis. On lui fit remarquer que jamais il ne surprendrait le moindre délinquant. « Mais je ne tiens pas du tout à prendre qui que ce soit en faute! » répliqua-t-il.

Hélas! tous les supérieurs n'exercent pas l'autorité. Il en est d'indolents, de blasés, sans ambition pour les destinées de leurs sujets. Ils leur laissent la bride sur le cou, pour éviter les histoires, ou par illusion de largeur d'esprit. C'est une des déceptions de la vie religieuse : faute de directives, être obligé de marquer le pas ou, faute d'emploi, de se créer soi-même un passe-temps. C'est ainsi que frère François Rabelais apprit le grec. On se voit priver du « bien de l'obéissance » par des prélats dépourvus d'imagination, et qui renoncent à l'essentiel de leur tâche laquelle n'est pas commander mais adapter le commandement aux ressources d'un chacun. Il faut un grand sens du concret, beaucoup de dévouement, de souplesse, d'abnégation pour façonner des petits plats au gré de chaque estomac. En esquivant la tâche, on frustre de leur dû les disciples.

(*A suivre.*)

HILAIRE DUESBERG.

Moscou et l'Islam

On oublie souvent qu'en Union soviétique l'Église russe orthodoxe est, dans l'ordre d'importance, suivie, bien que de loin, par la religion musulmane. Au vrai, l'Union soviétique est aussi un grand État musulman. Sans doute le troisième, après le Pakistan et l'Indonésie. La carte administrative de l'Union soviétique le montre. L'Union soviétique se compose, comme on sait, de seize Républiques fédérées qui sont formellement souveraines et dont chacune a ses propres ministres de la Guerre et des Affaires étrangères. Il est vrai que ce n'est qu'un mirage. Mais de même qu'il y a à l'O.N.U. des délégations de l'Ukraine soviétique et de la Ruthénie blanche soviétique, de même les Républiques asiatiques de l'Union soviétique peuvent en tout temps être placées sur l'échiquier diplomatique. Six de ces seize Républiques fédérées sont habitées par des populations musulmanes : l'Azerbaïdjan avec 3,2 millions d'habitants, la Kazarkhie avec 6,5 millions, l'Ouzbekie avec 6,3 millions, la Turkménie avec 1,3 millions, la Tadjikie avec 1,5 millions et la Kirghizie avec, également, 1,5 millions d'habitants (chiffres du recensement de 1939) ; ce qui donne un total d'environ 20 millions. Mais ce n'est pas tout. La plus grande des Républiques fédérées, la Russie, est elle-même une fédération qui contient à son tour des Républiques soviétiques « autonomes » dont

deux, la Tatarie et la Bachkirie, situées sur la Volga et ses affluents, sont musulmanes; il est vrai que la moitié de la population de ces Républiques est russe. En Caucasie du Nord on trouve trois Républiques soviétiques autonomes musulmanes : le Daghestan, le Kabardja et l'Ossétie du Nord, ainsi que quelques peuplades musulmanes de moindre importance, réunies en « territoires autonomes ». La République soviétique de Géorgie compte, elle aussi, deux « Républiques soviétiques autonomes » : l'une d'elles, l'Adjarie (capitale : Batoum), qui était jusqu'en 1878 un pachalik turc, est entièrement peuplée par des Géorgiens musulmans.

Outre ces blocs de peuplements il y a partout dans la Russie européenne et surtout en Sibérie (Tatars sibériens) d'importantes communautés musulmanes. Après 1945, on a liquidé trois peuples musulmans, accusés d'avoir manifesté pendant la guerre leur hostilité au régime soviétique. On ne les a cependant pas littéralement liquidés : on les déporta pour les établir, soigneusement dispersés, dans l'immense Kazakhie. Il s'agit des Tatars de Crimée (au nombre d'environ 150.000), ainsi que des Tchetchenses et des Ingouches du Caucase. En 1939, la population musulmane en dehors des six Républiques fédérées s'éleva à environ douze millions. La totalité de la population musulmane dépassa donc 30 millions. Entre temps la population a rapidement augmenté, notamment en Asie centrale. Il convient donc d'évaluer le nombre des musulmans ou descendants de parents musulmans, dans l'Union soviétique, à plus de 40 millions.

Un regard sur la carte montre que la population musulmane se situe, en masses compactes, à deux extrémités opposées de l'immense empire : en Asie centrale qui comprend cinq Républiques fédérées dont le terri-

toire empiète largement sur l'ancienne Sibérie occidentale (Kazakhie), voire sur la Russie européenne ; et en Caucasie où par endroits les deux versants du Caucase, mais partout le versant septentrional, sont habités par des musulmans. Les Tatars et les Bachkirs, sur la Volga, la Kama et la Biélaïa, constituent un îlot à part. Entre ces peuples les différences sont grandes, non seulement quant à la culture, mais même pour ce qui concerne la langue. Les Tatars de la Volga et leurs coreligionnaires de Sibérie, les Ouzbeks, les Kazaks, les Kirghiz et les Turkmènes d'Asie centrale, ainsi que la population de l'Azerbaïdjan, les Turcs et la majorité des populations de la Caucasie du Nord parlent des langues diverses, mais qui appartiennent toutes au groupe linguistique turco-tatar. Les Tadjiks, en Asie centrale à proximité du Pamir, et les Tumans, en Caucasie, parlent des langues indo-européennes apparentées au parsi. Des peuplades isolées de Caucasie septentrionale parlent des langues du groupe japhétique.

Tous ces peuples, séparés les uns des autres par des milliers de kilomètres, avaient, avant les réformes communistes, en commun l'alphabet arabe et la connaissance de la langue arabe de la part de leur élite intellectuelle. Leur sort variait selon les régions et selon l'époque à laquelle ils avaient été soumis au tsar. Le rôle même de l'Islam différait chez les divers peuples. Les anciens nomades sont moins fanatiques que les sédentaires. Les Tatars et les Bachkirs, qui furent dans le passé souvent l'objet de persécutions, ont depuis longtemps adopté le style de vie russe.

Les musulmans du Caucase avaient conservé leur style de vie propre. Pourtant lorsque les soviets entreprirent de modifier ces formes de vie, les personnalités

religieuses s'abstinrent de toute lutte. Ils n'opposèrent nulle résistance à l'abolition du voile, de la polygamie, de l'achat des femmes et de l'enlèvement nuptial. Cette attitude conciliatrice est sans doute due en partie au fait que le régime soviétique liquida les « hérétiques », les chiites. Les musulmans de Russie sont tous sunnites. Cependant à Bakou et à Astrakhan on trouvait d'importantes colonies persanes qui étaient chiites. Dès 1922 le gouvernement soviétique interdit les processions sanglantes des chiites qui choquaient tant les sunnites. Entre 1930 et 1938 on expulsa tous les nationaux persans de l'Union soviétique : on liquida ainsi complètement les chiites.

Mais c'est en Asie centrale que se situe le centre principal de l'Islam soviétique : un bloc compact de presque 30 millions de musulmans. On se trouve là en présence d'une très vieille civilisation, d'une civilisation considérable et multicolore, d'une synthèse de grandes civilisations primitives et d'influences ultérieures orientées par l'Islam. Après la conquête de ce territoire, dans la seconde moitié du siècle passé, les Russes n'imposèrent ici aux musulmans aucune restriction. L'aspect même de ces villes doit déjà impressionner tout musulman. Samarkand, l'ancienne capitale de Tamerlan, compte plus de merveilles d'architecture musulmane qu'aucune ville du monde. « Boukhara la sainte », dont aucun « infidèle » n'avait jusque vers 1920 le droit de fouler le sol, évoquait les contes des Mille et une Nuits. Toutes ces villes sont pénétrées de parfums merveilleux, car presque à toutes les saisons fleurissent ici des plantes odoriférantes. Boukhara la sainte, avec ses mosquées, ses médersas et ses couvents, était renommée dans tout le monde musulman.

Mais jusqu'en 1932, ces régions étaient troublées par la guerre civile. Pour combattre les courants panislamites et pantouraniens qui tendaient à la réunion de tous les peuples musulmans de Russie et à leur séparation et qui nourrissaient une hostilité au nouveau régime, le gouvernement soviétique commença par détruire l'unité musulmane de l'Asie centrale. Il divisa ce territoire selon des critères ethnographiques et y constitua de nouvelles Républiques soviétiques. Il opposa ainsi aux idées d'unification islamite le nouveau nationalisme des différentes nationalités. Il introduisit en même temps les principes de la révolution soviétique en Asie centrale. Il brisa l'ordre social traditionnel et révolutionna de fond en comble les anciennes formes de vie. La suppression du voile et la liquidation du harem entraînèrent ici des luttes sanglantes. Le pouvoir soviétique se servit aussi de la propagande antireligieuse. Presque tous les couvents, beaucoup de mosquées et de médersas furent fermés. Mais les personnalités religieuses évitèrent généralement le combat : elles se contentèrent de disparaître provisoirement de la circulation.

Ce n'est qu'en 1935, lorsque (comme en Russie même) le gouvernement soviétique donna des signes de son désir de conciliation, que, peu à peu, les personnalités religieuses musulmanes réapparurent. Plus tard cette « trêve » se mua en alliance. Un nouveau style de vie s'est donc développé en Asie centrale. Beaucoup cependant survécut des formes de vie anciennes. Les harems ont disparu. Les femmes sont entrées dans la vie professionnelle et fréquentent l'école. L'école de type européen, le théâtre et le cinéma, la technique moderne de la production, paraissent tout nouveaux dans ce milieu de formes de vie traditionnelles. Toutefois toute cette

européisation a été assimilée par le milieu autochtone selon son mode propre.

La vie nationale fut pour ces peuples chose toute nouvelle, même dans les limites du cadre idéologique autorisé. Bientôt cependant Moscou se rendit compte des menaces contenues dans le nouveau nationalisme. Dans ce contexte la réconciliation avec l'Islam pouvait rendre de grands services. On opposa à nouveau à la différenciation nationale le contrepoids modérateur de l'unité religieuse. On reconnut de surcroît à Moscou que l'Islam était indispensable à une évolution normale des cultures autochtones. On peut apprendre le russe à ces peuples asiatiques, ils ne deviendront pas pour autant des Russes.

Mais ces peuples prirent de plus en plus d'importance dans la perspective de la politique asiatique du Kremlin. Tout est relatif en ce monde. Si le niveau de vie des Russes est très bas en comparaison de l'Europe et de l'Amérique, le niveau de vie actuel des peuples soviétiques de l'Asie centrale est cependant incomparablement plus élevé que celui des États limitrophes. Aux yeux des masses miséreuses en Perse, en Afghanistan, voire au Pakistan, le niveau de vie des masses en Asie centrale russe paraît inimaginablement élevé. L'effet s'en fait sentir juqu'en Inde et en Birmanie. Tout peut être très imparfait mais le service de santé exercé par des autochtones, les Académies des sciences, le théâtre, les universités et l'enseignement technique, les grandes bibliothèques, tout cela est connu dans toute l'Asie et tout cela contribue aux effets politiques que l'on peut observer. Mais tous ces avantages seraient perdus pour le Kremlin, si ces pays perdaient leur caractère propre.

Sans l'Islam la question de l'Asie centrale paraît inso-

luble. Déjà, semble-t-il, au cours de la seconde guerre mondiale, mais surtout après la guerre, l'État soviétique se réconcilia donc avec l'Islam. L'administration de la communauté religieuse musulmane fut largement centralisée. C'est à vrai dire la première fois dans l'histoire de l'Islam que l'on y trouve une organisation administrative aussi ordonnée et moderne. Quatre centres indépendants les uns des autres se partagent les différentes régions de l'Union soviétique. Les dignitaires suprêmes de l'Islam portent les divers titres musulmans, tels que « moullah », « iman » ou « mufti ». Il est remarquable que trois des quatre présidents des quatre administrations portent, entre autres, le titre de « cheik ul islam ». Ce titre n'est en effet pas seulement spirituel, mais aussi temporel. C'est le titre du juge suprême dans un État musulman régi par le seul droit du Coran. Il est significatif qu'en 1919 l'Entente victorieuse imposa dans son premier traité de paix avec la Turquie la suppression de cette dignité et l'interdiction de porter ce titre. La législation soviétique interdit l'exercice des fonctions judiciaires aux clercs de toutes les confessions. Pourtant elle respecte sur ce point la tradition islamique. Un autre fait frappant : les dignitaires suprêmes de l'Église russe joignent toujours dans leur titre deux villes. Ainsi le métropolite de Moscou s'intitule officiellement « de Krutizy et Kolomna », celui de Kiev « de Kiev et Halicz » et celui de Léningrad « de Léningrad et Novgorod ». Or les quatre centres de l'Islam en Union soviétique s'appllent officiellement : 1. Administration spirituelle des musulmans de la partie européenne de l'Union soviétique et de Sibérie; 2. Administration spirituelle des musulmans de Daghestan et de Caucasie septentrionale; 3. Administration spirituelle des musul-

mans de Transcaucasie; 4. Administration spirituelle des musulmans d'Asie centrale et de Kazakhie. On voit que les musulmans s'efforcent, avec la permission des autorités soviétiques, d'obtenir une sorte d'harmonie phonétique avec les titres des métropolites russes et de marquer ainsi une égalité entre le rang des quatre dignitaires suprêmes de l'Islam et celui des métropolites de l'Église russe.

De ces quatre administrations spirituelles seule celle pour la Russie européenne et la Sibérie existait déjà dans le passé. Elle était et demeure établie à Oufa, la capitale de la Bachkirie. Le « mufti d'Oufa » jouissait toujours d'un grand prestige auprès des Tatars et des Bachkirs. Le mufti actuellement en fonction s'appelle « mufti al chafis kaliamoullah chakir ibn cheik-islam Chijaletdinow ». Le dernier mot est son nom, tout le reste ses titres spirituels. L'organisation administrative est assez particulière, en raison du fait que les Tatars et les Bachkirs vivent comme minorité au milieu d'autres confessions. Le mufti nomme les « kasy muchtassib » : doyens de grandes mosquées, doués en même temps de pleins pouvoirs sur plusieurs territoires administratifs. C'est ainsi que le doyen de la mosquée de Kazan est en même temps « kasy muchtassib » pour la République tatare, la République d'Oudmourtie et le territoire de Molotov. Le doyen de la grande mosquée de Trugev est « kasy muchtassib » des districts de Pensa, Saratov, Tambov et Oulianovsk.

L'organisation des musulmans de Caucasie septentrionale est plus compliquée. Leur chef porte les titres les plus modestes : mufti Mahamet hadji Kurbanow. Il est donc pèlerin de La Mecque; il n'y fut d'ailleurs que ces années dernières. Les diverses communautés sem-

blent dépendre de lui directement. Son siège est à Makhatch-Kala, la capitale de la République soviétique de Daghestan.

Le chef des musulmans de Transcaucasie s'appelle cheik ul islam Ali Sade Achmed Age Dshavad Ogly. Il porte donc le titre d'un juge suprême. C'est de tradition. Jusqu'en 1828 l'Azerbaïdjan était en effet un État autonome, avec sa propre dynastie, bien que sous la suzeraineté du chah-in-chah de Téhéran. Le cheik ul islam est Turc d'Azerbaïdjan. Il réside à Bakou. Son organisation est très compliquée. Il a un « fondé de pouvoir » à Batoum, la capitale de la « République soviétique contractuelle » d'Adjarie, une partie autonome de la Géorgie. Entre Bakou et Batoum, entre la mer Caspienne et la mer Noire vit un tiers des musulmans ressortissant à la juridiction du cheik ul islam de Bakou : c'est la diaspora musulmane dans la Géorgie en majorité chrétienne. La communauté musulmane de Tiflis est particulièrement nombreuse. Le cheik ul islam de Bakou jouit d'une grande autorité. Il n'a pas d'importance sur le plan international.

Ces trois administrations musulmanes, à Oufa, à Makhatch-Kala et à Bakou, ont, chacune, leurs institutions d'enseignement théologique, elles impriment périodiquement leurs feuilles officielles, elles n'exercent toutefois nulle influence dépassant le domaine religieux.

Il en est tout autrement en Asie centrale. Il s'agit ici, comme nous l'avons dit, d'une population compacte de plus de 30 millions, subdivisée en cinq Républiques fédérées, établie sur un immense territoire rempli d'antiques monuments de civilisation islamique, soutenue par une vieille et grande tradition célèbre dans tout le monde musulman. Le voyageur européen superficiel

aura l'impression qu'ici, comme dans toute l'Union soviétique, de vastes masses sont devenues étrangères à leur religion originelle. Toutefois cette apparence est trompeuse. Il y eut toujours en Russie, même avant la révolution bolchevique, un athéisme militant. Mais il y eut surtout, depuis des siècles, un anticléricalisme haineux. Le pope était et est pour beaucoup de Russes un objet de haine et de moquerie. Ce phénomène est totalement absent d'Asie centrale. Il y a bien là déjà un très grand nombre de gens qui se tiennent extérieurement éloignés de la religion. Mais le personnage religieux musulman est, même pour eux, objet de respect. Les commandements du Prophète ne sont plus universellement suivis. Aujourd'hui on boit du vin même en Asie centrale. Cependant on ne trouvera guère un musulman qui mange de la viande de porc, même s'il appartient aux milieux intellectuels et qu'il se proclame libre de tout préjugé. Depuis la conquête russe la résidence en Asie centrale est interdite aux étrangers. Le voyage d'étrangers n'est que très rarement autorisé dans ces territoires. Même au Russe moyen habitant au Turkestan le monde de l'Islam demeure inaccessible.

Le siège de l' « Administration spirituelle des musulmans d'Asie centrale et de Kazakhie » est la capitale de la République d'Ouzbekie, Tachkent. Mais il nous est déjà impossible d'apprendre le nom du chef. On sait qu'il est un vieillard respecté dans tout le monde musulman et réputé pour sa science. Il semble qu'il ne réside pas à Tachkent mais dans la ville sainte de Boukhara. Il n'en sort jamais. Tandis qu'on peut voir les trois autres chefs musulmans à l'occasion de solennités organisées par l'État, tandis qu'ils viennent même de temps à autre à Moscou et y participent même à des congrès,

le chef des musulmans d'Asie centrale vit dans un isolement claustral, difficilement accessible, ne se montrant presque à personne. De même que le patriarche de l'Église russe orthodoxe a son « ministre des Affaires étrangères » en la personne de l'archevêque de Moscou, du métropolite Nicolas de Krutizy et Kolomna, de même le cheik ul islam et iman d'Asie centrale a le vice-président de l'administration spirituelle Machadchis Cafis Lijantudin Babachanov qui voyage partout et représente partout les musulmans d'Asie centrale.

L'Islam d'Asie centrale est très bien organisé. Dans la République d'Ouzbekie les affaires sont apparemment gérées par le vice-président lui-même. Les quatre autres Républiques fédérées sont chacune confiées à un « fondé de pouvoir » qui est membre de l'administration centrale et donc conseiller du chef. Il est citoyen de la nation correspondante et a son siège dans la capitale de cette République. Les fondés de pouvoir pour les Républiques de Kazakhie et de Kirghizie portent l'un et l'autre le titre d'iman, un titre guerrier qui augmente leur prestige auprès des anciens nomades. Le fondé de pouvoir en Turkménie ne porte point de titre; cela répond à la tradition des Turkmènes, qui jusqu'à l'époque soviétique ne connaissaient point d'organisation étatique et qui, à la différence des autres musulmans, n'ont jamais reconnu un pouvoir religieux; le fondé de pouvoir pour la Turkménie porte le titre coutumier de *kasy*.

La situation du Tadjikistan est toute particulière. Ce pays de montagne qui s'allonge vers le Pamir était jusqu'en 1921 une province de l'émirat de Boukhara. Les Tadjiks parlent une langue indo-européenne apparentée au parsi. On rencontre dans ces monts fréquemment des hommes blonds aux yeux bleus. Dans

l'ordre religieux ils appartenaient encore il y a peu de temps à la secte musulmane des ismaïliens et étaient des sujets dévots de l'Aga Khan bien connu en Europe et en Amérique. Durant des siècles ils étaient en relations étroites avec l'Inde. Ils rassemblaient avec empressement le tribut pour l'Aga Khan. De temps en temps on célébrait une grande fête. Les communautés chargeaient de petits ânes de sacs pleins d'or pur, surtout de pièces d'or. Au milieu d'une fête multicolore une longue caravane d'ânes se mettait en route pour traverser le Pamir, vers l'Inde. Les soviets y ont mis définitivement un terme. Dès 1924 ils interdirent ces caravanes d'ânes, puis la collecte même du tribut à l'Aga Khan. Enfin ils empêchèrent tout commerce spirituel entre le Tadjikistan et l'Inde. A un dernier stade le Tadjikistan passa sous l'administration spirituelle de Tachkent. La secte des ismaïliens cessa d'exister en Asie centrale. Les soviets y rendirent donc au clergé musulman le même service qu'ils lui rendirent en Caucase et en Astrakhan par la liquidation des chiites.

L'Islam dispose en Asie centrale d'importantes ressources. Il y a encore aujourd'hui des derviches, c'est-à-dire des communautés religieuses. L'Église russe orthodoxe possédait jadis de très nombreux lieux de pèlerinage. Cette vénération de reliques est complètement liquidée. Il n'y a plus de pélerinages organisés en Russie. Les musulmans d'Asie centrale, au contraire, sont autorisés à en organiser. Les grands sanctuaires musulmans, Chahi-Sinda à Samarkand, Palvan-Ata à Khiva, Kaffal-Chachir à Tachkent, qui contiennent les tombes de saints vénérés par tout le monde musulman, sont redevenus lieux de pèlerinage.

Boukhara, qui était déjà dans le passé un centre de

science autochtone et arabe, est aujourd'hui le siège de la grande école théologique islamique pour toute l'Asie centrale. Les célèbres médersas anciennes ont été en quelque sorte réunies en une université unique et plus moderne. Cette université a hérité de la renommée séculaire de Boukhara la sainte. Cette institution est, sur le plan politique, de la plus haute importance. En effet, non seulement aucun des États musulmans avoisinants, mais à peu près aucun État musulman du monde, sauf peut-être l'Égypte et le Pakistan, n'est en mesure de présenter des réalisations aussi impressionnantes. C'est, avec les progrès dans le domaine technique et économique, un des atouts que le Kremlin entend utiliser dans sa politique en Asie centrale et en Arabie.

Il est d'ailleurs remarquable qu'en Asie centrale le clergé musulman exerce son influence, au delà du domaine religieux, sur la vie intellectuelle. Un exemple de ce phénomène est fourni par l'Académie des sciences d'Ouzbekie. On sait qu'il existe à Moscou une Académie des sciences de l'Union soviétique. Elle a succédé à l'Académie impériale des sciences, fondée en 1725 par l'impératrice Catherine I^re^, épouse de Pierre le Grand. Cette Académie hautement réputée dans le monde entier a reçu une vaste extension. Elle centralise aujourd'hui la direction de la recherche scientifique dans tous les domaines. Cette Académie a des « filiales » dans toutes les parties de l'Union soviétique, dont plusieurs en Asie centrale. Ces filiales ont, entre autres, pour fonction de former des savants dans la population autochtone. La plupart des seize Républiques fédérées possèdent actuellement leur propre Académie des sciences. Ces Académies ne s'occupent pas seulement de sciences naturelles. Les sections de sciences humaines

sont particulièrement importantes. Les sections consacrées à l'étude et au développement des langues, à l'histoire, à l'archéologie, à l'histoire des littératures, des cultures et de l'art fournissent les bases mêmes de toute la vie intellectuelle de ces peuples. La plus importante des deux Académies d'Asie centrale est celle d'Ouzbekie. Nulle part dans l'Union soviétique aucun représentant d'aucune confession religieuse ne peut être chargé de travaux dans un institut scientifique de l'État. Seuls les musulmans d'Asie centrale sont exempts de cette règle. Notamment l'Académie des sciences d'Ouzbekie emploie beaucoup de personnalités religieuses musulmanes. Cela a même provoqué des attaques dans la presse. Ces attaques ne visèrent pas le fait que beaucoup de représentants de l'Islam travaillent à cette Académie et qu'ils y occupent même parfois des postes de direction. Tout le monde reconnaît qu'on ne saurait se passer de leur connaissance de l'arabe et des autres langues d'Asie centrale, voire de leur connaissance de la théologie musulmane. Mais on soutint que ces musulmans dépensèrent des millions de roubles aux dépens de l'État en vue d'acquérir des textes d'intérêt purement religieux et qu'ils employèrent beaucoup de temps à travailler ces textes. Une partie du travail scientifique de l'école théologique islamique de Boukhara — et notamment la partie la plus coûteue — a été de la sorte fournie par l'Académie de l'État. Pourtant ce ne fut pas la presse, mais l'Islam qui l'emporta. Et cela pour des motifs fort plausibles. Il s'agit en effet d'encourager ces musulmans à entrer en contact avec leurs collègues à l'étranger. On saisit aisément l'importance, pour la propagande politique, de cette correspondance avec l'Université du

Caire ou avec les centres théologiques de Bagdad où l'on apprend ainsi de source directe, par des collègues, quel travail s'accomplit en Union soviétique pour la découverte et l'étude d'antiques textes religieux de l'Islam.

D'ailleurs les quatre administrations musulmanes en Union soviétique, notamment celle d'Asie centrale, ont été encouragées à prendre contact avec les plus marquants des coreligionnaires à l'étrangers. A plusieurs reprises le fameux mufti de Jérusalem, qui vit en exil en Égypte et y tient les fils de bien des affaires politiques, a reçu la visite de musulmans de l'Union soviétique. Cela ne s'est guère produit sans l'autorisation des autorités soviétiques. L'école théologique islamique de Boukhara invite actuellement beaucoup d'étudiants étrangers en provenance de tous les pays musulmans à y poursuivre leurs études. On fournit même des moyens financiers pour permettre à des étrangers sans ressources d'y étudier la théologie musulmane.

Mais c'est notamment le pèlerinage de La Mecque qui prend actuellement de l'importance politique. Avant 1914 les pèlerins russes y étaient nombreux. Les compagnies de navigation de la mer Noire maintenaient de nombreux navires, spécialement aménagés pour ces pèlerinages. Les points de départ étaient les ports d'Odessa et de Novorosiisk. Le gouvernement soviétique empêcha complètement ces voyages. Après la seconde guerre mondiale on autorisa à nouveau ces pèlerinages. Mais ce ne sont plus des pèlerinages en masse comme jadis. Chacune des quatre administrations spirituelles musulmanes reçoit chaque année un certain nombre de passeports. Elles désignent elles-mêmes les pèlerins. Ce

sont généralement de hauts dignitaires religieux ou des professeurs des universités musulmanes. Il va de soi que, de ce contingent, l'Asie centrale reçoit la part du lion. Le gouvernement soviétique dote ces pèlerins fort largement de moyens financiers. Ces voyages entre l'Asie centrale, l'Égypte et l'Arabie échappent complètement aux yeux indiscrets. En Asie centrale il n'y a ni correspondants, ni consuls, ni même aucun étranger blanc. Personne n'apprend que des dignitaires religieux musulmans ont pris l'avion à Samarkand, à Tachkent ou à Boukhara. Même s'ils font escale au Caire, leurs figures orientales ne se font pas remarquer. Et en Arabie ils échappent déjà à tout œil européen ou américain. Personne n'apprend qui ils vont voir ni quels entretiens ils mènent. Mais on peut soupçonner quelle importance politique ces contacts de musulmans éminents de l'Union soviétique avec leurs collègues d'Égypte et d'Arabie sont susceptibles d'avoir.

Ce n'est là que le commencement. Ce n'est que maintenant que se développe l'utilisation de l'Islam au service de la politique étrangère soviétique. Déjà dans le passé l'Union soviétique usa de troupes auxiliaires spirituelles au Moyen-Orient, en agissant par l'intermédiaire de l'Église russe orthodoxe. Le patriarcat de Moscou entretient une représentation à Jérusalem et un représentant plénipotentiaire auprès du patriarche d'Antioche. C'est par cet intermédiaire que Moscou cherche à exercer une influence sur tous les chrétiens orthodoxes du Moyen-Orient. De surcroît l'Église russe a cherché à établir des contacts avec les Églises coptes et abyssiniennes.

L'Église arménienne grégorienne a, elle aussi, son importance pour le Kremlin. Une grande partie des

Arméniens dans le monde se sont en effet placés sous la juridiction du patriarche « catholicos de tous les Arméniens », qui réside à Etchmiadzine en Arménie soviétique. Ils reconnaissent en lui non seulement le chef spirituel mais aussi le symbole vivant de l'unité de la nation arménienne dispersée.

Mais ces influences ne portent que sur des minorités, si importantes qu'elles puissent être. L'utilisation de l'Islam soviétique promet, au contraire, l'exercice d'une influence sur la grande et décisive majorité.

NICOLAS BASSECHES.

VERS L'*APARTHEID* ?

Le problème immense et complexe des relations sociales, économiques et politiques entre Blancs et Noirs en Afrique du Sud reste faussé et mal traité du fait de l'antagonisme séculaire entre Boers et Britanniques, c'est-à-dire en gros, entre les Blancs d'origine et de langue hollandaise et anglaise.

En Angleterre et aux États-Unis on a fait beaucoup de bruit autour du livre d'un pasteur anglais (anglican), qui, après avoir travaillé douze ans au milieu des indigènes africains de Johannesburg et du Witwatersrand, condamne radicalement les mesures et la politique de l'actuel gouvernement nationaliste (boer) comme inhumaines et non-chrétiennes et fait appel à l'opinion du monde chrétien afin qu'elle intervienne d'une façon ou d'une autre pour y mettre fin. Le livre reflète l'exaspération d'un apôtre zélé et ardent qui a eu sous les yeux trop d'exemples de dureté et d'injustice dans la façon dont les fonctionnaires blancs traitaient les Noirs, mais il montre aussi peu de sympathie pour les Blancs, ou de compréhension pour les aspects plus profonds du problème Noirs-Blancs dans le pays pris comme un tout. Néanmoins c'est un bâton assez efficace pour frapper le gouvernement et quand on a rapporté qu'au cours d'une interview en Angleterre, l'auteur a déclaré à des journalistes qu'à son avis l'Union Sud-Africaine « devrait être expulsée du Commonwealth ou invitée à s'en retirer », les titres de la presse locale mettent ses paroles en vedette. Dans des lettres adressées au *Times* des personnalités en vue ont protesté contre des paroles aussi légères, mais en Afrique du Sud cela avait déjà fait du tort en exaspérant la susceptibilité et la méfiance réciproques qui compromettent les relations entre les deux groupes linguistiques blancs.

C'est un petit exemple, mais significatif, des pièges qui menacent la discussion intelligente des affaires sud-africaines. L'accueil réservé à ce que l'on appelle le Rapport Tomlison est de plus grande importance. Une commission dirigée par M. Tomlinson, professeur d'économie agricole à l'Université de Pretoria (qui, en dépit de son nom anglais, appartient au groupe boer) fut chargée il y a quatre ans, par le gouvernement, d'enquêter sur le développement socio-économique des régions bantoues de l'Union. Il en résulta un rapport monumental en dix-sept volumes dont un résumé fut publié à la fin de mars. C'est devenu immédiatement un sujet de controverses animées entre les partis politiques.

En considérant les circonstances de sa nomination et de sa composition, on n'est pas étonné que la Commission conclue que la séparation (*apartheid*) des communautés européenne et bantoue est la seule façon dont le conflit racial puisse être résolu et l'entente raciale maintenue. Elle recommande que les deux cent soixante régions bantoues existantes, dispersées dans le pays « telle une peau de tigre », soient réunies en sept grandes régions incorporant les trois protectorats britanniques : Basutoland, Bechuanaland et Swaziland. La question de ces derniers est d'ailleurs un point névralgique dans les relations entre la Grande-Bretagne et l'Afrique du Sud ; il est certain qu'actuellement aucun gouvernement britannique ne pourrait tenir tête à la réaction de l'opinion publique britannique s'il devait remettre les Protectorats à l'Union. Mais le rapport considère ces sept régions comme le foyer de plusieurs groupes de tribus bantoues. Si elles étaient exploitées sur une grande échelle par des plans agricoles, industriels, miniers, forestiers et autres, avec une industrie d'appoint et du commerce, de petites et grandes villes, la santé, le confort et des services d'enseignement, elles pourraient à la fin du siècle procurer un foyer à quinze mil-

lions de Bantous. Il en resterait six millions à travailler et à vivre dans les régions assignées aux Blancs, de sorte que l'*apartheid* serait encore loin d'être achevée, mais comme, avec l'immigration ajoutée à l'accroissement naturel, les Blancs devraient atteindre en l'an 2.000 le même chiffre de six millions, ils ne seraient plus longtemps dépassés en nombre par les Noirs. Ceux qui resteraient chez les Blancs seraient probablement ceux qui se contenteraient d'accomplir des travaux subalternes et de ne pas participer au gouvernement du pays, tandis que pour le Bantou évolué, capable et ambitieux il y aurait quelque chance que l'une ou l'autre des sept régions devînt sa patrie. Bien que le Bantou doive être politiquement indépendant dans sa propre région, on ne dit rien sur les relations entre les provinces séparées blanches et noires, ni sur les droits de ces six millions de Noirs qui resteront chez les Blancs. Mais le budget requis pour l'exécution de ce plan a été élaboré avec précision pour une période initiale de dix ans, avec une dépense en capital de cent quatre millions de livres.

En réponse à ce rapport, le « Livre blanc » du gouvernement est hésitant et équivoque. Il approuve la ratification par la Commission de la politique de l'*apartheid* et accepte avec reconnaissance le vaste apport de documentation historique, sociologique et économique qu'elle fournit, comme base des études ultérieures (!); mais il veille à ne pas s'engager définitivement dans son exécution. Les gouvernants semblent s'être appuyés sur l'illusion que dans cinquante ans peut-être (quand eux-mêmes seront morts et disparus) il pourrait y avoir une Afrique du Sud comptant exactement autant de Noirs que de Blancs dans les régions blanches; mais ils insistent sur le danger de faire quoi que ce soit dans la hâte, tandis que le Rapport, de son côté, insiste sur le fait qu'il n'y a pas de temps à perdre, qu'un démarrage immédiat est la condition même de leurs recommanda-

tions. De plus, bien que le Rapport, après un examen attentif, approuve la politique de l'*apartheid* et du développement séparé, il y a un avertissement dans l'exposé de minorité d'un membre de la Commission, qui doute beaucoup que cela soit réellement possible; il pense néanmoins que ces expériences devraient être menées dans la ligne des suggestions de la majorité, celles-ci étant les seules que l'on puisse éprouver dans la pratique sans changer les réglementations et coutumes discriminatoires existantes, qui, une fois abolies, ne pourraient être réimposées qu'avec difficulté.

Il n'y a eu jusqu'à présent qu'une critique peu constructive des leaders de l'Opposition. Les journaux s'empressèrent de faire remarquer qu'un État moitié blanc, moitié noir, à supposer qu'il soit établi dans cinquante ans, n'est pas *apartheid,* et le gouvernement a déjà pratiquement rejeté la seule possibilité d'aboutir même à cela. En fait l'*apartheid* est morte. On reconnaît maintenant ouvertement que c'est, (comme on l'a toujours soupçonné) tout bonnement un slogan qui sert à inciter les électeurs peu instruits à continuer de soutenir le parti qui « gardera l'indigène à sa place ».

Il y aura sous peu un débat général au Parlement sur le Rapport et le Livre blanc, et le gouvernement expliquera sans doute ce qu'il reste de sa politique si vantée. Mais il semble que, comme tant de rapports précédents, cette étude exhaustive qui a coûté au pays plus de 60.000 livres, prendra en grande partie le chemin de l'une des vastes cases du Département des Affaires indigènes. Et l'on garde toujours la triste impression que sans les méfiances, les jalousies et les antipathies des Blancs entre eux des transactions raisonnables pourraient triompher de l'impasse déchirante qui démoralise le Blanc aussi bien que le Noir.

CHARLES RUNGE.

LE RÉGIME CONCENTRATIONNAIRE EN CHINE POPULAIRE

Du 20 au 30 avril dernier s'est réunie à Bruxelles une Commission spéciale d'enquête sur la répression politique en Chine continentale.

Le dernier jour, elle a proclamé ses conclusions et réuni une conférence de presse qui méritent de retenir l'attention de tous ceux qui s'intéressent à la promotion de la personne humaine dans le monde. En attendant la publication d'un livre blanc donnant l'essentiel d'une abondante documentation, y compris plus de cent cinquante témoignages, qui a été annoncée, il est bon d'avoir une idée de ce que représente cette Commission et ses travaux.

C'est la Commission internationale contre le régime concentrationnaire (C.I.C.R.C.), composée d'anciens détenus des camps nazis appartenant à huit nationalités différentes qui l'a réunie à la suite de plaintes déposées dès fin 1952 par les syndicats ouvriers de Taiwan et de Hongkong. De longues enquêtes d'informations furent poursuivies depuis lors. Le 11 juin 1954, à Genève, une lettre était remise à M. Chou En-lai, premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, lui demandant son agrément pour qu'une délégation puisse examiner sur place les camps de travail correctif, les prisons et toutes les institutions pénitentiaires ou de travail forcé qui peuvent exister dans la République populaire de Chine. Aucune réponse ne vint. Dès lors, l'instruction fut poursuivie par l'audition de témoins, la récolte de documents, principalement en Asie.

Le 21 novembre 1955, un appel réclamant une enquête sur le régime des prisons et des camps de travail en Chine populaire était adressée à la C.I.C.R.C. par quatre-vingt-six missionnaires de Chine, qui ont tous subi les mauvais traitements et les injustices qu'ils dénoncent. Peu après, la Confédération internationale des syndicats libres décida de désigner cinq personnalités asiatiques pour constituer, avec des repré-

sentants de la C.I.C.R.C., la Commission spéciale d'enquête. Celle-ci était donc composée de personnes sachant bien, pour l'avoir subi, ce qu'on doit entendre par un régime concentrationnaire inhumain, et par des représentants des ouvriers d'Asie (venus des pays suivants : Pakistan, Thaïlande, Philippines, Japon; de plus, il y avait un syndicaliste tunisien). Parmi les membres européens se trouvait notamment un Espagnol républicain. La Commission avait invité le gouvernement de Pékin à se faire représenter à l'enquête; il n'en fit rien. Elle examina donc l'abondant dossier et entendit personnellement quelques témoins venus à Bruxelles à cette occasion. Parmi eux se trouvait la propre belle-sœur de Chou En-lai, qui fut, elle aussi, torturée en son temps.

Si le régime de répression politique en Chine mérite de retenir l'attention de l'opinion publique mondiale, c'est que, comme l'a souligné M. David Rousset, la terreur n'a pas été liée à une phase du régime, telle que la prise du pouvoir, par exemple. Elle se présente comme un système permanent et continu jusqu'à présent. Il est caractérisé tout particulièrement par ce qu'on appelle la *Réforme de la pensée* : torture morale d'un genre nouveau, qui s'efforce de dissoudre la personnalité du détenu et de lui faire croire (pas seulement avouer) qu'il a commis des crimes qu'en fait, il n'a jamais commis.

Rapportons quelques points de la décision de la Commission spéciale d'enquête.

Le « Règlement sur la répression des activités contre-révolutionnaires », adopté par le Conseil central du Peuple le 20 février 1951 et promulgué le lendemain par le président Mao Tse-toung, consacre expressément le principe de rétroactivité de la loi pénale et le principe d'analogie.

L'article 14 de la « loi organique des tribunaux populaires », en date du 21 septembre 1954, dispose que les tribunaux populaires sont responsables et rendent compte de leur activité devant les assemblées politiques aux divers échelons. Cette disposition institue la dépendance des tribunaux vis-à-vis du pouvoir politique. Par ailleurs, d'après un discours de Mme Shih Liang, ministre de la Justice, du 29 juillet 1955, la ligne de conduite du travail judiciaire est de servir la reconstruction économique.

Aussi, dans la pratique, le travail forcé apparaît comme l'instrument pénal universellement appliqué dans un but de coercition politique... L'obligation qui est faite au détenu de travailler résulte soit de la condamnation elle-même, soit de l'alternative qui lui est laissée de travailler à plein rendement ou de ne pas être remis en liberté, soit enfin, dans les cas les plus graves, d'une condamnation à mort avec sursis de deux ans dont l'exécution dépend de l'appréciation par les autorités de son travail. Il s'étend au delà des camps et des prisons, aux individus placés sous surveillance.

La main-d'œuvre des détenus est employée à des travaux d'intérêt général pour le compte de l'État dans les secteurs fondamentaux de l'économie. La loi en prévoit expressément la coordination dans les plans nationaux de production.

En raison du rôle du travail forcé dans l'économie nationale, de l'ampleur administrative et du nombre des camps, du nombre et de l'envergure des campagnes de répression, il est permis d'affirmer que le nombre des détenus est d'un ordre de grandeur de plusieurs millions d'individus.

L'arrestation et la détention sont sujet à l'arbitraire. Défini de la façon la plus large par les commentaires et par les textes, le délit politique apparaît comme constitué dès lors qu'un individu est considéré comme un adversaire par les autorités. Les arrestations, dont le nombre se trouve accru par un système organisé de dénonciations, sont effectuées dans des conditions exclusives de toute garantie de la liberté individuelle. La personne arrêtée, désignée sous le vocable de « coupable », ne bénéficie d'aucune présomption d'innocence. Elle est livrée à la police, aux instructeurs, aux juges, sans aucune garantie des droits de la défense. La disposition de la loi récente qui mentionne la présence d'avocats ou de défenseurs non professionnels devant la seule juridiction de jugement, est tempérée par la déclaration des autorités que l'organisation d'une défense existe seulement dans quelques grands centres, qu'aucun corps d'avocats n'est constitué et qu'il convient d'attendre le résultat de ces expériences avant de généraliser au profit de l'inculpé le droit de se défendre.

Même après la promulgation de la loi de septembre 1954, l'inculpé, soumis lors de l'instruction à de mauvais traitements et même à des véritables tortures dans « l'interroga-

toire de fatigue » prolongé pendant des heures et quelquefois pendant des jours, se voit, sur des aveux extorqués, délivrer une condamnation rédigée hors de sa présence par des juges responsables, comme il a été dit, devant les assemblées politiques et révocables par les autorités.

La « réforme de la pensée » dans le cadre de la rééducation par le travail est une des caractéristiques les plus marquantes du système de répression politique appliqué en Chine continentale. Elle n'est pas seulement uns institution pénale. Elle est, depuis la prise du pouvoir du parti communiste chinois, pratiquée dans tous les domaines, à tous les degrés de la vie sociale et dans toutes les institutions.

La « réforme de la pensée » consiste en des séances d' « endoctrinement » et de « rééducation » qui ont lieu tous les jours, et souvent même plusieurs fois par jour, en dehors des heures normales d'un travail déjà exténuant. Après avoir fourni la preuve qu'il a assimilé la doctrine qui lui est enseignée, le détenu est invité par des interrogations orales et écrites, à procéder à une auto-critique complète portant sur tous les détails, jusqu'aux plus intimes et aux plus insignifiants de sa vie écoulée. Toute cette procédure s'accompagne d'un chantage dégradant portant sur la promesse d'adoucissement ou de remise de peine, d'une part, la menace de prolongation de peine, qui, en fait, est souvent réalisée, d'autre part.

Ultérieurement, le détenu doit apporter la preuve de sa transformation idéologique en dénonçant de prétendus criminels coupables d'avoir porté atteinte aux intérêts du gouvernement... En définitive, moralement brisé par des confessions et des aveux dégradants, par des dénonciations odieuses touchant jusqu'aux membres de sa propre famille, le détenu en arrive à perdre, en effet, toute personnalité propre, à se persuader lui-même qu'il a commis les crimes imaginaires qu'il a été amené à avouer. Plongé dans un état de terreur permanente, en proie à une véritable torture morale, humilié et perdu, il en arrive, non à l'état d'homme nouveau, mais à un état de sous-humanité.

Tous ces considérants justifient amplement la dénonciation de l'existence d'un véritable régime concentrationnaire en Chine, répondant aux quatre critères suivants : 1° arrestation

arbitraire; 2° pas de possibilité de défense; 3° travail en masse au profit de l'État; 4° atmosphère de déshumanisation.

Ce n'est pas s'opposer à une détente internationale que d'attirer l'attention de l'opinion publique sur ce sujet. Comme l'a dit M. Rousset, il importe à toute l'humanité que les horreurs de cet esclavage moderne disparaissent. De même qu'en U.R.S.S. elle-même, on commence à reconnaître que Staline — l'idole d'hier — représentait une oppression monstrueuse et sanguinaire, il faut avoir confiance que quelque chose pourra changer en Chine dans un avenir pas trop lointain, et que les tortionnaires d'aujourd'hui tomberont dans la fosse commune de l'oubli, tandis que leurs victimes, comme celles des nazis, reviendront au grand jour et à la liberté.

ALBERT SOHIER.

LA PENTECOTE, CHARTRES 1956, par YVES CONGAR (Éditions du Cerf, Paris, 1956).

A l'intention des étudiants qui, à la Pentecôte, ont pris la route de Chartres, le P. Congar a écrit un petit livre de cent cinquante pages, instrument de travail, occasion de réflexion et de méditation pour préparer le pèlerinage. Livre de circonstance donc que cet ouvrage du P. Congar, livre inspiré par l'événement, livre de vulgarisation aussi sans doute, et les lecteurs familiers du P. Congar retrouveront avec joie des thèmes longuement développés ailleurs, ramassés sous une forme ardente et plus directement accessible. Il eût fallu peut-être, pour faciliter la lecture, réduire les références à des textes non cités : ce procédé, aux intentions pédagogiques évidentes, relativement valable lorsqu'il s'agit de l'Écriture, l'est moins lorsque le P. Congar renvoie à des livres, qui, c'est un fait incontestable, ne figurent pas dans la bibliothèque de la plupart des étudiants catholiques, ainsi de saint Jean de la Croix cité page 47. Cette réserve faite, il nous paraîtrait ridicule ou prétentieux de critiquer un ouvrage,

dont il faut d'abord accepter le ton et le propos, qui ne sont ni l'un ni l'autre ceux d'un manuel de théologie [1].

Prenons le livre tel qu'il nous est donné avec le genre et le « style » qui est le sien. Alors son vrai visage nous apparaîtra, alors il deviendra pour nous source d'enrichissement et de découvertes. Aussi bien le livre du P. Congar est-il, non une recherche sur « la théologie du Saint-Esprit », mais une méditation sur le « fait de la Pentecôte, ce qu'il représente à jamais pour la foi et la vie de l'Église » (p. 16), une méditation sur le « mémorial annuel du fait de la venue du Saint-Esprit sur et dans l'Église » (p. 13).

Les trois chapitres du livre : « La Pentecôte, cinquantième jour de la Pâque », « A la Pentecôte l'Église reçoit sa loi et son âme », « A la Pentecôte l'Église prend son départ missionnaire », dont autant de réflexions, de mises au point aussi, qui auront aidé nombre d'étudiants à replacer dans l'Économie du Salut le mystère de la Pentecôte. Les pages sur « la Pentecôte, fruit de la Pâque » (pp. 24 sq.), qui reprennent et commentent les phrases solennelles de saint Augustin : « Voici que la solennité de Pâques est arrivée à son terme sans rien perdre de son éclat, Pâques a été le commencement de la grâce, la Pentecôte en a été le couronnement » (cité p. 31); les pages sur la part respective du Christ et de l'Esprit dans le projet de salut : « L'Esprit remet en mémoire dans l'Église ce que le Christ a dit. Ainsi le Christ a révélé le mystère de Dieu, annoncé l'Évangile, et le Saint-Esprit actualise cette parole, il la garde vivante » (p. 41); ou encore : « L'œuvre de l'Esprit est d'effectuer, d'actualiser et d'intérioriser en nous, au travers du temps, ce que le Christ a fait et institué pour nous une seule fois, au moment de son incarnation » (p. 44); toutes ces analyses permettront au lec-

1. Le chroniqueur de *Tala-Sorbonne*, avril 1956, p. 6, avait la calme audace d'affirmer : « L'auteur excelle à soulever des problèmes qu'il ne résout pas tous sans embarras », et avouait son agacement devant le « style « mouvement de jeunesse », très jeune, ponctué d'un tutoiement familier et d'un curieux appel au frère pèlerin ». Et nous avons souri nous aussi lorsque le P. Congar parle des « disciples regonflés par un mois de visites du Seigneur » (p. 126). Mais pourquoi refuser un vocabulaire et ne pas vouloir d'une certaine façon jouer le jeu ?

teur de situer toujours davantage sa foi dans le courant de la vie trinitaire.

Faut-il citer aussi certains développements sur les interventions de l'Esprit-Saint ? « Quand on lit un peu la vie des saints, ou simplement l'histoire spirituelle d'une âme, c'est merveille de voir comment des événements ou des fondations imprévisibles apparaissent par la suite comme préparés de loin par un concours de circonstances souvent d'abord déconcertantes » (p. 77). Regard de foi sur l'histoire des âmes, l'histoire de l'Église, l'histoire du monde, et le P. Congar y revient à plusieurs reprises, par delà les incohérences, les difficultés, les blessures du temps, les lumières de la foi nous dévoilent l'œuvre de l'Esprit-Saint présent dans le monde. Il faudrait citer ici longuement les pages sur « l'Esprit, âme de l'Église » (pp. 90 sq.). « Aussi voyons-nous par les yeux de la foi », écrit le P. Congar, « une histoire divine s'écrire partout au sein de l'histoire terrestre du monde, et concurremment avec elle celle même du peuple de Dieu — et sachons qu'il ne s'en épelle pas une lettre, qu'il ne s'en forme pas un mot que le Saint-Esprit ne l'ait, depuis le sein de Dieu, secrètement, mais souverainement écrit ou prononcé » (p. 111).

Qu'il cite, en fin de volume, H. B. Swete : « Il n'y aurait pas de communion des saints dans l'Église du Christ, il n'y aurait pas de vrais saints à tenir la communion les uns avec les autres, si l'Église n'avait pas d'esprit de sainteté ou de communion avec lui » (p. 147), qu'il cite Moehler : « Le catholique a pour l'Église un respect profond, un amour ineffable, une soumission sans bornes » (p. 151), qu'il cite saint Irénée : « Là où est l'Église, là est aussi l'Esprit de Dieu, là où est l'Esprit de Dieu là aussi est l'Église, et la plénitude de la grâce » (p. 153); le P. Congar aura vivifié notre vie intérieure, fortifié notre foi en l'« Église des Saints ».

A propos de ce livre aussi le P. Congar peut penser qu'il « a élaboré... juste les thèmes qu'il fallait, dont les âmes qui l'ignoraient avaient besoin » (p. 78). Ce livre de circonstance est une réponse à un appel.

J.-M. M.

Travail et politique

Français et Tunisiens

I. — Situation des Français en Tunisie

Il n'avait jamais été dit « la Tunisie, c'est la France », bien sûr, mais le Français installé en Tunisie depuis plusieurs générations — et bien vite du reste celui qui arrivait de la métropole —avait pris l'habitude de se considérer chez lui et d'exercer en fait l'autorité. La prépondérance n'était pas nécessairement arrogance, mais cette sorte de certitude que le Tunisien était incapable de se diriger lui-même et que le protectorat français était un état naturel.

Se dépouiller du jour au lendemain d'un tel comportement et se retrouver « l'hôte » d'un pays indépendant n'est pas chose facile. Il faut du reste considérer que ce dépouillement n'est pas purement spirituel. On doit essayer de comprendre la situation du Français en Tunisie. Bien sûr, apparemment sa situation est sans changements ; elle est même assortie de garanties inscrites dans les conventions du 3 juin 1955.

Mais le changement n'en existe pas moins. Le fonctionnaire français pourra bien achever sa carrière ici, mais il ne pourra installer son fils à sa place et il doit penser à le recaser ailleurs. S'il le veut par tradition

dans la fonction publique, ce ne pourra être qu'en France, c'est-à-dire dans un pays où de fait il n'a jamais vécu. Quant au colon, certes tel ou tel fils pourra reprendre l'exploitation ; éventuellement, comme elle est souvent importante, on pourra la diviser. Mais la vie générale de la nation ne fournit plus de débouchés pour des familles parfois nombreuses. Beaucoup de familles songent au départ à cause des enfants. Comme il est tentant alors de se faire passer pour martyr et de déclarer que ce départ est nécessaire parce qu'il devient impossible de vivre ici!

Cette transposition est injustifiée, d'autant plus que de nombreuses situations s'ouvrent encore aux Français qui témoigneront d'une véritable aide à la Tunisie et d'une certaine capacité française d'adaptation. Le manque de techniciens, d'ingénieurs en particulier, pourrait être comblé par ces jeunes Français qui n'auraient nul besoin de quitter la terre où ils sont nés. Mais pour réaliser cette « reconversion » il faudrait faire confiance. Or, le Français de Tunisie a peur. Il est inquiet même pour sa propre situation dans l'avenir immédiat.

Bien entendu cette inquiétude a été renforcée depuis trois mois surtout par l'insécurité physique qui s'est développée dans le sud et l'ouest du pays. Mais on peut craindre que le calme qui semble se rétablir ne suffise à apaiser les appréhensions. Il est très significatif en effet, de constater que les colons sont plus inquiets de l'évolution sociale que de l'insécurité. Ils acceptent facilement que celle-ci est passagère alors que celle-là peut entraîner de profondes transformations.

Celles-ci mériteraient une analyse minutieuse. Depuis l'été 1955, les grèves se multiplient dans le bled et l'on ne peut plus recourir comme avant à la force pour les réduire. On peut admettre que les motifs n'en sont pas toujours valables, mais ils tiennent à une situation où l'ouvrier agricole doit faire vivre sa famille avec les 270 francs gagnés les jours où il travaille. Il serait

faux de les interpréter comme le signe d'une volonté systématique de rendre la vie difficile aux Français, sous l'influence d'un mot d'ordre venu d'en haut. Ces grèves ne visent pas que les exploitations françaises, et le plus souvent elles se déclenchent sans contact avec le secrétariat du syndicat.

On peut leur voir, par delà l'ensemble des frictions de détail, trois explications convergentes. Le faible salaire s'accompagne de l'inexistence de tout statut, d'une précarité invraisemblable du travail : il y a de l'embauche tel jour ou à telle saison, mais il n'y en a plus le lendemain ou pendant une autre saison. Nous sommes en pleine insécurité de l'ouvrier agricole, une insécurité qui pèse sur sa vie, sa femme et ses enfants (il faudrait qu'y pense celui qui demande la sécurité de l'avenir). La revendication de garanties et d'un statut est première.

Qu'on ne dise pas que ce serait la ruine des colons. Des expériences ont été réalisées avec succès sur initiative spontanée de certains d'entre eux précisément qui ont cherché à assurer une certaine permanence de l'emploi tout au cours de l'année en remplaçant la monoculture céréalière hautement mécanisée par une polyculture à base arboricole. Fait significatif, je n'ai pas entendu dire que ceux-ci aient eu à supporter des grèves. Nous pouvons ajouter que, malgré l'augmentation considérable des rendements, le pouvoir d'achat du salaire de l'ouvrier agricole est largement plus faible en 1956 qu'au début du siècle.

Mais ce souci de la sécurité éclate au moment de l'indépendance. L'ouvrier agricole qui comprend l'importance du changement s'imaginait que sa vie allait être transformée (la lutte nationale s'accompagnait facilement de la pensée que tout irait bien après). Or, il ne voit rien de changé *pour lui*. La grève est une manifestation de cette indépendance, une sorte d'affirmation de lui-même et de sa personnalité.

Enfin, allons plus loin, cette prise de conscience du bled ne témoignerait-elle pas d'un vaste transfert de valeur, de la naissance d'une civilisation plus fraternelle ? Jusqu'ici le fellah attendait tout d'une sorte de providence et certains thèmes islamiques portent au fatalisme, à la résignation. Il avait un moment mis cet espoir dans le patron, dans le colon et il mettait le même fatalisme dans sa soumission. Maintenant il refuse cette dépendance verticale et il compte sur l'union avec ses semblables dans le syndicat pour assurer son existence. La résignation disparaît vite. La force de l'union, de l'adhésion, cherche à se manifester. Les campagnes de l'U.G.T.T.[1] en faveur d'un système économique à base de coopératives peuvent encore accentuer ce transfert.

Le langage des grands propriétaires prend dans cette perspective une tout autre signification. Ils ont peur parce qu'ils voient avec lucidité que la situation va changer. La domination qu'ils ont pu exercer sur le fellah dans le cadre d'un régime politique donné est évidemment atteinte en même temps que le régime politique. Les syndicats comme, il faut du moins l'espérer cette fois-ci, le gouvernement tunisien se préoccupent d'assurer au fellah des conditions humaines de vie et ceci pourra effectivement diminuer le revenu du propriétaire s'il ne sait adapter ses cultures. Il est probable même qu'un certain volume d'emploi de main d'œuvre sera imposé. Mais on n'a pas le droit d'en conclure à la volonté systématique de voir partir les Français. Quelle que soit la précarité de l'ouvrier agricole français, elle n'est pas comparable à celle que l'on connaît ici. On ne saurait continuer à admettre de telles conditions d'existence.

Ce changement-là arrivera. Il doit arriver. Mais ce n'est guère là justification avouable à un départ. Aussi

1. Union Générale des Travailleurs Tunisiens.

on affirme bien haut que l'on ne s'oppose pas au statut de l'ouvrier agricole mais on n'en tient pas moins un raisonnement qui, quoique plus vague et donc moins réfutable, n'en amène pas moins au même départ nécessaire.

Évidemment, dit-on, nous avons des garanties formelles : droits acquis, c'est-à-dire avancement, rémunération, statut général pour le fonctionnaire, non-discrimination, respect de la propriété pour le colon ou l'entrepreneur. Mais ces garanties sont illusoires : il est très facile de créer la vie impossible à un fonctionnaire et de le brimer efficacement. Les grèves se développent à la campagne et en ville spécialement contre les Français pour les faire partir. L'égalité sera en droit mais pas en fait. Et la conversation se conclut inévitablement sur ce regret amer : « la France nous a laissés tomber ». Il n'y a pas d'autre réponse à cela que l'affirmation de la confiance en l'avenir et en l'honnêteté des Tunisiens, en leur amitié et leur hospitalité.

Il fallait affirmer dès le début, conformément à l'évidence, qu'il n'y a pas de « garanties juridiques » possibles par des textes pour une communauté étrangère dans un pays libre. On peut respecter la propriété, bien sûr, ce qui est déjà une certaine atteinte à l'indépendance. Mais peut-on interdire les syndicats et ceux-ci peuvent-ils s'interdire de revendiquer une élévation des salaires ou une réforme agraire ? On peut garantir l'exercice des fonctions d'entrepreneur. Mais peut-on s'interdire un contrôle des investissements, une modification de la fiscalité ? Il fallait dire dès le début à la communauté française qu'elle ne pouvait espérer de garanties que de l'amitié, de la confiance du peuple tunisien, par conséquent de ses rapports avec lui et de son utilité pour le pays.

Le pire est que des hommes l'ont dit, de grandes consciences, voire un mouvement pour une libre coopération franco-tunisienne. Mais c'était là, paraît-il,

affaiblir la situation de la France. C'était en tous cas contraire à la vérité officielle. Ils méritaient une « fessée » (*sic*).

Qu'on comprenne bien que ce n'est pas l'expression d'une préférence mais une situation de fait. Les Français de Tunisie ont le choix entre le départ ou la vie dans un pays indépendant comme des hôtes. Il n'y a pas de tierce solution. Pour des raisons d'intérêt même, les moyens de la seconde solution s'imposaient. Les Tunisiens sont prêts à réaliser maintenant cette amitié. Ils disent qu'il n'est pas trop tard. Il faut ouvrir les yeux. Ce n'est pas se refuser à comprendre les Français de ce pays, leur inquiétude, la difficulté de ce dépouillement nécessaire. C'est peut-être cependant le service le plus urgent à leur rendre.

Quoi qu'il en soit, ce sentiment de peur referme les Français sur eux-mêmes, les constitue en minorité d'exilés qui se préparent au martyre ou à l'évasion..., tant qu'il est temps. On ne dira jamais assez la responsabilité des groupements ou des autorités qui excitent cette peur et contribuent par là précisément à créer les conditions qu'ils redoutent. Au nom de quoi enfin, *Présence Française* peut-il tenir ce vil langage :

Abandonnés par la mère patrie et trahis par les politiciens, les Français de Tunisie considèrent avec une poignante amertume le sort qui sera bientôt le leur dans un pays qui leur doit tout et qui veut les traiter en esclaves. Si dans un grand sursaut national la France ne balaie pas les naufrageurs de l'empire, il n'y aura bientôt plus de place dans la Régence pour des hommes libres. *Présence Française* combattra jusqu'à l'extrême limite pour que cette iniquité ne soit pas consacrée, mais il importe dès maintenant d'envisager le pire...

Il s'agit dans ce texte datant de quelques jours d'organiser le

lamentable exode des chefs de famille désirant refaire leur vie et assurer l'avenir de leurs enfants hors de la Tunisie.

Les auteurs de ce texte sont-ils conscients ou bien jouent-ils aux apprentis sorciers ?

Il faut indiquer aussi que le gouvernement français pourrait aider à la solution de ces difficultés. La « tunisification » de la fonction publique est un mouvement naturel qui ira en se renforçant au fur et à mesure que les Tunisiens disposeront des cadres nécessaires pour assurer les plus hautes responsabilités. On ne saurait le leur reprocher. C'est au gouvernement français à prendre en charge les fonctionnaires français qui se trouvent remplacés par les Tunisiens. C'est en application de la politique française que des fonctionnaires français ont pu croire qu'ils s'installaient définitivement dans ce pays. On ne saurait les rendre responsables de cet aveuglement encouragé par les plus hautes autorités françaises. Ici encore le gouvernement français détient le moyen de supprimer une partie des tensions qui se développent dans ce pays.

Ce n'est pas simple parce que la France a accepté ici que les fonctionnaires français aient des indices et des fonctions supérieurs à ceux qu'ils auraient eus en France. Mais la France abandonnera-t-elle les victimes d'une situation qu'elle a elle-même créée ? ce serait inadmissible.

Cette crainte, cette peur n'entraîneront cependant pas au départ comme certains le voudraient. Ils sont encore nombreux les colons décidés à tenir « tant que ce sera possible ». En outre, beaucoup qui déclarent à grand bruit qu'ils sont décidés à partir ne sont pas persuadés que tout est perdu.

Toutefois, cette attitude de crainte, de repli et de chantage peut un jour finir par entraîner les conséquences mêmes que l'on dit redouter. Je n'affirmerais pas qu'il n'y a pas quelques partisans de la politique du pire, non pas parmi les colons, mais parmi certains de ceux qui se font un peu trop gratuitement passer pour des bergers. Quoi qu'il en soit et avant d'y venir,

il faut dire un mot d'autres Européens qui ne bénéficient d'aucune garantie « conventionnelle » et dont on ne parle pas, car ils ne possèdent que leurs bras.

C'est la multitude de petits ouvriers, employés ou artisans français et plus largement européens, qui sont installés ici depuis plusieurs générations. Depuis les Conventions, ils sentent bien qu'il y a des difficultés sans cesse plus grandes à trouver un emploi, qu'à égalité de compétence, le Tunisien est préféré. Il n'y a là aucune discrimination officielle, mais souvent l'attitude de l'entrepreneur européen qui veut bien se faire voir.

Il y a dans ce drame — un vrai drame car il n'est pas question pour eux d'emporter le moindre pécule qu'ils n'ont pas, parce qu'ils ne peuvent attendre, soupeser les chances, prendre des mesures conservatoires, étreints par l'urgence de l'existence même à sauvegarder — des jeunes qui un à un regagnent la France depuis six mois, un aspect humiliant pour ceux qui n'ont pas pensé à eux : ils étaient parmi les Européens d'ici les plus disposés au contact fraternel. Certes les tensions pouvaient exister chez le petit fonctionnaire, beaucoup moins chez le petit ouvrier ou l'artisan. Il était prêt à se réjouir du régime nouveau, et il voit les portes se refermer devant lui.

L'urgence est grande de leur fournir sans tarder les centres de formation professionnelle ou les cours du soir dont ils ont besoin pour acquérir une technique. Celle-ci leur est aussi nécessaire pour pouvoir trouver du travail ici, dans un pays qui manque de main-d'œuvre qualifiée, qu'en France où il n'est pas si facile de trouver de l'embauche.

Mais il faut les voir pour savoir cette inquiétude. Ils la portent en silence, irrités du bruit de ceux qui à leurs yeux défendent plus des intérêts que des situations légitimes, et créent les tensions les plus dangereuses pour l'avenir.

II. — Attitudes tunisiennes

Les Tunisiens qui sont prêts à assurer aux Français des conditions de vie correctes et qui ne cessent de le dire publiquement sont irrités de cette absence de confiance. Ils l'estiment injuste puisqu'ils y voient un préjugé, un doute sur leur honnêteté. Dans la situation présente, il faut sûrement faire les efforts nécessaires pour comprendre les Français, mais on ne peut refuser de comprendre les Tunisiens.

Cette irritation est d'autant plus forte qu'ils avaient accepté d'inscrire dans les conventions du 3 juin les fameuses garanties qui sont pour eux autant de limitations à leur souveraineté, autant de « tabous » pour reprendre l'expression de A. Ben Salah. Dans un pays où le coût moyen du fonctionnaire est le double de ce qu'il est en France, où la fiscalité repose surtout sur l'impôt indirect..., ils ont accepté de ne rien toucher pour ne pas inquiéter la population française. Ils s'estiment dupés.

Il faudrait ajouter à cela une conception traditionnellement très généreuse de l'hospitalité. C'est leur faire injure que de ne pas faire confiance à cette règle de conduite. Ils y voient alors le refus des Français d'accepter le nouvel ordre de choses. Ils craignent que les Français ne cherchent, malgré l'autonomie ou l'indépendance, à garder le pouvoir effectif.

Nous touchons au nœud du problème. Au moment même de leurs protestations d'amitié, rendus méfiants par l'attitude des Français, conscients des restrictions inscrites dans les conventions, ils n'évitent pas toujours les gestes qui, autorisés par ces dernières, leur permettent d'affirmer leur pouvoir même s'ils peuvent paraître inopportuns, vu l'attitude générale de la colonie française. Parlons plus franc. Les Tunisiens ne sont pas tous des génies ni des saints. Il y a, à la base, je l'ai

déjà indiqué, une certaine impatience de voir se concrétiser l'ordre nouveau par une amélioration des conditions d'existence. Alors que l'on explique comment les Français ne peuvent s'adapter du jour au lendemain aux nécessités de l'ordre nouveau, il faudrait ne pas demander aux Tunisiens d'oublier dans le même délai la situation qui fut la leur. Constatons au moins — c'est règle d'honnêteté — qu'ils ne semblent pas se conduire à l'égard des Français comme certains de ceux-ci ont pu se conduire à leur égard. Peut-être un jour la justice tunisienne se refusera-t-elle à juger les assassins d'un leader français, peut-être un jour la police tunisienne laissera-t-elle se dérouler une manifestation dévastatrice menée par les Tunisiens. Mais enfin a-t-on le droit de leur imputer à l'avance ces crimes qu'ils n'ont pas commis et dont rien ne permet de dire qu'ils les commettront ? N'oublions pas l'amertume de ce Tunisien qui me déclarait un jour : « Pourquoi nous soupçonnez-vous de nous conduire dans l'avenir à votre égard comme vous vous êtes conduits vis-à-vis de nous ? »

Tout ceci n'exclut pas, bien entendu, qu'il y ait eu et qu'il puisse y avoir dans l'avenir des maladresses, voire des injustices. L'opinion tunisienne veut voir des réformes radicales. Le gouvernement et les responsables n'auront peut-être pas toujours la sagesse et la force de s'y opposer. Il faut bien entendu tout faire pour les éviter. Mais l'amitié et la confiance feront plus que les condamnations publiques ou les manifestations inconscientes.

Il est très probable, ce serait miracle qu'il en aille autrement, que pendant une période, qu'il faut souhaiter brève, il y aura des difficultés et que la situation de quelques Français apparaît délicate. En particulier, la « tunisification » de l'administration entraînera limitation des responsabilités confiées aux fonctionnaires français. Ceux-ci deviendront la plupart du temps de

simples conseillers techniques. Il n'y a là que chose très normale. Mais on comprend qu'humainement elle puisse blesser certaines susceptibilités. A tout bien réfléchir, c'est là accomplissement véritable de la mission de la France, « aider » et non « se substituer à ». Mais la sérénité est très facile à qui regarde de l'extérieur. Quoi qu'il en soit, si nous savons faire face, l'avenir se présentera ici dans des conditions favorables. Les responsables actuels ont trop affirmé depuis quelques mois et avec trop de courage, devant une opposition effrénée, la nécessité des liens avec la France pour qu'on ait le droit de les soupçonner de la moindre arrière-pensée.

Encore faut-il ne pas les provoquer et nous devons examiner ici des tensions qui ne découlent pas de la même manière de la situation actuelle.

III. — Raidissement français

Certes il existe bien des Français qui, au mépris de l'incompréhension, des calomnies ou des injures de leurs compatriotes, avaient assuré par leur amitié, clairement exprimée aux moments les plus durs, des contacts franco-tunisiens d'étroite intimité, dans la recherche d'une solution au conflit, affirmant publiquement que la vocation véritable de la France était de conduire la Tunisie par étapes vers son indépendance. Mais ils ne se retrouvaient pas tous pour constater le courage du gouvernement qui devant la propagande anti-française[2] ne cessait d'affirmer son amitié avec la France. De

2. Il est inutile de rappeler que cette opposition à caractère anti-français trouve son climat de choix dans les milieux de la Grande Mosquée. Éléments conservateurs, ils avaient été considérés du temps du Protectorat comme un milieu à soutenir et ceci nous coûtait plus d'un demi-milliard par an. On se demande parfois comment on a pu aussi longtemps réussir à se fermer les yeux !...

même beaucoup d'entre eux comprenaient bien qu'au seuil de son indépendance le jeune État tunisien avait à prendre en mains ses responsabilités, à se former dans leur exercice et que l'amitié témoignée aux jours sombres ne saurait entraîner de contre-partie comme la reconnaissance d'un certain rôle de tuteurs. Les Tunisiens les connaissent aux divers échelons de la vie du pays et savent qu'ils peuvent compter sur leur aide discrète, sur une saine critique, sur leur esprit de coopération totale. Ils y reconnaissent le vrai visage de la France. Mais d'autres se désolaient qu'avis ne leur soient pas plus souvent demandés ou encore ressentaient craintes et doutes devant la démagogie youssefiste et la revendication de l'indépendance avant même que l'encre du 3 juin ne soit « sèche ».

Ces inquiétudes ont pesé de leur poids dans les rapports entre Français et Tunisiens, incomprises des Tunisiens, inquiétant quelques Français libéraux, mais surtout lâchement exploitées par tous ceux qui tiennent encore pour l'ancien ordre de choses.

Ceux-ci, qui ne sont plus la grande masse, il faut le dire pour l'honneur des Français de ce pays, sont prêts à tout exploiter de façon systématique pour démontrer « l'abandon » de la France. Pour prouver probablement leur attachement à leur nation et à cette terre (on se souvient, la terre de notre labeur, de notre vie, de nos morts...) et afin de mieux désorganiser la vie économique de la Tunisie, ils organisent à grands renfort de publicité l'émigration vers le Canada, l'Amérique du Sud, etc. Ils ne publient pas la liste de ceux qui acceptent les propositions, ce qui est tout dire.

Quelle que soit la grave influence de ceux qui sont ainsi décidés à tout briser, il ne faut cependant pas exagérer leur nombre. De nombreux Français de Tunisie, pourtant hostiles aux conventions, tout au moins jusqu'au 3 juin 1955, ne suivent pas. Certains, voyant tout ce que l'on pouvait tirer des Conventions d'autono-

mie se sont ralliés sans aucune pudeur à la politique qu'ils avaient aussi indécemment contestée, entreprenant, sans y échouer complètement, de transformer le Haut Commissariat de France en Tunisie en Haut Commissariat des Français de Tunisie. D'autres qui s'étaient moins affichés dans l'hostilité se sont découvert après coup une âme de loyal coopérateur et justifient leur silence antérieur par l'exercice de leurs fonctions. Ils auraient donc, disent-ils, un rôle à jouer maintenant!... Ils sont en tous cas aptes à servir en toute loyauté l'État tunisien.

Mais ces ralliements de la dernière heure ne transforment pas la conscience. L'échec de l'expérience tentée est secrètement souhaité qui démontrera que les Tunisiens ne sont pas capables de se gouverner. On compte les bêtises, les maladresses ou les erreurs. On ironise avec une injustice stupéfiante devant ce qui se fait. Cette attitude de moquerie qui pourrait être insignifiante finit par être énervante. Elle se répand dans les milieux français les plus officiels, à commencer par les fonctionnaires.

Tout sert de prétexte et l'on va parfois à une opposition absurde[3]. Loin de réagir contre ce comportement désastreux, le jeune hebdomadaire *Lundi Matin*, dont nul n'ignore ici les liens étroits avec le Haut-Commissariat et qui n'en reste pas moins bien insignifiant dans sa tenue intellectuelle, emploie un style qui ne peut que le renforcer.

3. Il faudrait ici analyser l'émotion soulevée par les horaires de Ramadan. Jusqu'à cette année les fonctionnaires tunisiens pendant le mois de Ramadan travaillaient seulement le matin, les Français gardant l'horaire normal. Tout se trouvait désorganisé. Le gouvernement a décidé cette année par souci d'efficacité la séance unique pour tous de 9 heures à 15 heures. Il semblait que les Français n'y perdaient pas, même si leurs habitudes étaient un peu dérangées. La perspective des après-midi libres pouvait paraître séduisante. Surtout n'en croyez rien et ce sont eux qui ont trouvé le moyen de protester vigoureusement contre cette mesure !...

Ce journal est bien caractéristique de l'état d'esprit du Français de Tunisie. Depuis la disparition du quotidien de *Présence française* en juillet 1955, dans des circonstances assez confuses, la presse française de Tunisie avait perdu son organe de combat. Il apparaissait au plus grand jour que les Français avaient sur les problèmes du pays et de l'heure, des vues divergentes. La vérité officielle, celle des soi-disant responsables de la colonie française et celle du Haut Commissariat, la même comme par hasard, n'avait plus d'organe sérieux. Il fallait lui en redonner un et essayer de reconstituer le parti des Français de Tunisie. Le Haut Commissaire qui avait été critiqué l'année dernière pour ses positions libérales cherchait à reconstruire cette unité : il fallait un journal qui aurait en même temps l'avantage de faire concurrence à l'hebdomadaire tunisien de langue française, *L'Action* : ce fut la naissance très officielle de *Lundi Matin* couvé par le personnel du Haut Commissariat.

Il y avait probablement place, en ce moment, pour un hebdomadaire qui aiderait les Français d'ici à opérer le changement nécessaire, arrondirait les angles, présenterait les débats d'opinion, aiderait loyalement à la réussite de l'expérience en cours. Nous en sommes bien loin. La qualité journalistique incontestable ne suffit pas à justifier le fond et le rend seulement plus dangereux. Quelle que soit la bonne volonté de quelques-uns de ceux qui en ont la responsabilité, on ne peut éclairer la situation en collant étroitement à l'opinion de l'ensemble. On pouvait éduquer. On cherche à exprimer. Il ne semble pas cependant que le tirage soit à l'échelle de ce qui est recherché.

Mais cette attitude d'observateur extérieur et plus ou moins bienveillant peut difficilement être toléré par un gouvernement au sein de sa propre administration. C'est ce qui a amené le président Bourguiba à s'adresser nettement le 18 avril aux fonctionnaires français

de la police et bien plus largement à l'ensemble des fonctionnaires français de Tunisie. Il ne met pas en cause leur loyauté qui est réelle, pas plus que leur compétence et les services qu'ils peuvent rendre au jeune État tunisien, mais il voudrait voir disparaître cet état d'esprit :

Ce que je suis en droit d'exiger de vous, en tant que chef responsable du gouvernement, c'est de faire votre examen de conscience et de vous demander si vous êtes en mesure, si vous vous sentez en mesure de travailler, de servir cet État, non seulement en restant dans les limites du règlement, mais avec cet enthousiasme, ce sentiment, cette passion du service public qui ont été et qui sont toujours l'honneur des fonctionnaires français.

Et il ajoutait :

Aucune convention, aucun traité ne peut obliger le gouvernement tunisien à maintenir à son service des hommes qui ne sont pas consciencieux dans leur travail avec l'État tunisien, surtout quand il s'agit de la police.

IV. — Les Tunisiens et le drame algérien

Mais les Français de Tunisie ne sont pas les seuls à s'être raidis. Les Tunisiens de leur côté ont évolué et sur une voie qui ne converge pas avec la première. Bien entendu, ils ont subi les conséquences de l'attitude des Français de Tunisie, mais ils ont durci leur attitude sous la pression de deux éléments extérieurs, dont on ne saurait négliger l'influence : le drame algérien et l'évolution de l'opinion en France.

Alors qu'au lendemain de l'autonomie interne, les Tunisiens ne semblaient pas attacher d'importance à ce qui se déroulait à l'extérieur de leurs frontières, il en va bien différemment depuis quelques mois. La guerre d'Algérie est devenue la cause même des Tunisiens,

jusqu'à l'échelon gouvernemental, puisque des propositions ont été faites d'une conférence groupant la France, le Maroc et la Tunisie qui étudierait les moyens d'une solution pacifique en Algérie. Le nouveau gouvernement ne cesse d'affirmer que la première action de sa diplomatie concernera l'Algérie. La solidarité des trois peuples d'Afrique du Nord s'affirme de plus en plus quotidiennement. Le président Bourguiba ne manque pas une occasion de le rappeler.

Il y a à cette prise de conscience aussi aiguë de multiples raisons. La Tunisie était trop préoccupée par sa lutte propre pour pouvoir penser aux autres. On peut du reste constater que les Algériens n'avaient pas aidé les Tunisiens de façon positive dans leur lutte nationale. Mais une fois autonomes ou indépendants les Tunisiens ont rapidement senti que leur indépendance ne serait jamais absolue tant que le peuple d'Algérie serait soumis au statut actuel. Il a suffi de quelques mois pour que cette solidarité mûrisse aussi vigoureusement. L'évolution du journal *L'Action* est sur ce point caractéristique. Alors que jusqu'en octobre 1955 il ne parlait qu'épisodiquement de l'Algérie, il n'en est plus un numéro qui ne soit centré sur cette guerre. Bien plus, il se fait le porte-parole du « Front de Libération nationale », expliquant ses positions, voyant dans ses responsables actuels les dirigeants du futur État algérien. Il est significatif que la présentation ait le plus souvent la forme de l'interview. Il faut laisser parler ceux qui ne peuvent chez eux s'exprimer publiquement.

Hors même cette solidarité, d'autres éléments viennent renforcer cette attitude. Le Néo-Destour a toujours présenté l'expérience tunisienne comme étant une expérience pilote. Cette affirmation n'a de signification que si elle est suivie par d'autres peuples. En clair, l'expérience tunisienne perd son sens si la négociation ne remplace pas la guerre en Algérie.

Enfin certains n'excluent pas ici qu'il y ait un cer-

tain machiavélisme de la France. Ne pouvant garder ouvertement de bases militaires en Tunisie, ni au Maroc, elle tiendrait essentiellement à rester en Algérie afin de pouvoir menacer éventuellement de reconquête les jeunes États indépendants. Sans aller toujours jusque-là, la plupart voudraient cependant voir disparaître tout foyer de trouble de ce genre. On rappelle fréquemment que les conquêtes de la Tunisie et du Maroc sont parties de l'Algérie.

Il faut bien voir qu'il ne s'agit pas seulement d'un désaccord théorique. Les rapports quotidiens en sont nécessairement influencés. Les militants tunisiens ne s'adressent-ils pas aux responsables de leur pays pour leur reprocher des rapports de forme trop aimable avec la France ? « Comment pouvez-vous accepter de sourire au gouvernement français, leur dit-on couramment, et d'être reçus par ses membres alors qu'il massacre nos frères algériens ? » Aucun Tunisien responsable ne le cache : la situation actuelle ne pourra se maintenir longtemps en Tunisie si l'Algérie ne retrouve pas la paix. Tout pourrira.

Sans penser que le mouvement fellagha qui s'est développé dans le Centre Ouest et le Sud tunisien soit exclusivement dû au problème algérien, il m'est arrivé à plusieurs reprises d'entendre des Tunisiens ni révolutionnaires, ni youssefistes, participant d'assez près à l'état-major bourguibiste, conclure une conversation désabusée sur cette affirmation : « Il ne nous restera bientôt plus qu'une façon d'aider l'Algérie, prendre la montagne. »

La question algérienne n'est pas pour les Tunisiens un problème abstrait. Nombreuses sont les familles algériennes qui après la dévastation de leur douar ou de leur mechta viennent se réfugier chez un parent, un ami ou, même sans aucun lien antérieur, de l'autre côté de la frontière. On connaît alors ici, autrement que par la presse officielle, les détails concrets sur ce

qui se passe et les représailles sur la population. Il serait inconcevable que les Tunisiens restent indifférents.

On peut du reste prévoir qu'à très bref délai, précisément lors des négociations d'interdépendance, ce drame ne soit au cœur des rapports entre les gouvernements français et tunisien. Pour des raisons militaires, mais en s'appuyant sur l'interdépendance et l'amitié franco-tunisienne, le gouvernement français demandera probablement de garder un contrôle militaire de la frontière algéro-tunisienne ou de certaines zones du pays. Les Tunisiens pourront répondre que l'amitié ou l'interdépendance conçues sur un pied d'égalité stricte devraient obliger la France à cesser la guerre en Algérie, et qu'en tous cas, il n'est pas question pour la Tunisie, pays indépendant, d'accepter d'aider la France à combattre le peuple frère[4]. Le président Bourguiba le rappelait récemment.

Ajoutons pour compléter que si maintenant la Tunisie est décidée à utiliser son indépendance pour peser en faveur de la négociation algérienne, dans les jours qui ont précédé le 20 mars, la solidarité des deux peuples ne s'exprimait pas moins nettement : « Nous mettrons dans la balance, s'il le faut, notre indépendance, mais nous arracherons la paix ».

Il faut redire avec H. de Montety que « l'Afrique du Nord est indivisible » (Tribune libre in *Le Monde*). Il n'y a là qu'un juste retour des choses. Les Français

4. On comprend l'importance que le gouvernement tunisien peut attacher à la liquidation du fellaghisme en Tunisie. Tant que celui-ci se maintient, étant donné son opposition déclarée au gouvernement tunisien, ce dernier ne peut refuser l'aide militaire de la France. Du jour où il cesse, les troupes françaises seront invitées à se retirer. En un sens cela les libère au détriment des Algériens. A l'inverse, ces derniers auraient la possibilité d'établir des camps de repos ou d'entraînement à l'abri de la frontière tunisienne L'enjeu n'est pas négligeable.

l'avaient bien compris et les Français d'Algérie avaient combattu lucidement les négociations franco-tunisiennes, car ils y voyaient un prélude à une évolution générale de l'Afrique du Nord. Pour une fois ils ne se sont pas trompés. Les Tunisiens sont fidèles à ce qui était prévu.

On est stupéfait alors devant le degré d'aberration qui conduit certains Français de Tunisie à se déclarer — a posteriori bien sûr — avoir toujours été favorables à l'évolution tunisienne, mais à ajouter aussitôt : « en Algérie toutefois c'est très différent, la force... »

Bien sûr, les problèmes ne se présentent pas de la même manière. La présence française a pris dans les deux pays une forme différente. Surtout, il ne semble pas que sa durée ait permis au peuple algérien de bénéficier d'un degré d'évolution plus grand que le peuple tunisien. Pour notre bonheur, il vaudrait mieux ne pas trop insister dans les discours officiels sur cet aspect de la question et chercher à en faire une raison pour ne pas négocier. Si quelque chose peut légitimer la volonté algérienne de changer de statut, hors la conscience nationale, c'est bien cette impossibilité d'accéder dans le cadre actuel à cet épanouissement humain. Quand même, il faut y réfléchir, ne serait-ce qu'un instant : n'est-il pas dramatique d'avoir conduit ce peuple à la seule expression des armes parce que tous les autres moyens lui ont été refusés ou sont parus vains. Certes l'éloquence d'un normalien a plus de dignité que la brutalité du maquisard. Mais enfin si le normalien peut se faire maquisard, le maquisard peut-il se faire normalien ?

Les Tunisiens ne se sentent pas différents des Algériens et ils pensent que ce qu'ils revendiquaient pour eux, et que la France a amicalement accepté, est valable pour leurs « frères » algériens. Ils admettent que les formes sont différentes, que les problèmes sont plus difficiles, mais est-ce une raison pour ne jamais les

V. — Les mêmes hommes

Cette évolution de la tendance avec une sorte de besoin devant l'opinion publique et son évolution depuis six mois. Il faut dire que la rivalité sur de la Révolutionnaire, un peu se demander où peut l'amener finalement. Alors que à la fin de l'été il semblait que le problème algérien était définitivement posé et l'ouverture internationale acquise à abroger le problème en fait à compliquer davantage et les événements qui l'ont suivie ont accentué les doutes. L'histoire continue. Il y a quelques jours, ses amis à Paris, Cannes, elle se voulait sérieuse, mais enfin.

Le désarroi européen soulève évidemment. On a été naïvement porté d'abord son espoir dans l'européanisme. Alors que les Français européens sur l'axe de l'Europe fraîchement, il a été notre rapprochement européen. Le n'est pas Poujade qui se soucierait mais qu'il ait pu amener à grande masse du Parlement à prendre une part de position.

Devant les crises et pour le sort effectué par l'attitude de la gouvernement à direction socialiste. On se dira naturellement comment il « soumettre » à l'ordre à fait de mal à la politique mise en à France. L'explication est simple : le groupe français M.R.P. comme une minorité avait maîtrise les majorités passées de parlementaires. Par la démonstration de son absence pendant de nombre et de désengagement. La grande fraîcheur au contraire, permettait de garder confiance. La déception de Carthage où je vous aura rassé de la grand aux Français depuis longtemps. Son arrivée au pouvoir

[illegible]

ment français. A quoi servait-il donc que M. Savary soit là ? Mais puisque Mendès-France couvre tout de sa caution...

Il faut rapprocher de cela la facilité avec laquelle on suspecte en France les moindres gestes ou paroles du gouvernement tunisien. Le malentendu créé par la protestation qui a suivi la réception par M. Bourguiba des consuls étrangers présents à Tunis en est un exemple. Certains Tunisiens se demandent si les termes du 20 mars ne risquent pas d'être remis en cause.

Il faut insister sur cet aspect tunisien. On reprochera peut-être à cette ébauche d'analyse l'importance trop grande qui est attachée aux éléments psychologiques. Mais les rapports entre Tunisiens et Français ne sont pas ceux de deux pays étrangers l'un à l'autre. Deux communautés vivent ici. La situation politique réagit sur leurs rapports comme ceux-ci déterminent celle-là : Beaucoup de problèmes locaux disparaîtront en particulier quand la situation sera claire entre les deux gouvernements. Toutefois ces problèmes, si graves soient-ils, ne sont qu'un aspect de l'évolution tunisienne. Le gouvernement tunisien est affronté à une situation interne dont il faut tenir compte. On constate alors par l'autre face, si l'on peut dire, que les deux aspects ne sont pas indépendants l'un de l'autre.

Gérard Destanne de Bernis.

MAROC, TERRE DE DISSIDENCES

A l'heure présente, hélas! tous les observateurs sont d'accord pour reconnaître à la situation de l'Empire chérifien un caractère des plus alarmants. Une certaine anarchie s'installe tandis que l'autorité est diluée.

L'autorité est diluée d'abord à l'échelon gouvernemental. Il y a un sultan : c'est lui qui gouverne ou s'emploie à gouverner. Il y a des ministres : il n'y a pas d'autorité gouvernementale. A cela, les raisons sont multiples :

a) unanimement respecté, le président Bekkaï est cependant impuissant à rendre cohérente son équipe, impuissant aussi à lui donner une impulsion;

b) les mêmes remarques pouvaient être faites, encore aggravées, à propos de l'ancien ministre de l'intérieur, Si Lahcen Lyoussi, un ancien caïd assurément représentatif du bled mais dépourvu du minimum des qualités intellectuelles qu'on est en droit d'exiger d'un ministre; récemment démissionnaire, il s'est vu conférer pour son « loyalisme » les fonctions de ministre d'État[1];

c) la fusion s'est révélée impossible entre les ministres du Parti démocrate de l'indépendance (P.D.I.) et ceux de l'Istiqlal. La représentativité, les qualités des hommes de ces deux partis ne sont pas comparables. Malgré les protestations du premier, chaque fois qu'un poste demande un titulaire, le sultan s'adresse, par nécessité, non pas au Parti, mais à quelqu'un de l'Istiqlal : M. Laghzaoui est ainsi devenu directeur de la sûreté, M. Haniani, directeur des affaires politiques au ministère de l'intérieur, M. Balafredj, ministre des affaires

1. Il n'empêche que lui-même formait des milices sous son égide.

étrangères, enfin M. M'Hamedi, déjà ministre d'État, s'est vu confier, mais par intérim, le ministère de l'intérieur. « Istiqlaliser » ouvertement le gouvernement paraîtrait normal : on conserve pourtant, quitte à la rompre à tout bout de champ, la formule du « dosage » héritée d'Aix-les-Bains.

d) Il est clair, d'ailleurs, que le sultan se méfie de l'Istiqlal et qu'il en craint la force politique; il a le souci de lui trouver des contrepoids. Or, il n'existe pas de force politique organisée capable de faire contrepoids à l'Istiqlal : le P.D.I. ne saurait y prétendre. Il est vrai d'ailleurs que le parti de Si Allal el Fassi, de Hadj Ahmed Balafredj et de Mehdi Ben Barka ne représente pas la « nation entière ». L'organisation de l'Istiqlal dans le Moyen Atlas et l'Atlas est sporadique et rudimentaire. Mais le sultan se méfie de l'Istiqlal pour cette seule raison que ce parti ne s'identifie pas pleinement à lui.

Si donc Mohammed V a cru trouver un contrepoids à l'Istiqlal, c'est dans la jeune armée marocaine à laquelle il a donné pour Chef d'État major son fils aîné et héritier présomptif : le prince Moulay Hassan. Un tel apanage est conforme aux traditions impériales : il l'est sans doute beaucoup trop pour avoir été pleinement apprécié par les jeunes Marocains, de l'Istiqlal ou de l'Union marocaine du travail (U.M.T.). Si le prestige du sultan demeure considérable celui de son fils est au contraire entamé. Et les erreurs du prince Moulay Hassan — qui s'est cependant donné avec toute son intelligence et beaucoup d'énergie à la mise sur pied de l'armée —, les erreurs également de certains membres du cabinet impérial risquent de porter — à la longue, mais les choses vont vite — un grave préjudice au souverain lui-même.

On ne saurait affirmer non plus qu'une parfaite unité règne au sein de l'Istiqlal. L'appareil du parti est tenu par Si Mehdi Ben Barka, un ancien professeur de ma-

thématiques, intelligent, inventif et ordonné : il apparaît de plus en plus comme le leader effectif. Mahjoub Ben Seddik, secrétaire général de l'U.M.T., Aberrahim Bouabid, ministre d'État, sont assez proches de lui. Hadj Ahmed Balafredj, secrétaire général de l'Istiqlal, devenu ministre des Affaires étrangères et qui est sans doute le président du conseil de demain, Si Driss M'Hamedi, ministre de l'Intérieur, sont plus proches du palais...

Cependant, dans l'ombre du cabinet impérial, le commandant Oufkir tend à devenir le véritable chef de l'armée.

Mais tout cela, ce sont les jeux de Rabat. Les Oumal, gouverneurs de province nommés en décembre dernier ont une autorité assez mal assise. Il en est de même des caïds, anciens ou nouveaux.

Dans ce chaos, l'armée de libération représente assurément une force, mais dont les contours demeurent mystérieux. Son chef s'est récemment découvert. Le docteur Khatib est un jeune chirurgien de Casablanca qui se réfugia en 1954 à Paris et « s'installa » l'année suivante à Tanger. S'il fut militant, il n'eut jamais de fonction dirigeante dans l'Istiqlal. Il jouissait de la confiance du sultan qui aurait même naguère envisagé de le donner pour époux à sa fille aînée. Ses amitiés vont à des hommes assez modérés. Après avoir cessé les hostilités dans le Rif (avec une discipline effective), opéré un regroupement dont le caractère stratégique ne saurait échapper (en couvrant la frontière de l'Algérie et en occupant les postes abandonnés par les troupes françaises), il est demeuré l'arme au pied, limitant ses actions à des opérations pénibles pour l'autorité française, mais qui se veulent « justicières » : enlèvements destinés à recouvrer des prisonniers[2].

2. L'affaire des Sénégalais est hélas plus complexe encore en même temps que plus douloureuse.

L'Armée de Libération (A.L.) s'est cependant « ralliée » au sultan, et le loyalisme affirmé par ses chefs ne semble théoriquement pas faire de doute quand bien même leur obéissance est limitée.

Le docteur Khatib a lui-même déclaré que la mission de l'A.L. ne serait achevée que lorsque l'Afrique du Nord tout entière serait libérée. La simple logique conduit alors à demander comment il se fait, dans cette perspective, que l'A.L. ait cessé de combattre, ou qu'elle ne se soit regroupée en territoire algérien. En fait, l'Armée de Libération s'est constituée avec des appuis extérieurs, orientaux et espagnols, destinés (du moins les premiers) à soutenir autant la rébellion algérienne que les aspirations nationales marocaines. La situation actuelle semble être elle-même un compromis. L'Armée de Libération continue de faire peser une menace sur les forces françaises, mais elle obéit en même temps au vœu du sultan : l'indépendance reconnue devait se justifier au moins par la cessation des combats. Le commandement de cette armée — dont tout le monde parle à Rabat comme d'une institution régulière et dont le ministre de l'intérieur lit maintenant les communiqués — vient d'ailleurs, sans accepter le désarmement de ses troupes, d'ordonner que ses hommes s'abstiennent de sortir en armes afin de pouvoir isoler d'autres groupes qui interviennent en son nom.

Car l'Armée de Libération, si elle est une réalité, sert aussi d'étiquette à toutes sortes d'entreprises de banditisme, de racket, ou à des groupes qui poursuivent des buts inconnus... ou simplement présumés. Certaines organisations de « résistance » n'ont point désarmé : les règlements de compte sont quotidiens. De nouvelles organisations ont jailli. On ne saurait affirmer qu'il n'en existe pas une d'inspiration et même de direction française.

Ainsi, plusieurs pouvoirs clandestins ou semi-clandestins s'exercent, sans qu'on puisse affirmer qu'ils se

donnent pour but la conquête du pouvoir politique. Les uns ont le banditisme pour seul ressort; d'autres tendent à l'assouvissement de vengeances; les derniers visent systématiquement à provoquer, entretenir, accentuer les troubles, à multiplier les causes d'intervention, et à des fins souvent contradictoires.

Les relations franco-marocaines, dans un tel climat, ne sauraient être bonnes. Les dispositions réciproques sont elles-mêmes loin d'être satisfaisantes. « Les Français ne font pas confiance et les Marocains n'ont pas confiance », me disait un haut fonctionnaire français parmi les plus lucides. Le marasme économique prend des proportions désastreuses qui s'accentueront encore dans les prochaines semaines. Si l'autorité marocaine est diluée, la française est évanescente.

A la description d'une situation, il faudrait ajouter une analyse des causes. Si la France perd là-bas la partie, c'est l'effet d'une longue imprévoyance — l'imprévoyance des évolutions inéluctables —, d'un refus obstiné de former des cadres et de préparer la relève, d'un refus plus actuel de s'adapter à un autre jeu que celui de l'administration directe. Et c'est en manière de simplification que nous n'avons qu'à peine, ici, évoqué l'Algérie.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

L'ALGÉRIE VUE D'ANGLETERRE

« L'ennui, c'est qu'en ne formulant aucune proposition, soit pour discuter, soit pour parvenir à un règlement, soit encore pour procéder à des réformes politiques autres que des élections libres lorsque la lutte aura cessé, le gouvernement de M. Mollet a laissé l'ini-

tiative aux rebelles. C'est eux qui attirent maintenant les modérés. La nation française semble mal préparée à une guerre totale et à la répression — et c'est tout à son honneur. Elle pourrait fort bien assumer le coût en vies humaines et en argent d'une politique consistant à lutter puissamment contre les rebelles, mais tout en offrant simultanément un règlement généreux qui ne serait cependant pas un abandon. » (*Manchester Guardian,* 26 avril 1956; cf. *Articles et Documents,* 12 mai 1956).

« Il est aujourd'hui impossible d'envisager le statut à venir autrement que sous quelque forme de fédéralisme ou d'indépendance. Les esprits musulmans sont échauffés. L'imagination musulmane a été saisie par la vision d'une Afrique du Nord fédérée... Si jamais Paris doit rejoindre la mentalité des musulmans algériens, il lui faudra faire quelque proposition capable de s'emparer également de leur imagination. Un projet fédéral qui inclurait en même temps la France et une Afrique fédérée de Rabat jusqu'à Tunis pourrait avoir quelque chance. On trouve dans d'autres fédérations des précédents de territoires unis par la prédominance d'une même race, doués de pouvoirs autonomes de gouvernement local, mais d'une centralisation gouvernementale pour quelques objectifs majeurs...

Personne à Paris ne voit encore quelle solution prévaudra en fin de compte. On ne saurait en tout cas la mettre en œuvre pacifiquement qu'à condition de trouver une voie pour concilier le désir d'indépendance des musulmans avec un « statut » qui protège les Européens contre une tyrannie exercée par vote majoritaire. Les obstacles politiques sont énormes, les obstacles économiques ne sont guère moindres tant que l'entreprise européenne continue à fournir le gros du revenu. Mais une telle solution doit être recherchée si les Français ne tiennent pas à réclamer avec insistance pour les

Européens une condition privilégiée telle que l'accord avec les musulmans soit impossible.

Une des principales pierres d'achoppement en Algérie est le manque de sens politique, à la fois de la part des rebelles et de la part des colons. Mais en France aussi on sortirait d'un état d'hystérie latente si les intérêts français réels étaient définis avec plus de sang-froid et certaines craintes persistantes exorcisées : la ruine des colons ; la ruine de l'économie française ; et, plus dramatique encore, la ruine de la France comme grande puissance. Le premier problème est réel ; mais la supériorité technique des colons est telle que leur avenir est assuré si le prolongement et la cruauté de la guerre ne portent la haine raciale au delà du point d'où il n'y a plus moyen de remonter le courant. La même chose peut être dite du commerce français : l'Algérie a en effet bien plus besoin de la France, comme marché pour son vin et ses oranges, que la France n'a besoin de l'Algérie. La France pourrait même être renforcée par une modification de ses relations avec l'Algérie, tant que les Français pourront maintenir leurs contacts et leur commerce en Afrique du Nord — et pourvu que l'infortune n'amène pas le pays à se retrancher sous une carapace de médiocrité et d'isolement à l'instar de l'Espagne sous le général Franco. L'Algérie n'est « la dernière chance » de la France que si la situation empire au point qu'on n'en pourra plus retirer que haine et regret. » (*The Economist*, 21 avril 1956.)

RENOUVEAU DIPLOMATIQUE

Les observateurs diplomatiques, qui semblent avoir l'habitude de prévoir peu et d'oublier vite, s'étaient confortablement installés — s'il est permis de s'exprimer ainsi — dans l'immobilisme de l'opposition irréductible américano-

soviétique, sans tenir compte des innombrables volte-face de la diplomatie soviétique au cours des vingt dernières années ni des nombreux facteurs qui rapprochent infailliblement les deux grandes puissances mondiales. A plus longue échéance, une alliance américano-soviétique pour la défense de l'Occident contre la menace asiatique s'inscrit assez logiquement dans la ligne de l'histoire. Bien entendu, nous n'en sommes pas encore là, nous ne nous trouvons qu'au début d'une première tentative de Washington et de Moscou en vue d'un règlement commun des grands problèmes de ce monde, dont la responsabilité atomique incombe exclusivement à ces deux puissances. (Quoi qu'on en pense à Londres, en face des stocks de bombes américains et soviétiques, les quelques engins atomiques anglais ne pèseront pas lourd dans la balance mondiale, bien que cette folie des grandeurs soit au moins en partie responsable des difficultés économiques actuelles de la Grande-Bretagne.)

Les indices d'un rapprochement soviéto-américain ne manquent pas. On se rappellera qu'au milieu de ses pourparlers avec les ministres britanniques à Londres, Khrouchtchev trouva utile de recevoir démonstrativement en tête à tête le ministre américain du désarmement, Stassen, afin de discuter avec lui le principal problème que les Anglais, appuyés par la France, s'étaient réservé en vue d'une médiation éventuelle entre l'Est et l'Ouest. Il n'y a pas de doute que la démarche de Khrouchtchev était bien calculée. Il a voulu faire comprendre à Sir Anthony Eden que l'Union soviétqiue n'a besoin d'aucun intermédiaire et qu'elle est assez grande pour régler les questions essentielles directement avec les États-Unis. La visite des responsables soviétiques à Londres, ainsi que d'autres voyages et d'autres invitations à Moscou, ne poursuivent qu'un seul but : affaiblir la solidarité occidentale et semer le doute dans l'esprit des hommes politiques américains. Assez curieusement, on a presque passé sous silence à Paris le mépris manifesté par le même Khrouchtchev envers la France lors d'une conférence de presse tenue à Londres. Interrogé par un journaliste français sur la possibilité d'un voyage à Paris, il a répondu que les responsabilités pour le destin d'une grande puissance ne lui permettent malheureusement pas de se rendre dans n'importe quel pays. Cette réponse se passe de commentaires.

La possibilité de conversations directes entre l'Union soviétique et les États-Unis déterminera sans doute le jeu diplomatique des mois et même des années à venir. Une évolution lente de la situation semble aussi peu probable que des décisions sensationnelles. De toute façon, il est important de savoir que l'échange de lettres entre le maréchal Boulganine et le président Eisenhower se poursuit avec la plus grande discrétion et que, par ailleurs, pour la première fois, Foster Dulles ne prononça pas de discours violemment antisoviétique à la dernière réunion de l'organisation du Pacte Atlantique (O.T.A.N.) à Paris au début du mois de mai. Il faut ajouter à cet ensemble une déclaration surprenante de Stassen parlant de concessions faites par l'Union soviétique à la conférence du désarmement à Londres. Quant à la revalorisation des Nations Unies, l'initiative provient beaucoup plus du côté soviétique que des Américains. Les Soviets ont commencé à abandonner leur tactique de veto systématique après avoir été responsables par leur attitude négative du déclin de cette organisation internationale.

On aurait évidemment tort de parler d'un revirement diplomatique américain. Jusqu'à nouvel ordre, le fond et les objectifs de la politique de Washington ne subiront aucun changement. Des deux côtés du rideau de fer, on s'inspire probablement en premier lieu de considérations purement tactiques. On a enfin compris que les négociations à quatre ou des discussions à l'O.N.U. ne pouvaient aboutir qu'à des impasses, aussi bien en raison de leur publicité exagérée qu'à cause de la présence de pays qui ont beaucoup plus de prétentions que de puissance réelle. Le retour à la diplomatie secrète est incontestable. On n'a jamais rien appris des conversations entre Stassen et Khrouchtchev, et ce n'est que par hasard qu'on a été informé du maintien des relations épistolaires entre Boulganine et Eisenhower. Il n'est naturellement pas question que l'Amérique devienne neutraliste et que sa politique porte atteinte à la solidarité occidentale. Les États-Unis sont suffisamment forts pour ne pas ressentir la nostalgie d'une politique dite indépendante. Ils n'ont pas non plus besoin d'offrir aux Russes des concessions pour redorer le blason de leur prestige mondial. Il n'y a donc aucun danger qu'ils s'entendent sur le dos de l'Europe avec leur nouveau partenaire, car ils ont toujours compris — mieux que

beaucoup d'Européens — que l'Europe est l'un des fondements de leur propre sécurité. Toutefois, le rôle politique des pays européens, y compris la Grande-Bretagne, est fortement menacé par le tête-à-tête américano-soviétique. Déjà à Yalta en 1944, Roosevelt et Staline envisagèrent un partage du monde en deux vastes sphères d'influence. Par la suite, Washington recula et s'arrêta à mi-chemin dans une situation qui aboutit infailliblement à la guerre froide. N'est-il pas tentant pour Washington d'essayer de liquider définitivement cette atmosphère de guerre froide par un retour à la politique de Yalta, par une consolidation plutôt tacite que juridique de la division du monde, ce qui signifierait d'ailleurs le maintien du statu quo en Allemagne, considéré probablement par Moscou comme condition essentielle pour une entente avec Washington. L'opération, si elle réussit, aura donc trois tiers payants : l'Allemagne d'abord, car son unité lui échappera pour de longues années, la France et la Grande-Bretagne ensuite, car elles devront définitivement abandonner leur rêve de grande puissance.

Revenons de ces considérations à long terme vers des préoccupations diplomatiques plus immédiates. La transformation du Pacte Atlantique par son extension politique et économique y occupe une bonne place. Les ministres des Affaires étrangères des pays membres en ont discuté à Paris les 4 et 5 mai derniers, pour charger finalement un groupe de trois « sages », composé des ministres des Affaires étrangères du Canada, de l'Italie et de la Norvège, de l'élaboration de propositions concrètes jusqu'en automne. Beaucoup de commentateurs ont voulu voir dans ce renvoi un échec de la conférence, mais cette interprétation est parfaitement inexacte. Il aurait été téméraire de croire qu'on puisse transformer une alliance militaire en communauté économique et politique avec une inévitable limitation de fait de la souveraineté nationale au cours d'une première discussion internationale de deux jours. Il s'agit là d'une œuvre de longue haleine qui ne sera pas accomplie avant de longues années et qui est d'autant plus difficile à réaliser que nous vivons jusqu'à nouvel ordre une période de détente internationale. Le désir d'une plus étroite collaboration occidentale existe incontestablement et d'autant plus fortement que différents pays ont actuellement intérêt à lier dans toute la mesure du pos-

sible les États-Unis à l'alliance atlantique afin de s'assurer contre les risques d'un tête-à-tête américano-soviétique. A l'heure actuelle, ce sont surtout la France et la Grande-Bretagne qui craignent une politique indépendante des États-Unis et non plus l'inverse. Il n'est plus un secret que la diplomatie française s'est très nettement adaptée à cette nouvelle situation au cours des dernières semaines, l'attitude de M. Pineau ayant été extrêmement atlantique au cours des dernières discussions de l'O.T.A.N. Le gouvernement français s'est, en outre, montré très favorable à une vaste solidarité politique, contrairement à ses conceptions antérieures. En même temps, le voyage de MM. Mollet et Pineau à Moscou s'est transformé en simple visite de courtoisie sans réelle portée politique. Le baromètre le plus significatif de cette reconversion diplomatique française sont les rapports franco-allemands, qui ont subitement retrouvé une atmosphère extrêmement confiante, pour ne pas dire cordiale, avec une consultation mutuelle très étroite, et ceci après une interruption de trois mois, provoquée assez visiblement par les aspirations mondiales de la France, dont le ministre des Affaires étrangères s'intéressait plus vivement aux contacts avec la Nouvelle-Delhi, Le Caire, Londres ou Moscou qu'aux relations avec Bonn.

La nouvelle attitude américaine envers l'Union soviétique ouvre, enfin, de meilleures perspectives à l'unité européenne. Son utilité politique devient plus évidente, car en face des deux puissances mondiales qui recherchent un accord direct, l'Europe ne pourra plus faire entendre sa voix que comme unité aussi grande que possible. Les abandons de souveraineté que redoutent certains changent ainsi totalement de caractère et se présentent comme condition essentielle pour le maintien d'un minimum de souveraineté et d'indépendance européennes.

ALFRED FRISCH.

B ET K AUX PRISES AVEC L'HOSPITALITÉ BRITANNIQUE

Qui aurait pu croire au début de la mémorable visite en Grande-Bretagne de B et K, que les deux événements majeurs qui étaient appelés à marquer leur passage seraient un dîner offert par les députés travaillistes aux deux leaders soviétiques, et la disparition du plus fameux homme-grenouille de la marine anglaise? Le premier épisode a été défavorable au parti travailliste et a contribué par contraste à renforcer la position du gouvernement conservateur. Sir Anthony Eden, qui n'avait pas reçu de louanges depuis bien longtemps, s'est vu complimenté par la presse libérale pour son sens de la diplomatie et le tact dont il avait su faire preuve à l'égard de ses hôtes soviétiques. A part le Chancelier Adenauer, personne dans le monde occidental n'a semblé prendre ombrage a posteriori de la visite de B et K en Grande-Bretagne, et le premier ministre anglais avait donc tout lieu de se féliciter de son heureuse initiative. En outre, la population a été plutôt réservée et n'a applaudi que très fraîchement les deux visiteurs du Kremlin, ce qui était de nature à rassurer les pessimistes et les inquiets qui ont toujours peur de ne pas imputer aux Russes des intentions machiavéliques en quantité suffisante.

Les Anglais ont su se montrer dignes, au risque d'une certaine froideur qui fut jugée de très bon aloi par toute la presse conservatrice. Le très distingué « *Economist* » a donné pour une fois libre cours à la plus pure inspiration anti-soviétique pour écrire un article que nous aurions voulu voir intitulé : « Ils ne nous ont pas eu. » Ces Russes qui ont su se faire recevoir par la Reine à Windsor, et qui sont arrivés les bras chargés de cadeaux — et des cadeaux de quel prix — n'ont pas réussi à émouvoir le peuple britannique par leur propagande soi-disant pacifiste. On pouvait donc dans ces conditions leur pardonner d'avoir pu entrer à Windsor et à Buckingham Palace et d'avoir eu le rare privilège de prendre le thé avec la souveraine. Tel fut l'écho de la presse d'extrême-droite qui ne reflète pas forcément

les vues d'un gouvernement conservateur. B et K ne payaient-ils pas ainsi les excès de langage qu'ils avaient commis à propos de « l'impérialisme britannique » lors de leur visite aux Indes et en Asie du Sud-Est ? Il est probable que l'accueil populaire aurait été plus chaleureux si les deux dirigeants du Kremlin avaient su résister à la tentation de la propagande au cours de leur voyage asiatique. M. Malenkov qui avait précédé ses deux collègues de quelques semaines, avait suscité parfois un réel enthousiasme qui ne s'est jamais manifesté à nouveau au profit de B et K.

Le dîner offert par les travaillistes s'est mal terminé et n'a pas servi la cause de M. Gaitskell et de ses amis. Les sociaux-démocrates emprisonnés dans les pays communistes ne sauraient être bien défendus par une manœuvre publique relevant plus ou moins de la propagande et où l'on pouvait bien supposer que l'adversaire ne saurait accepter de perdre la face. L'opinion britannique l'avait bien compris, et plusieurs députés travaillistes ont été malmenés au cours de réunions publiques et par des membres de leur propre parti. On a même assisté à ce jeu piquant et désinvolte où l'on avait d'un côté M. Shinwell, ancien ministre de la défense nationale du gouvernement Attlee, faisant publiquement l'éloge de Sir Anthony Eden pour son tact, et de l'autre un journal conservateur félicitant les travaillistes pour le courage et la franchise dont ils avaient fait preuve en exhibant la liste de certains prisonniers politiques devant B et K, lors de ce fameux dîner. Si tout le monde était d'accord sur le but de la démarche, les moyens utilisés par le « *Labour Party* » étaient très discutables et sûrement maladroits. Bref, les Russes l'ont très mal pris et ils n'ont pas caché leur mécontentement, même après leur retour à Moscou. M. Krouchtchev pas plus que M. Bevan, n'a l'habitude de mâcher ses mots.

Mais le triomphe de Sir Anthony fut de courte durée, car après le départ du croiseur soviétique *Ordjonikidze* de la rade de Portsmouth, le commandant Crabb, homme-grenouille célèbre, avait disparu. Les quelques paroles malheureuses du premier ministre à la Chambre des Communes et la divulgation par Moscou des notes échangées avec le « Foreign Office » permettent de penser que le commandant Crabb a péri au cours d'une mission d'espionnage qui avait

pour but l'inspection de la coque du croiseur russe. En outre, Sir Anthony Eden a clairement indiqué que cette opération — si elle a réellement eu lieu — a été effectuée à l'insu et sans le consentement du Cabinet. Le commandant a-t-il été tué ou enlevé ? S'est-il tout simplement noyé ? Le mystère subsiste encore. Mais ce second épisode relance l'intérêt de la récente visite de B et K et a pour conséquence de déclencher de sévères critiques à l'adresse du premier ministre. Dans le match à deux de la politique d'outre-Manche, l'opposition riposte sans tarder et marque un point à son tour en affirmant par la bouche de M. Gaitskell, que si les travallistes ne savent pas se tenir à table, du moins s'abstiennent-ils de fouiller dans les valises de leurs invités. Le gouvernement et l'opposition sont ainsi à égalité après la mission manquée de l'homme-grenouille qui a eu tort, non pas de l'entreprendre, mais de ne pas la réussir.

Puisque ni le gouvernement conservateur, ni le parti travailliste ne semblent être en mesure à présent de tirer un réel profit de la récente visite des Soviets, il faut au moins espérer que ces derniers ne sont pas repartis bredouilles. Ils ont sûrement quelques bonnes leçons à tirer de leur voyage en pays capitaliste où le niveau de vie nettement plus élevé qu'à Moscou n'est pas le résultat d'une expérience collectiviste. Au moment où B et K renversent les idoles et révisent la politique extérieure et intérieure de l'ex-« génial petit père des peuples », il est souhaitable que leurs contacts avec l'Occident deviennent de plus en plus directs.

Plus d'une fois sans doute B et K ont dû avoir quelque sujet d'étonnement au cours de leur voyage en Grande-Bretagne : l'accueil réservé de la population, quelques manifestations hostiles d'émigrés, le mémorable chahut des étudiants d'Oxford, le dîner des travaillistes..., sont autant d'épisodes qui, vus de Moscou, doivent appartenir à un autre monde. Tout n'a donc pas été pour le mieux dans le meilleur des mondes lors de la visite de B et K en Grande-Bretagne, mais il faut espérer que ce « début d'un commencement », selon l'expression de Sir Anthony Eden, est une contribution première à la construction d'un monde meilleur.

Londres, 14 mai 1956.

MAURICE NIVEAU.

CRISE DE RÉGIME EN ESPAGNE?

Succédant à l'agitation universitaire qui a marqué le début de l'année et qui a entraîné un important remaniement ministériel, une vague de grèves se prolongeant pendant tout le mois d'avril est venue attester l'existence en Espagne d'un malaise politique et social sans précédent depuis la fin de la guerre civile.

Certes la situation actuelle reste mouvante, et d'autant plus difficile à décrire exactement que les éléments d'information valables dont on dispose à l'étranger sont rares. Mais on ne peut manquer d'être frappé par les signes de désaffection qui se multiplient dans presque tous les milieux à l'égard du régime sous sa forme actuelle.

Nous n'insisterons pas sur le cas de la jeunesse universitaire dont il a été parlé ici même[1]. Le régime n'avait rien négligé pour l'orienter dans un sens conforme aux impératifs du « Mouvement National », cela notamment en s'efforçant avec obstination de la préserver de tout contact avec les idéologies jugées subversives. Cette tentative semble bien se solder par un échec quasi total qui prend toute sa signification si l'on veut bien se souvenir que les étudiants représentent une catégorie particulièrement agissante de ces jeunes générations dont le poids va se faire sentir de plus en plus dans l'Espagne de demain, 60 % des 28 millions d'Espagnols ont en effet moins de trente-cinq ans.

1. Cf. *Ébranlement en Espagne* (*La Vie Intellectuelle*, mars 1956).

Déjà également, à l'intérieur de la bourgeoisie moyenne (médecins, ingénieurs, avocats), il existe un net contraste entre le comportement politique des aînés encore hantés par le souvenir de la guerre civile, toujours disposés à porter à l'actif du régime le rétablissement de l'ordre dans la rue, et celui des cadets plus sensibles au contraste qui offre leur situation matérielle souvent précaire avec celle de leurs homologues étrangers, ainsi qu'au retard de l'Espagne dans presque tous les domaines.

Il est possible que dans d'autres milieux, spécialement dans les classes populaires, une optique nouvelle soit également en train de se faire jour plus ou moins confusément chez les jeunes. Mais ici plus que jamais nous en sommes réduits aux conjectures, spécialement en ce qui concerne le monde rural qui reste un des points d'interrogation majeurs de l'Espagne actuelle.

Du côté ouvrier il n'est pas interdit de penser que certains groupements catholiques, où les jeunes sont nombreux, ont joué un rôle actif dans les grèves d'avril. Ces grèves, les premières depuis 1953, ont en effet eu lieu essentiellement dans des régions (Navarre, provinces basques) où l'influence catholique dans le monde du travail est particulièrement forte.

On sait que ces grèves ont été provoquées par le niveau trop bas des salaires qui, malgré une récente augmentation, n'arrivent pas à rejoindre les prix, en hausse de 30 % au cours de la seule année 1955. Dans bien des cas, il semble que les dirigeants des syndicats officiels n'aient pas hésité à se solidariser avec les grévistes, ce qui atteste la profondeur du mécontentement. La grève étant, il ne faut pas l'oublier, légalement interdite en Espagne. En revanche, autant qu'il soit possible d'en juger, les organisations clandestines d'obédience socialiste ou anarchiste paraissent n'avoir pas voulu s'engager à fond peut-être pour ne pas effrayer prématurément l'opinon bourgeoise.

En face de ces symptômes alarmants que constituent les manifestations d'étudiants et l'agitation sociale, les forces sur lesquelles s'appuie traditionnellement le régime, c'est-à-dire avant tout la Phalange, l'Église et l'Armée, apparaissent elles-mêmes inquiètes et assez profondément divisées.

C'est au sein de la Phalange que le désarroi est particulièrement manifeste. Les avances du général Franco aux monarchistes, nombreuses au cours des dernières années, ont profondément ulcéré les phalangistes. Ils craignent de plus en plus d'avoir à faire les frais d'une opération tendant à rétablir la monarchie, et cela au moment même où ils sentent que la jeunesse leur échappe. En février dernier, le ministre secrétaire de la Phalange, Fernandez Cuesta, jugé trop mou a été remplacé par Arrese qui avait exercé les mêmes fonctions jusqu'en 1945. Le nouveau ministre essaie de reprendre en mains ses troupes, il a lancé un appel fort significatif à la reconquête de la rue et affirmé son désir de restaurer le mouvement dans son austérité originelle. De même, le général Franco semble, ces derniers temps, prodigue de bonnes paroles à l'égard des phalangistes, rappelant encore à Séville, le 29 avril dernier, que la Monarchie ne se concevait pas dans son esprit sans la Phalange. Tout cela n'empêche pas le parti unique d'être en très nette perte de vitesse. Dans sa fraction socialement la plus avancée, qui est aussi la plus « républicaine », certains paraissent même prêts à passer à l'opposition directe.

Du côté de l'Église, si la hiérarchie dans son ensemble demeure assez largement solidaire du régime, l'opinion catholique militante, beaucoup moins unie qu'on ne le croit généralement à l'étranger, paraît s'orienter vers une transformation profonde du système actuel dans des sens d'ailleurs fort divergents. A gauche une minorité importante rassemblant, autour de certains évêques, nombre d'intellectuels de valeur, et une

bonne part du jeune clergé serait favorable à une solution de type « démocrate-chrétien » en l'adaptant au contexte politique et social espagnol. A droite au contraire l'*Opus Dei* représente une tendance doctrinalement intransigeante, de conviction foncièrement monarchiste, sans pour cela être fermée aux préoccupations sociales. Le récent remaniement ministériel s'est traduit par un recul de la tendance libérale au bénéfice d'éléments favorables à l'*Opus Dei*. Si certains catholiques libéraux se sont dès lors tenus dans une prudente réserve, d'autres au contraire ont été incités à prendre à l'égard du régime une marge de plus en plus grande. La rentrée politique de Gil Robles, lors des procès politiques qui se déroulent actuellement à Madrid à la suite des événements de février, est à cet égard particulièrement chargée de sens.

Dans l'autre camp les milieux catholiques touchant à l'*Opus Dei* accentuent leur offensive à la fois contre les « catholiques de gauche » et contre la Phalange. Ils voudraient éliminer rapidement les cadres phalangistes discrédités pour éviter un pourrissement de la situation, et souhaiteraient voir le régime se transformer à brève échéance en une monarchie « sociale et restauratrice ».

L'*Opus Dei* paraît avoir fait certaines tentatives pour orienter l'Armée vers une solution de cet ordre, en faisant valoir qu'il ne s'agirait pas d'une monarchie constitutionnelle de type classique, que beaucoup de militaires rejettent craignant qu'elle n'ouvre la voie au désordre. L'armée semble bien gagner en effet le terrain perdu par la Phalange. Déjà facteur déterminant dans le jeu complexe des forces politiques espagnoles, tout porte à croire que son rôle va encore augmenter au cours des mois à venir.

Mais chez les militaires eux-mêmes une certaine fermentation qui prend parfois, surtout chez les officiers subalternes, l'allure d'un véritable mécontentement, s'est récemment manifestée. C'est dans l'armée que la

fin du protectorat marocain a été le plus fortement ressentie. Les cadres militaires ont été sensibles, malgré les rodomontades officielles, à la perte de prestige qui en résulte pour l'Espagne. Ils voient aussi disparaître avec regret les avantages de carrière non négligeables que leur valait le service en Afriquè. Cependant c'est sans doute auprès des officiers que le prestige du général Franco demeure le plus grand. Le Caudillo reste un des leurs et il maintient avec colonels et généraux, grâce à ses nombreuses audiences militaires, un contact étroit. Tout récemment encore les soldes viennent d'être augmentées de façon assez substantielle, ce qui est une preuve de plus de la sollicitude du général Franco pour ses anciens compagnons d'armes.

L'armée reste donc, surtout en cas de brusque aggravation des choses, un des atouts majeurs du Caudillo. Il en a d'autres. Nombreux sont encore ceux qui considèrent que sa présence à la tête de l'État demeure indispensable, ne serait-ce qu'à titre de moindre mal. Bien des gens pourvus d'une prébende ou seulement d'un de ces modestes emplois de fonctionnaires qui pullulent depuis 1939, continuent à s'accrocher au système qu'il représente. Enfin l'habileté politique du général Franco est grande, bien qu'il soit desservi par son inexpérience économique, ce qui l'amène à faire, comme dans son récent discours de Séville, des aveux d'impuissance en matière de salaires assez surprenants de la part d'un homme dont le pouvoir est pratiquement sans limites.

Il est pourtant évident que l'accent devrait être mis plus que jamais en Espagne sur un relèvement général des conditions d'existence. L'état de tension permanente nécessaire à tout régime autoritaire est en train de se relâcher dangereusement. L'ostracisme étranger ayant disparu, l'antagonisme Est-Ouest s'adoucissant, la phraséologie héroïque et l'exaltation nationaliste ne sont plus payantes. L'Espagne est depuis quelques années parcourue par d'innombrables touristes et leur

niveau de vie provoque d'amères comparaisons dans tous les milieux. La logomachie et l'impuissance gouvernementale en face de la récente montée de prix par exemple sont ainsi rendues de plus en plus insupportables, même auprès des éléments de la population tout à fait éloignés de la politique. Le Caudillo se rend-il compte de tout cela, va-t-il céder aux pressions que ne peuvent manquer d'exercer sur lui les partisans d'un changement, et donner le signal d'un véritable « dégel » politique ? Les clefs de la situation semblent être encore dans ses mains. Mais l'antagonisme entre les piliers du régime qui jusqu'à présent jouait à son profit risque, maintenant qu'il faudrait passer à l'action, de l'enfermer dans des exigences contradictoires. Aussi le rythme et le sens de l'évolution espagnole au cours des prochains mois apparaissent-ils particulièrement délicats à prévoir.

Certains journaux étrangers ont parlé de gestes spectaculaires imminents : formation d'un ministère responsable devant des Cortès corporatives, le général Franco restant chef de l'État et de l'armée ; cette transformation constitutionnelle s'accompagnerait d'une action vigoureuse sur l'économie espagnole grâce à une aide américaine accrue. Laissons-leur la responsabilité de ces hypothèses, le métier de prophète est plus difficile en Espagne que partout ailleurs, d'autant que l'action éventuelle de cette opposition clandestine de gauche et d'extrême-gauche dont il est si difficile d'apprécier l'importance réelle, reste une donnée du problème qu'il convient de ne pas négliger. En tout cas une page semble maintenant tournée, celle de l'immobilisme, qui caractérisait depuis de longues années la vie politique espagnole.

14 mai 1956.

JEAN BÉCARUD.

LA *JEUNESSE ALLEMANDE LIBRE* EN ALLEMAGNE ORIENTALE

Le 7 mars 1956 la *F.D.J.* (*Freie Deutsche Jugend :* Jeunesse allemande libre), la seule organisation de jeunesse autorisée et subventionnée par le gouvernement de l'Allemagne orientale, a célébré son dixième anniversaire. Cette occasion lui a valu les félicitations de M. Walter Ulbricht, vice-président du Conseil des ministres de la République démocratique, qui l'a louée, au nom du Comité central du parti S.E.D. (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands :* Parti socialiste unitaire d'Allemagne), d'avoir propagé le marxisme-léninisme et l'esprit de fidélité au gouvernement. Le Comité central de la F.D.J. adressa à son tour un télégramme au maréchal Joukov, rappelant avec reconnaissance que l'acte de création de la Jeunesse allemande libre porte sa signature.

De 240.000 en 1946 l'effectif de la F.D.J. est passé à 1,7 million en 1956. Avec les *Jeunes Pionniers Ernst Thälmann* (qui font partie du mouvement) elle compte aujourd'hui plus de 3 millions de membres. Elle publie une revue *Junge Generation* et un quotidien *Die Junge Welt.*

Le dixième anniversaire de l'organisation a été pour le secrétaire général, Karl Namokel, l'occasion d'un tour d'horizon critique et programmatique.

Après dix ans d'existence la bureaucratie des permanents semble déjà faire de sensibles ravages. K. Namokel s'en prend à « l'esprit borné et étroit » des cadres responsables, dont beaucoup se montrent inférieurs à leur tâche et incapables d'atteindre les jeunes.

Il constate que « malgré les succès réalisés, la F.D.J. a limité son activité à certaines couches de la jeunesse et qu'une partie des jeunes demeure en marge de la voie tracée par nous ». L'influence de la F.D.J. semble assez faible dans les campagnes et notamment dans le secteur nationalisé de

l'agriculture. Les jeunes gens au-dessus de dix-huit ans échappent pour la plupart à l'emprise du mouvement.

La F.D.J. est appelée à façonner la jeunesse. C'est la pépinière du régime qui y puise ses jeunes fonctionnaires et les cadres de la *Volkspolizei* (police populaire). Les moyens de formation et notamment les cours politiques de la F.D.J. tendent, selon K. Namokel, à diffuser les idées de patrie, de droit et de liberté, à consolider la République, et à faire adopter par les jeunes de nouvelles méthodes de travail.

Mais si la *Junge Generation* peut signaler la louable initiative de plusieurs militants qui brûlent de voir l'avènement du service militaire obligatoire afin de jouir d'une forte armée populaire, elle est amenée à citer (dans le même n° 2) les regrettables propos d'autres jeunes qui craignent que « le niveau de vie ne baisse à la suite de la création d'une armée », qui vont jusqu'à prétendre « qu'un soldat en vaut un autre et que tous les uniformes se ressemblent », voire jusqu'à mettre en question le caractère populaire de l'armée de l'Allemagne orientale.

Ces imprécisions idéologiques de jeunes incapables de faire le départ entre le pacifisme appris et le pacifisme à appliquer en République démocratique ont amené le président Ulbricht à consacrer une partie importante de son discours, à l'occasion de la *Journée de la jeunesse,* à l'exaltant idéal de la défense nationale : « La décision de la Chambre du Peuple de créer une armée sert à assurer la paix. Ce n'est que lorsque la République démocratique allemande sera prête à chaque instant à sa défense, en étroite amitié avec l'U.R.S.S. et les autres États signataires de l'accord de Varsovie, que les militaristes de Bonn reconnaîtront l'inanité de leurs plans... Certes, il existe des jeunes gens pour lesquels cette décision n'est pas encore claire. Nous sommes persuadés que tous les jeunes gens de la République démocratique allemande deviendront de bons patriotes... La jeunesse de 1812-1813 a entendu, pendant la guerre de Libération, l'appel de la nation et fut à la tête de la libération de la patrie du joug de Napoléon. Que notre jeunesse soit de plus en plus consciente de sa grande responsabilité envers le peuple allemand. »

PAUL POTTER.

ALIBIS ÉCONOMIQUES DU PACTE DE BAGDAD

Le deuxième Conseil des ministres du Pacte de Bagdad, convoqué à Téhéran, a été précédé, les 10 et 11 avril, d'une session du Comité économique de l'Organisation. Cette réunion paraît avoir été beaucoup plus qu'un hors-d'œuvre; l'intérêt que les États membres y ont attaché illustre l'importance attribuée désormais aux points de vue économiques, dès lors que les manœuvres russes ont habilement vidé le Pacte de son contenu stratégique. « Il est inutile, a déclaré le représentant britannique (secrétaire pour les affaires économiques auprès du Département des Finances), d'édifier une force militaire contre un danger extérieur, si l'on permet à l'ennemi de gagner du terrain à l'intérieur même des frontières. Aucun effort dans les domaines militaire et de sécurité n'aboutira en fin de compte, si l'on permet à la division et à l'inégalité de prévaloir à l'intérieur. »

Cet avis a été, en particulier, chaleureusement appuyé par le représentant du Pakistan, qui a marqué sa volonté de collaboration avec l'Iran pour la mise en valeur des confins (on sait que l'exploitation des eaux de l'Hilmend provoque de constantes difficultés). Et, de même que les Britanniques avaient annoncé une nouvelle contribution financière en vue de la formation en Angleterre de techniciens des pays du Pacte, les Pakistanais souhaitent accueillir des « travailleurs sociaux » qui viendraient s'inspirer de leur expérience des centres villageois d'assistance, facteurs de productivité agricole. Enfin, un sous-comité mixte étudiera, à Ankara, le moyen d'organiser l'utilisation par l'Iraq et l'Iran des eaux de l'Euphrate et du Tigre (après le pétrole des Kurdes, l'eau des Kurdes, remarqueront les esprits chagrins).

On ne peut qu'applaudir à de tels projets de développement économique : ils sont, pour les peuples de l'Orient, d'une nécessité vitale. Pour les gouvernements, cependant, ne s'agit-il pas, bien souvent, de simples alibis? La « reconver-

sion » du Pacte de Bagdad paraît, à divers égards, traduire une nostalgie anglo-saxonne de ces dominations indirectes, qu'exerçait naguère encore une grande firme comme l'Anglo-Iranian et qui, éventées, cherchent peut-être à se survivre en cachant mieux leur nom.

Cependant pareilles mesures, en tant que parades contre les entreprises russes, semblent d'ores et déjà bien tardives. L'initiative soviétique a été plus discrète, mais non moins efficace, dans le domaine économique qu'en matière de livraison d'armes. Un porte-parole des services économiques de la Ligue arabe fait au Bureau Arabe de Presse et Propagande (B.A.P.P.), au lendemain même de la réunion de Téhéran, des déclarations qui méritent d'être méditées : « La constante amélioration des rapports entre les pays arabes et l'U.R.S.S., que les Occidentaux qualifient de *pénétration soviétique en Orient*, a pu se réaliser grâce à une saine compréhension par l'U.R.S.S. des besoins économiques des pays arabes. Ces pays étaient tributaires des marchés occidentaux, qui accroissaient ou réduisaient leurs achats selon les circonstances politiques... L'U.R.S.S. a pénétré sur le marché de l'Orient, en se basant sur les besoins réciproques et les services mutuels. A l'Égypte, elle a offert d'acheter son coton bloqué sur les marchés traditionnels, en échange des matières nécessaires au développement du pays. Le même système règle les rapports entre les diverses contrées arabes et les pays communistes, lesquels fournissent aux Arabes, en échange de leurs produits agricoles, l'équipement nécessaire pour leur industrialisation. » Sauf l'Iraq, mû par des conditions politiques particulières, tous les pays de la Ligue, conclut le porte-parole de celle-ci, développent leurs rapports économiques avec les huit cent millions de consommateurs des pays communistes.

Il est piquant de constater que la Turquie elle-même accroît constamment, et ce de longue date, ses échanges avec l'U.R.S.S.; les exportations turques vers la Russie ont triplé en trois ans, et l'attaché commercial soviétique aurait récemment proposé au président des Chambres de Commerce turques d'octroyer au secteur privé une aide considérable.

On rappellera, il est vrai, que l'Allemagne absorbait en 1938 jusqu'à 36 % des exportations de la Turquie et assurait 70 % de ses importations, et n'a pu néanmoins l'entraîner à

ses côtés : les liens économiques sont générateurs d'amitié, expliquait alors la presse officieuse d'Istanbul, mais n'impliquent pas l'inclusion politique dans un camp déterminé. On sait que la Turquie ne s'est, cependant, décidée à entrer en guerre contre l'Allemagne que le 23 février 1945, de façon purement formelle; elle avait continué à commercer avec elle jusqu'au 2 août précédent, lui livrant même du minerai de chrome jusqu'au printemps 1944, en même temps qu'elle recevait l'aide des Anglo-Saxons pour le perfectionnement de ses ports et de ses aérodromes et la construction du réseau routier.

Ce premier exemple, déjà lointain, de neutralisme oriental, n'a nullement dissuadé les États-Unis de faire, dès la fin de la guerre, un effort financier considérable en faveur de la Turquie. Les Orientaux, qui ont bonne mémoire, y songent peut-être aujourd'hui, tout en observant la mue tardive du Pacte de Bagdad.

PIERRE RONDOT.

LES DISCOURS DU GÉNÉRAL GLUBB

Abou Hneik n'était pas bavard, et travaillait beaucoup; Sir John Bagot Glubb a acquis, en même temps que son titre et des loisirs, le droit à la parole. Il en use, notons-le, avec modération, voire avec tact; nulle allusion de sa part aux procédés expéditifs employés à son égard, mais le vœu parfaitement motivé qu'il n'y ait pas là prétexte à durcissement irréfléchi envers la Jordanie. On savait que cet homme rugueux était sage, on s'aperçoit en outre qu'il est bien élevé. Il se situe à sa juste place, en parallèle avec S. M. le roi Hussein, qui sans rien lui laisser entendre l'avait reçu la veille de son éviction, et avec Sami Pacha Rifaï, chef du gouvernement, qui n'a pas craint d'avouer ne pas connaître le motif de la mesure qu'il lui signifiait.

La première chose qu'ait dite le général Glubb c'est qu'il avait été étonné des griefs articulés, après son départ, contre

lui et ne comprenait pas les raisons de son congédiement (*Sunday Express,* 4 mars). Ce ne peut être, de sa part, de la naïveté; c'est donc de l'humour. Il n'ignorait pas, confirme-t-il, que sa mission devait prendre fin quelque jour, mais il estimait la Légion arabe pas encore arrivée au degré souhaitable de perfection. Et le général pensait d'autres choses encore, qu'il dit aujourd'hui : à savoir, par exemple, que le gouvernement égyptien, hostile à l'idée monarchique, et la dynastie séoudite, ennemie héréditaire des Hachémites, ne pouvaient être des alliés satisfaisants pour la Jordanie. et que « le roi Hussein aurait peut-être un jour besoin d'aide contre de tels amis, s'il veut garder son trône » (*Times,* 9 mars); ou encore, que le plus grave problème du Moyen-Orient étant celui des réfugiés palestiniens, il convenait de donner à la Jordanie les moyens d'un développement économique lui permettant d'absorber ces réfugiés qui forment le tiers de sa population, ce qui exigeait une aide internationale massive gérée en toute liberté d'action par une personnalité puissante; enfin, que l'Égypte tentait de créer un Empire arabe avec l'aide de l'U.R.S.S., laquelle ne songeait qu'à exploiter ce rêve fantastique (*Life,* 16 avril). Bien sûr de pareilles pensées, même inexprimées, ne pouvaient être indéfiniment tolérées. Il fallait que s'en allât celui qui les couvait, et suffisamment brusquement pour qu'il ait à laisser sur place ses papiers.

Plus intéressantes encore, parce que de portée plus générale, sont les déclarations faites à Londres le 13 avril par le général Glubb, et reproduites par la presse orientale. Les Jordaniens, constate l'ancien chef de la Légion arabe, sont persuadés que la Grande-Bretagne et les États-Unis les ont trompés et exploités; et, bien que l'idée de l'indépendance des petits pays soit occidentale, l'U.R.S.S. est maintenant considérée dans le monde arabe comme le défenseur des petites nations. « En ce qui concerne la guerre, dit-il encore, nos idées sont démodées. Nous faisons anxieusement le compte de nos bombes A ou H. Ma propre expérience m'a cependant convaincu que les idées sont plus puissantes que les armes. » Un certain Bonaparte, en effet, opinait déjà ainsi, il y a un siècle et demi.

Le général Glubb pense donc que, si la Grande-Bretagne vient de perdre en Orient plus de prestige et d'influence, en

un an, que durant le dernier demi-siècle, c'est faute d'avoir su mener la guerre des idées. « Ces derniers temps, dit-il, plusieurs gouvernements ont consacré tous leurs soins à inciter à la révolte les sujets d'autres pays »; et de citer l'exemple de la Grèce et les Cypriotes. Il serait certes impertinent, à cette occasion, d'évoquer les temps où des agents britanniques, plus discrètement certes, « travaillaient » les populations des États du Levant sous mandat français, sans que le général Glubb s'en soit indigné, publiquement du moins. On n'a pas souvenir non plus qu'il ait protesté lorsque naguère Rhodes fut réunie à la Grèce : et cependant, quant à la valeur stratégique, l'ancienne souveraineté ottomane, l'actuelle proportion de minoritaires turcs, Chypre et Rhodes se trouvent dans une situation exactement pareille. A l'époque, il est vrai, le général Glubb ne parlait pas encore...

PIERRE RONDOT.

CEYLAN VOTE A GAUCHE

On compare souvent défavorablement l'obstination de la France dans ses routines coloniales avec l'élégance des décrochages anglais. Les élections de Ceylan, après la surprise jordanienne et les émeutes de Chypre, porteraient à nuancer le jugement.

La politique de Londres devant les revendications nationalistes d'après-guerre comportait un double aspect. Une indépendance spectaculaire était accordée d'autant plus facilement aux grands États, l'Inde, l'Égypte, que les Britanniques y vivaient campés comme à l'étranger sans jamais avoir cru possible la fusion entre les races; leur présence y devenait celle d'hôtes invisibles. Mais ils espéraient maintenir leur hégémonie maritime grâce à des bases moins importantes quoique stratégiquement placées : Chypre et la Jordanie surveillaient Suez; Aden, Colombo, Singapour, Hong-kong jalonnaient de port en port une route où la grande puissance insulaire se sentait chez elle. C'est ce

deuxième volet du diptyque qui se lézarde dangereusement. Ceylan est bouddhiste : dans un secteur du monde où les différences ne sont pas ethniques, mais religieuses, cela suffisait à l'exclure de l'Inde, malgré ses nombreux émigrés hindous. Les antagonismes sociaux n'ont pas la même virulence qu'au pays des castes. Les dirigeants, issus d'Oxford ou de Cambridge, orientaient le Dominion vers une émancipation progressive qui rassurait les capitalistes des plantations et les logisticiens de la flotte; ils se faisaient les porte-parole de ceux des Asiatiques qu'inquiète la pression russo-chinoise et qui entendent cimenter contre elle un barrage vigoureux.

Tout cela est par terre. De cinquante-quatre sièges (sur quatre-vingt-quinze) que détenait l'ancienne majorité, elle n'en récupère que huit; et cinquante et un vont à une sorte de front populaire, qui, à l'instar des coalitions indonésiennes, comprend des communistes (trotskystes en l'espèce), un parti confessionnel (bouddhiste), et surtout un groupement qui se définit comme « socialiste démocratique » et que préside un autre diplômé d'Oxford, M. Bandaranaike. Ni sa formation ni sa fortune considérable n'inclinent ce dernier à l'extrémisme; et, le lendemain de l'élection, il s'est empressé de tenir des propos conciliants. Il n'en amorce pas moins une évolution à longue portée.

Elle se traduira d'abord par la proclamation de la République — dans un délai d'un an, affirme le vainqueur. L'Angleterre avalera cette couleuvre, comme en Inde et tout récemment au Pakistan : elle commence à en prendre l'habitude; le Commonwealth englobe des États aux régimes très divers que ne relie même plus l'allégeance personnelle au souverain. Mais l'adhésion au Commonwealth, dans ces conditions, garde-t-elle un sens? M. Bandaranaike pose la question sur le mode dubitatif sans toutefois la résoudre. On répondrait qu'elle préserve les affinités en évitant une atmosphère de rupture; mais les sceptiques auraient beau jeu de rappeler que les diplomaties de Londres et de New-Delhi, par exemple, se contredisent aussi souvent que si le Commonwealth n'existait pas. Quoi qu'il en soit, les sécessions déjà réalisées en Irlande et en Birmanie l'entament pour le moins autant que celle du Vietnam ampute l'Union française.

Atteinte plus directe aux intérêts de la métropole, le programme du front populaire prévoit la nationalisation des banques, des assurances, des transports et des terres. Il est vrai qu'elle correspond en partie aux réalisations des travaillistes britanniques et aussi que l'on annonce l'intention de ne l'appliquer que par étapes, en indemnisant dûment les propriétaires. C'est de toute façon sur les questions économiques qu'a porté surtout la campagne électorale et que se concentrera par priorité l'effort du nouveau gouvernement.

Sa politique étrangère cependant peut avoir des répercussions encore plus étendues. M. Bandaranaike ne cache pas sa sympathie pour les vues de M. Nehru : cela impliquerait un neutralisme auquel la S.E.A.T.O.[1] déjà faible ne survivrait guère, une fois réduite aux Philippines et à la Thaïlande comme seuls partenaires asiatiques. L'ancre occidentale de la coalition se trouverait déracinée. Les bases aériennes et navales de la Grande-Bretagne sont elle-mêmes mises en cause, et avec elles, l'ensemble du réseau nerveux duquel, après l'abandon des chairs qu'il continue à relier, dépend la survivance de sa thalassocratie.

N'oublions pas que les provinces indiennes voisines, Andhra, Travancore-Cochin, comptent parmi les plus gangrenées de communisme, et que le Cabinet fédéral vient de placer sous tutelle Travancore-Cochin, faute d'y pouvoir constituer un gouvernement local sur une base cohérente; d'autre part, les événements de Ceylan ont un parallèle à Singapour, où les électeurs ont aussi porté au pouvoir un ministère de gauche qui se dispose à négocier âprement le statut futur de la colonie. Partout se dessine la même crise.

Il se peut néanmoins que le résultat final en soit heureux. L'indigence des masses, la disproportion des fortunes, ont entretenu l'anticolonialisme; mais elles ne cessent pas lorsque les colonies s'émancipent si l'émancipation se fait au profit de quelques privilégiés. D'où les surenchères par lesquelles les nouveaux maîtres détournent les mécontentements sur les anciens au mépris souvent de l'intérêt général; d'où, lorsqu'il ne reste plus d'os à ronger ni d'aliment à la xénophobie, les explosions intérieures. Loin d'apaiser

1. *South East Asiatic Treaty Organization* : Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (O.T.A.S.E.).

le communisme comme l'imaginent les naïfs Américains, le nationalisme en pays sous-développé en a été aisément le précurseur : voir la Chine. Il reste à tenter l'expérience d'une amélioration des conditions de vie et d'une atténuation des inégalités sans secousses en maintenant les interdépendances : c'est peut-être ce qui s'esquisse à Ceylan; l'expérience méritera d'être étudiée par tous ceux qui ont affaire à des problèmes analogues.

Les élections birmanes du 28 avril appellent moins de commentaires. La « Ligue antifasciste » au pouvoir emporte comme auparavant la grande majorité des sièges : elle disposait de l'armée, de la police, des deniers publics; là comme ailleurs le maximum de liberté n'a pas suivi l'émancipation nationale, il l'a précédée, au moment où la puissance colonisatrice s'en allait; après quoi le nouveau régime s'est empressé de s'affirmer autoritaire. Pas plus qu'en Indonésie, les conditions politiques ne se prêtaient à ce que nous appelons des « élections libres » : la guerre civile a laissé des séquelles, de nombreuses régions sont troublées; les montagnards de l'Est restent pratiquement indépendants de Rangoun. Un « parti » de la « Grande-Birmanie » à droite, et un « Front national » de tendance communiste ont pu cependant opposer leurs candidats à ceux du gouvernement, et le Front national, à la surprise générale, a conquis une quarantaine de sièges.

Cette poussée à gauche ne peut que renforcer un neutralisme déjà plus accentué qu'aux Indes et comparable à celui de l'Indonésie. Elle se situe dans la même ligne qu'à Ceylan. Et, du coup, les dernières possessions britanniques en ce coin du monde sont menacées. Le premier ministre de Singapour, M. David Marshall, lui-même travailliste avancé, a rompu les négociations qu'il menait à Londres, exigeant une indépendance plus totale qu'on ne la lui concédait. En viendra-t-on, comme à Chypre, à l'épreuve de force ? Les centaines de mille Chinois qui peuplent le grand port, tout comme les techniciens soviétiques prêtés à la Birmanie, pèsent sur une évolution qui rejoignent l'un après l'autre les pays d'Asie restés jusqu'ici à l'écart du mouvement.

Auguste Viatte.

RENTE DE PRODUCTIVITÉ

Il y a quelques semaines, le gouvernement allemand approuvait le principe d'une réforme de l'assurance d'invalidité et de vieillesse constituant dans ce domaine une innovation remarquable d'une actualité particulière, étant donné les efforts parallèles entrepris par la France. Selon les intentions du gouvernement d'outre-Rhin, la nouvelle réglementation entrera en vigueur au début de 1957. Elle adapte le montant des rentes à l'évolution des salaires, aussi bien par rapport au coût de la vie qu'à celui de la productivité, d'où le nom de *rente de productivité*. Cette nouvelle échelle mobile jouera pour chaque cas individuel au moment de la fixation de la pension. D'autre part, afin de maintenir le pouvoir d'achat des pensions, on prévoit la révision de leur taux à des intervalles réguliers.

Le projet gouvernemental allemand part du principe que la pension devra assurer en toute circonstance aux bénéficiaires, c'est-à-dire à l'ensemble des salariés, un minimum vital convenable. Après une activité professionnelle de quarante ans, elle correspondra à 70 % du revenu net moyen du salarié, et après trente-trois ans d'activité à environ 60 % de son revenu. Si le bénéficiaire continue à travailler jusqu'à l'âge de soixante-dix ans, il peut atteindre une rente de l'ordre de 90 % de son revenu.

Les périodes d'inactivité en raison du service militaire, du chômage ou d'une maladie entreront dans le calcul de la rente, qui ne pourra dépasser un certain plafond également appliqué pour la détermination des cotisations. Afin de concilier le principe de l'assurance, qui exige une adaptation des pensions aux cotisations effectivement versées pour le compte du bénéficiaire avec la notion de productivité et le pouvoir d'achat, on publiera chaque année un indice du salaire moyen, soit globalement à l'échelon national, soit individuellement pour un certain nombre de catégories et de professions. La majoration de la rente sera alors conforme

à la hausse de l'indice, de telle sorte que les pensionnés participeront pleinement au développement général de l'économie.

Cette réforme imposera dans la première année un supplément de dépenses de 290 milliards de francs. La subvention actuelle du gouvernement aux caisses de vieillesse et d'invalidité, soit déjà près de 200 milliards de francs, sera augmentée de 70 milliards environ. On obtiendra un supplément de recettes de 100 milliards par une majoration des cotisations des salariés et des employeurs de 1 % respectivement de la masse des salaires, le reste étant financé par des transferts à l'intérieur de la sécurité sociale allemande.

Le projet gouvernemental a plutôt été une surprise pour l'opinion publique allemande. Les commentaires officiels soulignent son caractère révolutionnaire. Il s'est inspiré d'une proposition du patronat catholique et de différentes idées socialistes et syndicales. Par contre, il est en opposition très nette avec les conceptions sociales des autres organisations patronales et du parti libéral. Toutefois, le plan gouvernemental peut compter sur une large majorité au parlement de Bonn.

ALFRED FRISCH.

LE SYNDICALISME SUR LA DÉFENSIVE

Ces dernières années ont vu se développer ce qu'on pourrait nommer « les doctrines de la productivité ». Appuyées sur l'observation à long terme des économies industrielles et surtout de l'économie américaine, de nombreux auteurs soulignent le parallélisme entre progrès économique et progrès social. Pour eux, l'accroissement de la productivité est la seule condition d'amélioration du niveau de vie. Tout le reste n'est qu'agitation illusoire. Sans doute on peut répondre que la condition est nécessaire mais non suffisante, que les possibilités créées par la productivité peuvent rester virtuelles. Le syndicalisme aurait à les promouvoir. C'est déjà

une grande tâche, mais d'autant moins lourde qu'augmenterait la conscience sociale du gouvernement, voire du patronat lui-même. Le syndicat peut alors devenir un simple agent de négociation des conventions collectives et de contrôle de leur exécution. Mais est-il irremplaçable dans ces tâches ?

Un ouvrier, dont le magazine C.F.T.C. « Syndicalisme » rapportait le propos, disait récemment : « Maintenant que nous avons un gouvernement social, il n'y a plus besoin de syndicats ». Le journal saisit l'occasion de cette boutade sérieuse pour affirmer : « Quoi qu'on puisse dire et faire au siècle du progrès technique, le progrès social reste intimement lié au progrès syndical ». Que tous les ouvriers n'en soient pas convaincus reste un sujet d'inquiétude pour les diverses organisations. C'est ainsi qu'à Force Ouvrière on prend soin de distinguer l'œuvre gouvernementale de l'œuvre syndicale. On s'y félicite, sans doute, avec une certaine modération, des réformes votées ou projetées. Mais on écrit : « Les initiatives des pouvoirs publics ne doivent pas faire oublier au syndicalisme qu'il est né pour un rôle actif et qu'il n'est pas destiné à se contenter de celui, passif, de simple spectateur ». A la C.G.T. le mot d'ordre est plus que jamais de rassembler non seulement les « camarades socialistes » mais aussi les « inorganisés ». Partout, c'est là que le bât blesse! Si le parti le plus puissant de France est celui des abstentionnistes, dans les usines c'est celui des inorganisés.

L'inorganisation implique toujours une certaine indifférence et côtoie souvent l'hostilité. La masse des inorganisés est dangereuse. C'est pourquoi en Suède, aux U.S.A., en Allemagne, en Angleterre, son intégration est l'objet d'un effort constant. En France, le défaut d'intégration rend plus sensible qu'ailleurs le double danger que court le syndicat de se voir reprocher tantôt d'être inférieur à sa tâche, tantôt d'être un organe superflu. Les deux critiques semblent aujourd'hui coexister. Parmi les ouvriers, les uns sont ébranlés par l'offensive des « accords Renault », rassurés par la succession des « trains » sociaux du gouvernement et la promesse récente qu'on ne ferait point de « pause ». Mais d'autres, las des querelles de clochers qui remplissent trop souvent les colonnes des journaux syndicaux, se deman-

dent si trois, quatre ou cinq bureaucraties syndicales ne sont pas trop pour leur bonheur.

Il est certain que dirigeants et militants sentent le mécontentement que suscitent leurs divisions et leurs rivalités, sentent aussi les difficultés croissantes qu'ils vont rencontrer pour agir et pour convaincre, du fait de l'action combinée du patronat et du gouvernement. D'ailleurs, si la concurrence syndicale excite les efforts, incite de nombreux dirigeants à perfectionner leur méthode de travail et hausse parfois les compétences à un niveau remarquable, elle nourrit aussi une division des hommes et des actes qui peut devenir fatale. C'est au milieu de ces luttes que la C.G.T. brandit le drapeau de l'unité, et F.O. celui de la charte d'Amiens. En commémoration de 1936, la C.G.T. a tenu à Toulouse son Comité confédéral national. En le clôturant, elle adressait aux « travailleurs de France » un appel qui fait très spécialement mention des « camarades de Force Ouvrière ». Mais, c'est 1906 et non 1936 qui est la date d'actualité pour F.O. On y discute de la charte d'Amiens et de ses principes, de leur immutabilité pour les uns (tendance Botherau), de leur vieillissement pour d'autres. A l'apolitisme traditionnel, ces derniers voudraient substituer un « travaillisme français ». On se rend compte, dans cette organisation, de l'insuffisance d'une position politique négative, purement anticommuniste, qui indispose les travailleurs plus qu'elle ne les rallie. On se rend compte aussi qu'une conception purement professionnelle du syndicalisme est dépassée lorsque tout le problème est de savoir qui orientera décisivement la planification, que celle-ci soit autoritaire ou libérale. Malgré le rejet, en son dernier Comité national, des propositions « travaillistes », F. O. pose au syndicalisme français une question fondamentale. On ne peut plus, comme lors de la charte d'Amiens, renvoyer à l'avenir la tâche de réorganisation sociale. Celle-ci est en train de se faire sous nos yeux. Être absent, c'est manquer le coche.

Il est remarquable de trouver à la C.F.T.C., où se poursuit un notable effort doctrinal dont nous parlerons bientôt, une tendance du même genre. G. Levard écrit dans le n° 566 de « Syndicalisme » : « A l'aube de la seconde révolution industrielle le syndicalisme existe et il est solide. Mais en définitive il est tout entier occupé aux tâches nées de l'in-

troduction de la machine dans l'industrie il y a quelque cent ans. Ce syndicalisme, il s'agit de le renforcer tant sur le plan matériel qu'intellectuel, pour que les travailleurs soient les principaux bénéficiaires de l'automation qui prend de plus en plus sa place dans les usines et les bureaux. » Mais ces remarques valent, à n'en pas douter, pour l'ensemble des grands changements qui transforment le capitalisme libéral.

Dès lors, pour toute organisation, la question est de savoir comment donner un regain de vitalité au *mouvement ouvrier*. Le néo-capitalisme et son progrès social mettent en danger sa mystique traditionnelle, fondée sur la lutte des classes. Mais doit-on lui préférer une politique de collaboration des classes dans un système où le pouvoir de décision économique reste essentiellement dans les mêmes mains qu'autrefois. Sur quelle voie faut-il donc engager ce « progrès syndical » dont on nous affirme qu'il reste la condition du progrès social ? Et que dire de ce « mouvement ouvrier international » dont Daniel Mayer parlait récemment ? N'est-ce pas là que se trouve la porte étroite vers de nouvelles conquêtes ? Si le syndicalisme européen risque de s'installer dans la tranquillité sociale, le syndicalisme d'outre-mer peut lui montrer la voie. Car ce n'est plus seulement l'ère de l'introduction de la machine qui est dépassée, mais celle, aussi, d'une industrialisation étroitement localisée. N'est-ce pas le moment pour le syndicalisme, en assurant la démocratie, de dépasser la Nation ?

François Sellier.

L'INDUSTRIALISATION DE LA CONSTRUCTION

A ce problème du logement dont nous disions dans notre dernier article qu'il était resté, année après année, aussi aigu, ont été à tout le moins proposées des solutions ambitieuses. Chacun a dans l'oreille les proclamations ministérielles et les promesses de réalisation de 200.000 d'abord,

puis 240.000, puis 300.000, et même 350.000 logements par an, sinon pour l'immédiat, sans doute à raison de difficultés financières ou simplement matérielles aisément perceptibles à tous, du moins pour un avenir prochain, cet avenir justement où l'industrialisation de la construction enfin réalisée permettrait de construire aussi aisément des maisons que l'on construit des automobiles. D'année en année pourtant, l'échéance des promesses a été retardée et peut-être vaut-il la peine de formuler tout haut ce que chacun se demande tout bas? Est-il véritablement possible de réaliser des logements comme on réalise des automobiles, et peut-on imaginer que la construction atteigne, grâce à des perfectionnements accomplis dans le métier de bâtir, le rythme promis?

Les plus récents dénombrements intéressant les entreprises de construction indiquent qu'il existe au total 38.000 entreprises patronales ou coopératives et 195.000 entreprises artisanales, c'est-à-dire 233.000 entreprises occupant au total quelque 865.000 travailleurs manuels. Ainsi, l'effectif moyen est-il de 4 ouvriers par entreprise. Il suffirait de rapprocher ce chiffre de celui de l'effectif moyen de nos grandes industries automobiles pour saisir aussitôt combien est chimérique toute comparaison des possibilités de l'une et de l'autre activité. Mais il y a plus. On a fait observer, d'autre part, qu'une automobile vaut 700 francs le kilo, alors qu'un logement vaut moins de 15 francs. Sans qu'il soit nécessaire dans ce court billet de s'attarder sur ces chiffres, nous pouvons simplement observer qu'ils rappellent à chacun une vérité aisément oubliée et cependant essentielle dès lors que se posent effectivement les problèmes de construction, c'est qu'un logement est d'abord un objet lourd, 100 à 150 tonnes au minimum pour un logement de trois à quatre pièces en maçonnerie de moellons et que cette constatation avec laquelle on ne saurait ruser impose les limites d'une organisation industrielle; qu'au surplus, elle aide à mieux percevoir que construire, c'est d'abord transporter et transporter de lourdes masses; étant bien établi que c'est après seulement qu'elles auront été amenées à pied d'œuvre que l'activité du constructeur sera d'assembler et d'édifier.

Ayant brièvement rappelé ces vérités sommaires et rigoureuses, nous accueillerons avec une prudence mieux informée les déclarations et les comparaisons imprudentes parfois faites

dans ce domaine. Ce n'est point à dire pourtant que l'application d'une part au moins des méthodes d'industrialisation, celles justement qui peuvent conduire aux économies de main-d'œuvre et de cadres, ne doive être activement encouragée. Mais il faut alors définir les conditions dans lesquelles elles pourront s'exercer.

Or, la condition première de toute industrialisation, celle qui seule peut permettre l'amortissement des frais d'études et d'équipement, est la continuité. Cette continuité nécessaire est d'abord, suivant le terme d'un grand entrepreneur, celle de l'objet, c'est-à-dire du type de logement à construire pendant une durée de l'ordre de cinq années, souhait qui serait sans doute réalisable s'il ne dépendait d'une stabilité de la législation et de la réglementation qui paraît être véritablement chimérique en notre pays. Cette continuité est ensuite celle des chantiers, des marchés, des terrains et du financement : elle suppose, pour qu'on puisse y atteindre, que les organismes constructeurs si nombreux dans le pays acceptent, au plan local tout au moins, de se grouper et d'agir en commun.

Telles sont les exigences premières d'une modernisation suffisamment rapide et d'une industrialisation du bâtiment.

Au reste, ce terme d'industrialisation, présenté comme un objectif accessible et essentiel à l'efficacité des efforts de construction, est, sans doute, si nous nous référons aux servitudes particulières du métier que nous avons rappelées plus haut, un mauvais terme, et dont le choix dissimule mal une confusion dans les esprits et dans les intentions. Car une erreur dans le vocabulaire n'est jamais ni sans motifs, ni sans conséquences.

Disons cependant que l'efficacité des efforts de construction relève au premier chef d'une rationalisation des méthodes et des structures, toutes opérations qui sont d'abord d'ordre administratif ou même au sens large du terme, politique et financier et qu'on évite volontiers d'évoquer, peut-être parce qu'elles soulèveraient des difficultés autrement sérieuses qu'une transformation progressive des techniques, d'ailleurs dès à présent suffisamment engagée.

12 mai 1956.

RENÉ PARÈS.

Science et poésie

Pour un tombeau d'Emmanuel Mounier

J'ai toujours rêvé d'écrire un « Emmanuel Mounier », mais il faut désespérer d'un projet qui déplairait sûrement à ses successeurs au mouvement *Esprit* et qui ne manquerait pas non plus d'irriter tous les esprits établis dans leurs sécurités, ceux pour qui Emmanuel Mounier n'a jamais été qu'un maître d'irréalisme et un chercheur d'utopie. Appartenant à cette génération qui est arrivée à l'âge d'homme en même temps ou à peu près qu'Emmanuel Mounier, engagé dans le premier *Esprit* à la fin de l'entre-deux-guerres et dès le départ de la revue, je crois avoir pénétré passablement quelques-unes des pensées majeures de celui qui était il y a un quart de siècle comme le prince de notre jeunesse, notre égal dans la fraternité d'une amitié virile, mais aussi le premier d'entre nous, celui qui en avant osait et décidait exemplairement. Les dissentiments graves qui ensuite sur quelques sujets importants de politique m'ont séparé d'Emmanuel Mounier, mais pas tout à fait de ce qui avait été l'intention profonde du premier *Esprit*, m'ont aidé à mieux connaître l'homme

qu'il était, car rien ne vaut un affrontement clair et dur pour prendre l'exacte mesure d'un être.

Ce rêve assez vain, en ce qui me concerne, d'un livre à écrire sur Mounier me revenait en tête tandis que je lisais avec une passion qui faisait flamber chaque ligne ce « Mounier et sa génération »[1] qui vient de paraître au Seuil : ce choix de textes inédits, lettres et carnets personnels classés suivant l'ordre chronologique va de la vingtième année jusqu'à la veille de la mort, de 1925 à 1950; un choix et non pas une impossible édition complète, car Emmanuel Mounier entretenait une correspondance énorme, accumulait jour après jour tant de notes intimes, tenait un si volumineux journal de ses rencontres, de ses voyages, de ses entretiens, que malgré plus de quatre cents pages grand format, nous n'avons sous les yeux qu'une médiocre colline, seule partie visible de la montagne immergée. Cette existence de labeur et de foi qui déroule ici sa courbe, il faudrait la conter avec piété et sans complaisance, et comme il est tentant d'en esquisser un sommaire brouillon : à ce livre impossible, je voudrais donner ce titre : « Emmanuel Mounier ou la Justice faite homme. »

Ce grand garçon blond et bleu, au regard blessé et qui semblait poursuivre, même pendant la conversation ou la discussion publique, on ne sait quel dialogue avec l'invisible, oui, il était vraiment parmi nous une sorte d'archange de la justice. Emmanuel Mounier donnait le sentiment d'une puissance calme et d'une force sage; il n'était pas de la race des convulsionnaires et des frénétiques; tout en lui disait l'équilibre et un équilibre de nature et d'esprit. Ce révolutionnaire avait la pas-

1. *Mounier et sa génération.* Lettres, carnets et inédits. La condition humaine. Aux Éditions du Seuil, 429 pp.; 1956, 900 fr.

sion de l'ordre; s'il inventait le personnalisme c'était pour mettre de l'ordre dans la pensée philosophique comme dans la pensée politique; lorsqu'il s'agissait de condamner l'iniquité sociale et les confusionnismes bien-pensants qui lui servent de couverture mensongère, le mot dont il usait était celui de « désordre établi », et il ne pouvait y en avoir à ses yeux de plus décisif. La justice, une vertu qui est pensée et une pensée qui est vertu (comment ne pas songer à *La République* et comme il était platonicien le génie, je veux dire le « daimôn » d'Emmanuel Mounier!), c'est bien pour cette justice que Mounier a vécu et a médité. Il était l'homme des synthèses, il croyait qu'à force de dureté et pureté aucune harmonie n'est impossible entre les contraires, et la justice, qui donne à chacun ce qui lui est dû dans le ciel des idées et sur la terre des hommes, était pour lui le lien de force et de lumière qui joignait la théorie à la pratique, la valeur et le réel, et qui en son fond réconciliait l'homme avec l'homme et l'homme avec Dieu.

Sans doute il y a deux justices, l'une qu'on pourrait dire hellénique, et qui soumet à l'intelligible le chaos hasardeux de la matière; l'autre qu'on pourrait nommer hébraïque, biblique, et qui revendique moins la clarté ordonnée du cosmos et de la cité que la réparation due, dans l'esclave ou dans le pauvre, à la personne humaine humiliée et offensée. Ces deux justices, l'une rationnelle, l'autre prophétique, n'en faisaient qu'une aux yeux d'Emmanuel Mounier qui a toujours été le chevalier de la justice intégrale. Rien dans sa vie, dans sa pensée, qui ne s'explique sans ce propos initial, toujours héroïquement maintenu, de faire justice, de rendre justice.

Et d'abord son style, si contesté, parfois si moqué. Je me souviens du temps où François Mauriac qui détestait alors la pensée de Mounier s'en prenait au style d'*Esprit* selon une ordinaire diversion polémique et avec une passion qui nous faisait mal. C'est que Mounier écrivain était soucieux de justice; il n'avançait rien qu'il n'expliquât en même temps selon l'ordre patient et compliqué des raisons; et il faut souvent une phrase lente et longue et lourde pour dire une pensée juste; l'art et la justice ne sont pas toujours de connivence, et par probité intellectuelle, par souci de tout dire à la fois, Mounier s'interdisait les raccourcis fulgurants, les vives formules dont il n'était pas plus incapable qu'un autre; il ne pouvait parler de « la personne » sans avertir de ne la point confondre avec « l'individu » et tant de scrupule ne fait pas ce qu'ils appellent une langue légère, aérienne, classique, si l'on veut. Et il arrive qu'une certaine sorte de baroque, avec tous ses contours et ses détours, attentif à se bien déployer, abondant et verbeux soit autrement sincère que les fausses simplicités et les illusoires puretés de l'art classique. La sobriété et la litote sont des luxes d'artiste. L'embarras de la phrase de Mounier, qui laissait si naïvement voir la main du bon ouvrier, était en vérité pauvreté et ascétisme. Au contraire dans les lettres ou les carnets, il se trouve que le trait est autrement direct, le rythme plus pressé; celui qui était artisan lorsqu'il s'adressait au public devient artiste lorsqu'il s'entretient avec lui-même ou dans le privé avec un ami. Manière aussi de pratiquer la justice.

Emmanuel Mounier était un volontaire. Il avait cet entêtement des doux, invincible entre toutes les obstinations, et qui, le parti une fois pris et la position bien

occupée, ne cédera pas d'un pouce au contradicteur ou à l'assaillant. J'ai connu peu de cœurs aussi invulnérables au doute, de coureurs aussi assurés de la rectitude de leur lancée; il eût considéré la moindre autocritique, même sur un point de détail, comme un reniement de l'essentiel. Il était sûr de détenir avec *Esprit* le meilleur observatoire sur un monde en train de se défaire, le bon laboratoire aussi où s'élaboraient les solutions et la figure même du monde à venir. Ni l'inquiétude romantique, ni l'angoisse des modernes ne l'ont jamais effleuré. Cette foi intrépide jointe à un labeur de titan ont fait le pilier d'airain de cette existence toute droite, d'une solidité sans faille.

Foi en son origine, en son principe, chrétienne, catholique. Mounier avait une horreur spontanée pour les mollesses ou les incertitudes d'un catholicisme libéral qui aurait tenté d'assouplir la rigueur du dogme catholique pour l'adapter au siècle et au train du monde. L'intransigeance était le style de sa pensée comme de sa vie. Rien de moderniste en lui. Il était d'Église sans débat et sans question; et s'il supportait si mal que l'Église soit confondue avec la chrétienté — « sa projection sociologique » comme il disait, impure et trompeuse — c'est en vertu de l'absolu de sa foi. D'où l'extrême indépendance de son jugement, car les hommes vraiment libres ne sont ni les sceptiques ni les dilettantes. Intelligence si profondément baptisée qu'elle pensait chrétiennement alors même qu'elle croyait chercher et trouver selon la seule et pure raison philosophique : voir dans la personne la vérité de l'homme, n'est-ce pas traduire en un langage de psychologie et de métaphysique la foi religieuse dans l'âme? Être une personne, avoir une âme, deux paroles pour une même

réalité, car c'est dire qu'il y a en l'homme, mystérieux et évident à la fois, de l'absolu et du sacré, qu'on ne peut définir sans faire éclater tous nos concepts. La personne, Mounier n'a cessé de la situer négativement, expliquant qu'elle n'était ni l'individu biologique, ni le personnage social, ni le moi psychique, dépassements qui sont autant d'itinéraires vers l'âme; car comme pour toutes les choses divines, on peut mieux savoir ce que l'âme n'est pas plutôt que ce qu'elle est dans sa vérité voilée.

Le personnalisme de Mounier était sa façon de croire en l'âme, c'est-à-dire d'être chrétien. Ainsi s'explique le son si authentique de son christianisme. Croire en Dieu n'est pas ce qui fait essentiellement le chrétien : déismes et panthéismes vont vite à des religions de la Terre, de l'Humanité ou de l'Histoire, mais croire en l'âme personnelle, voilà la différence spécifique du chrétien, le roc, et en même temps le chemin vers le vrai Dieu. Mounier pouvait bien insister sur l'insertion cosmique et sociale de la personne, ou sur les dimensions justement communautaires de la civilisation en train de naître. L'alpha et l'oméga restaient la personne ou l'âme. D'où la fermeté des refus opposés aux fascismes ou aux marxismes. D'où ce sens des êtres, de l'originalité et de la profondeur de chaque destinée singulière qui se remarquait chaque fois que rencontrant autrui Mounier donnait le sentiment de prendre en charge tout un monde sur ses épaules montagnardes. D'où cette belle inaptitude à l'ironie et ce goût parfois pour un humour appliqué, maladroit et qui n'était que la pudeur d'une tendresse.

D'où aussi et surtout une vie religieuse qui, la confidence est maintenant publique, sut pousser jusqu'à

l'héroïsme cette foi en l'âme. Les lettres nous disent l'épreuve du foyer d'Emmanuel Mounier, la petite fille qui jamais ne put sourire aux siens, ni les reconnaître. L'âme pourtant est là sans aucun signe sensible. La pensée chez Mounier devient passion et elle atteint alors à un sublime déchirant, lorsque sa Françoise devient pour lui : « ... *cette blanche petite hostie qui nous dépasse tous, une infinité de mystère et d'amour qui nous éblouirait si nous le voyions face à face...*[2] » On entre ici dans de profonds secrets de vie spirituelle, et cette méditation pourrait bien nous introduire à une assez haute mystique. Le personnalisme chez Mounier était plus qu'une doctrine ou philosophie politique, mais une foi qui pourrait avoir eu dans l'épreuve ses moments de sainteté.

Refaire les routes d'Emmanuel Mounier, c'est retrouver une histoire qui pour moi et quelques autres, est aussi une mémoire. Ce passé est celui d'un combat qui a été longtemps commun, mais aussi de débats qui furent parfois irritants et amers sans qu'aient jamais été entamés, en ce qui me concerne, ni l'amitié ni la gratitude.

Il y a eu un Mounier d'avant *Esprit*. Jacques Chevalier à Grenoble, Jacques Maritain et les rencontres de Meudon dominèrent ces années d'apprentissage. Mounier avait son œuvre à faire et il ne pouvait guère s'attarder à rester un disciple, mais il n'a jamais perdu le souvenir du temps de ses origines. L'abondance et la qualité des lettres à Jacques Chevalier en font foi. Nous sommes injustes pour Jacques Chevalier; des erreurs politiques trop visibles n'empêchent pas qu'il

2. *Mounier et sa génération*, p. 252.

n'ait été un initiateur et un découvreur de sources assez unique et il a bien failli inventer un platonisme chrétien qui aurait pu être fort utile pour débrouiller un peu l'actuelle confusion de la philosophie. A Jacques Chevalier nous devons toute une part d'Emmanuel Mounier. *Esprit* a pu l'épouvanter, mais dans l'architecture du personnalisme, il y a des pierres qui viennent de Grenoble, comme il y en a qui viennent de Meudon, et elles ne font pas si mauvais ménage.

Esprit a été une singulière aventure. En écrivant un *Péguy*, son premier livre, Mounier a pu connaître la belle tentation de renouveler les *Cahiers de la quinzaine*. L'ambition était immense; il ne s'agissait pas de faire une de ces revues de jeunes comme il en naît et il en meurt à chaque saison, mais de créer tout un mouvement de pensée; après avoir signifié son acte de décès à une civilisation agonisante et qui méritait de mourir, on dresserait là vive image de la cité de demain, celle que nous voulions personnaliste contre les collectivismes et communautaire contre les individualismes. Emmanuel Mounier sacrifia une carrière universitaire (avec allégresse, il avait horreur de la Sorbonne) et choisit la pauvreté pour se donner tout entier à l'entreprise; il avait vingt-cinq ans. Les débuts ne furent pas sans labeur ni douleur : nous voulions tout et une école de pensée et un mouvement politique. Georges Izard, le premier compagnon, aurait souhaité incliner *Esprit* du côté des engagements immédiats, créer tout de suite une « troisième Force », et qui pèserait dans la balance au moment où les Ligues s'agitaient et où se préparait le Front Populaire. Emmanuel Mounier n'était pas l'homme de cette sorte d'action dont le détournait Jacques Maritain qui avait été le généreux

parrain d'*Esprit*. Ce fut le premier malentendu. Déjà inflexible, Mounier préféra maintenir sa première visée et se séparer de quelques amis qui avaient pourtant dans le mouvement des parts de fondateur. Dès lors sans doute le destin d'*Esprit* était-il scellé. On prenait de la hauteur, mais le choix politique dans ce qu'il a de hasardeux, de partial était rejeté.

Une lettre à Robert Garric du 16 janvier 1932, avant le lancement d'*Esprit* dit en une formule décidée le propos que Mounier maintiendra inentamé pendant un quart de siècle : « *Ce qu'il faut, c'est que quelques uns élisent domicile dans l'Absolu, portent les condamnations que personne n'ose porter, proclament l'impossible, quand ils ne peuvent le réaliser et, s'ils sont chrétiens, ne se laissent pas une fois de plus, avec leur solution de petits bourgeois, distancer par l'histoire*[3]. » Tel est le programme et on peut être certain que l'Indomptable, le Fidèle ne trahira pas le programme. La révolution dont *Esprit* fera la sévère théorie sera une révolution prophétique, obstinée à rejeter les compromis et les complaisances, et l'esprit de condamnation et de contradiction lorsqu'il est animé par une si haute exigence est bien l'esprit, mais est-il le tout de l'esprit? Nécessaire certes, irremplaçable évidemment — mais est-ce renier l'esprit que d'assumer l'histoire du présent, d'y choisir une place humble, humiliée, toujours contestable, contestée sans attendre que les penseurs là-haut aient mis au point une satisfaisante philosophie de l'histoire. Il n'est pas sûr qu'Emmanuel Mounier ait toujours compris les problèmes des fantassins dans les fondrières.

L'entreprise, nous le voyons mieux aujourd'hui, était

3. *Ibid.*, p. 81.

démesurée. L'ambition même d'une civilisation à la fois personnaliste et communautaire était peut-être contradictoire ; car entre la personne et la communauté il s'établit une tension humainement indépassable ; le beau mythe servait plus à porter condamnation contre le présent qu'à signifier d'avance l'avenir et Mounier a pu être trompé par la vision qui l'habitait d'une justice intégrale. Au surplus, comme tous les hommes de foi créatrice, le fondateur d'*Esprit* envisageait son départ comme un commencement absolu. Sa volonté de rupture était si entière qu'il n'admettait pas qu'*Esprit* ait à redresser ou à vivifier quelque tradition antérieure, et par exemple celle du Sillon, du catholicisme social ou de la démocratie chrétienne. Ces tentatives à ses yeux avortées étaient solidaires d'un monde condamné.

Une semblable intransigeance m'a toujours fait mal et me mettait à *Esprit* dans une position très inconfortable. Mounier entendait surtout n'être pas confondu avec un démocrate-chrétien, même de l'espèce la plus avancée, la moins rose et la plus rouge. Dans une lettre à Francisque Gay, où il entre de l'impatience, Mounier sur un ton sans réplique explique qu'il n'est pas de la famille. Après une conférence aux derniers carrés du Sillon, il se laisse aller à la pitié : « *Pauvre pâles généreux débris épuisés de douceur...*[4] » Ces rescapés d'une plus ancienne bataille, et qui allaient à Mounier comme à un jeune rejet de leur tenace espérance, devaient pourtant montrer aux avant-postes de la Résistance qu'ils n'étaient pas des ombres vacillantes et inconsistantes.

Les plus grands, surtout les plus grands, ont leur duretés et leurs raideurs. Là était la part d'intolérance de ce Généreux. Tant de fenêtres largement et juste-

4. *Ibid.*, p. 146.

ment ouvertes sur l'inconnu et le danger, et cette porte fermée par décret aux plus proches amis. Même dans la Résistance où Mounier s'est trouvé engagé après l'interdiction d'*Esprit* et il a connu les prisons de Vichy et la grève de la faim — et où les hommes du parti démocrate-populaire et de *L'Aube* se battaient dès le lendemain de l'armistice, le préjugé d'exclusion et de mépris est maintenu ; lettres et entretiens expliquent l'attitude des démocrates-chrétiens par des raisons médiocres, nostalgie de la Troisième, attachement désuet à la république parlementaire. Au risque d'avouer les limites de mon esprit, je confesse qu'il y a pour moi de l'incompréhensible dans cette guerre qui fut jusqu'au bout inapaisable ; aussi le malentendu et l'inimitié étaient pris dans une génération de chrétiens ouverts à leur temps, qui, s'ils s'étaient supportés mutuellement et avaient compris à quel point ils étaient complémentaires, auraient pu ensemble empêcher la France de retomber aux vieilles ornières. J'ai peur d'être injuste, mais, pour tout dire, je me demande s'il n'y avait pas quelque chose de patricien (et je pense, bien sûr, à un patriciat de l'intelligence et de la pureté morale) dans ce dédain affiché et proclamé pour nous autres plébéiens et piétaille de l'histoire. Il faut, et c'est vrai, manquer de goût pour s'obstiner dans la démocratie-chrétienne, accepter son côté peuple-chrétien avec ses limites et ses pesanteurs « sociologiques » comme on dit dans l'école dont nous ne sommes plus. Tel était contre nous le fait du prince. Mais Emmanuel Mounier avait le droit d'être dur et exigeant. Il était prince.

La vocation prophétique est apocalyptique. Emmanuel Mounier croyait à la catastrophe purificatrice. Et bien que je sois de ceux qui ont pris l'autre parti, exacte

ment contre-révolutionnaire, il n'est pas sûr qu'il n'aura pas un jour raison. Je ne suis pas dogmatique. L'histoire nous départagera. Déjà dans l'admirable lettre à Robert Garric, Emmanuel Mounier, archange de la justice à venir, parlait de la « catastrophe plus probable que la ligne plate[5] ». Tout en effet plutôt que la platitude. Sublime passion adolescente. A la veille de la libération, à la fin de 1943, le grand problème était pour Emmanuel Mounier « l'imminence du Sedan de notre chrétienté latine, constantinienne et bourgeoise... » Il pensait que nous allions entrer dans « l'entre-temps » et qu'il allait falloir tenir héroïquement « entre le Christ mort et l'Antéchrist vivant[6] ». Les tâches réelles étaient plus humbles, plus modestement politiques. Mais comment n'être pas séduit aussi par ce grand rêve épique et qui a pour lui plus que des apparences ?

Mounier et sa génération... apporte peu de choses sur l'*Esprit* d'après guerre. Il vaut mieux s'arrêter au bord d'un temps trop récent sur un chemin où nous guetterait le démon de l'âpreté et de la polémique. Emmanuel Mounier y a maintenu l'honneur et la fierté de son ardente jeunesse. Rien n'y a terni l'image que nous gardons de ce juste entre les justes. Par delà le tombeau, ces lettres et inédits sont aujourd'hui le plus beau témoignage qui se puisse lire de liberté et d'exigence ; et il reste seulement à dire notre gratitude respectueuse à celle qui a été la courageuse compagne de cette vie héroïque et dont l'intelligente piété a permis que soit rassemblée cette gerbe, en souvenir du temps perdu, en espérance d'immortalité.

ÉTIENNE BORNE.

5. *Ibid.*, p. 87.
6. *Ibid.*, p. 277.

Introduction à l'œuvre poétique de Victor Segalen

La Voie où l'on chemine
N'est pas la Voie éternelle.
Le nom par quoi l'on nomme
N'est pas le Nom éternel.

(Lao-Tzé,
VI[e] siècle avant Jésus-Christ).

Le Club du meilleur livre, au début de l'automne 1955, a édité la plus grande partie d'une œuvre poétique jusqu'ici ignorée du public : celle de Victor Segalen[1]. L'importance de la publication est grande ; il ne faut pas la sous-estimer, encore moins la réduire à une réussite bibliophilique, pour si parfaite qu'elle soit. Le volume par sa présentation plonge le lecteur dans l'atmosphère où ont été écrits les poèmes de *Stèles, Peintures, Équipée* : une atmosphère chinoise certes, mais surtout « exotique » dans le sens très profond que Segalen donnait à ce mot. L'exotisme segalien c'est le

1. Segalen (Victor), *Stèles, Peintures, Équipée,* Paris, Club du Meilleur Livre, 1955, in-12, 639 pp.

Divers, l'Autre, l'Objet mystérieux qui dépayse le *moi* humain et le décontenance.

La publication de *Stèles, Peintures, Équipée* surtout est un grand, très grand événement littéraire. Jusqu'ici, l'œuvre de Segalen n'était connue que d'un très petit nombre d'initiés. Segalen avait été l'ami de Debussy, de Claudel. Quelques lecteurs enthousiastes admiraient sa poésie. Çà et là ils disaient leur admiration. Aucun effort d'ensemble n'était tenté pour faire connaître Segalen. En 1948 enfin les *Cahiers du Sud* consacraient un fronton à sa vie et à son œuvre. Pierre-Jean Jouve en 1949 et 1950 parlait de sa poésie, en lisait des fragments. C'était peu et beaucoup : les préparatifs d'un départ. L'an dernier le *Mercure de France* (mars et avril 1955) publiait un texte essentiel de Segalen : « Notes sur l'exotisme ». L'élan était donné. Le Club du meilleur livre s'honore d'avoir mis à la portée du grand public la partie majeure de la poésie ségalienne.

Pourquoi Segalen est-il resté inconnu de 1919, date de sa mort, jusqu'en 1950 environ, soit trente ans à peu près. La raison qu'en donne Pierre-Jean Jouve dans la préface à *Stèles, Peintures, Équipée,* ne me satisfait qu'à demi : « Depuis bien longtemps il est entendu qu'il n'y a presque rien de plus périlleux que d'être poète en France, pays où l'on proscrit le mystère. Une solidarité profonde m'a porté vers Segalen, poésie encore ignorée et au sein de laquelle vit un mystère[2] ». Claudel aussi a son « mystère » et son œuvre n'a pas mis trente ans à toucher le public.

C'est que chez Claudel le « mystère » se donne franchement comme mystère et surtout se localise dans la partie réputée mystérieuse de l'homme : sa subjectivité. Victor Segalen renverse les termes. Sa poésie impitoyablement coupe les ponts entre le *je* et le sacré. C'est

2. *Ibid.*, p. 1.

l'Objet, l'Autre, le Divers qui, dans son agressive extériorité, devient la valeur suprême, ou plutôt — car Segalen semble étranger à la notion occidentale de valeur — la voie, le chemin qui mène à l'Être inconnu. L'Exotisme est le thème unique, on peut l'affirmer, de la poésie ségalienne. La Chine n'est qu'un prétexte : « et au fond, — écrit-il de Pékin à Claude Debussy le 6 janvier 1911 — ce n'est ni l'Europe ni la Chine que je suis venu chercher ici, mais une vision de la Chine. Celle-là je la tiens et j'y mords à pleines dents[3]. »

Il faut comprendre le mot « vision » dans un sens carrément objectif. Ce que Segalen *voit,* c'est ce qui heurte son moi, le choque, l'Autre, le Divers. Car la sensation d'Exotisme « n'est autre que la notion du différent, la perception du Divers, la connaissance que quelque chose n'est pas soi-même ; et le pouvoir d'exotisme [...] n'est que le pouvoir de concevoir autre[4] ».

L'exotisme de Segalen n'a rien d'un système préfabriqué. Il est l'aboutissement d'une longue genèse dont il importe de bien marquer les différentes étapes si l'on veut comprendre l'originalité et l'exacte portée de *Stèles, Peintures, Équipée.*

L'auteur d'*Équipée,* né à Brest en 1878, comme tant et tant de jeunes gars bretons est attiré d'abord par l'au-delà de la mer. Mais, dès l'entrée, le rêve d'exotisme prend une tournure très précise qui le distingue de vagues et infécondes tentatives d'évasion : l'École navale. Il en est écarté par une forte myopie. Heureux obstacle! Segalen se destine à la Médecine navale. Sa culture scientifique s'approfondit à l'École de santé de Bordeaux tandis que, attiré déjà par le Divers, il consacre ses loisirs d'étudiant à la littérature et à la musi-

3. In *Stèles, Peintures, Équipée,* p. 592.
4. *Notes sur l'exotisme,* in *Mercure de France,* mars 1955 pp. 388-389.

que. Mais jamais ces activités non utilitaires ne sont pour lui de simples dérivatifs. Il leur donne un certain poids, non négligeable, puisque en 1902 il soutient une thèse médico-littéraire : *Les Cliniciens des lettres* (Huysmans, Zola, Goncourt). Il se lie avec Huysmans, Rémy de Gourmont, alors directeur au *Mercure de France*, Saint-Pol Roux.

Le premier voyage, après un demi-périple autour du monde, mène Victor Segalen à Tahiti, à Hiva-Hoa où Gauguin vient de mourir. L'Exotisme commence alors à prendre une signification précise. Dans un article : « Gauguin et son dernier décor » (*Mercure de France*, juin 1904) Segalen ne se contente pas de dire ce que Tahiti et ses habitants ont apporté à Gauguin : il renverse les rôles et note comment les Tahitiens ont réagi à l'influence des « civilisés ». C'est le sujet du roman auquel Segalen pense à cette époque, *Les Immémoriaux*, paru en 1907. « Tout cela, écrit-il le 9 juin 1908, réaction non plus du milieu sur le voyageur, mais du voyageur sur le milieu vivant, j'ai tenté de l'exprimer pour la race maori [5]. »

Mais Segalen en eut très vite conscience : *Les Immémoriaux*, la race maori ne sont pour lui qu'une étape : « Ma recherche personnelle de l'Exotisme : d'abord des voyages, le plus enfantin ; mais qui donna cette œuvre pure : *Les Immémoriaux*. *De retour*, et avant *de repartir*, extension de l'Exotisme géographique à un système du monde [6]. »

Le nouveau départ se fait attendre quatre ans, de 1905 à 1909. Segalen est médecin de la marine à Brest. Il se marie. Circonstances mineures, certes. Elles permettent un approfondissement de l'exotisme. C'est en France même que Segalen touche la portée du Divers,

5. *Ibid.*, p. 386.
6. *Notes sur l'exotisme*, in *Mercure de France*, avril 1955, p. 610.

de l'Autre. Il admire Rimbaud, car Rimbaud, c'est « le face à face glorieux, avec cet imaginaire absolu dont toute réalité ne semble que le reflet terne; c'est l'emprise immédiate par autre chose que par des frissons de nerfs, de l'immuable, du surhumain[7] ». Mais, cet *immuable*, ce *surhumain* dont déjà Segalen fait un des caractères essentiels de l'Exotisme, se conjuguent chez Rimbaud avec un « individualisme outrancier[8] ». Les *Illuminations* paraissent à l'auteur de *Stèles* d'une « obscurité opiniâtre[9] ». C'est que les données n'en sont pas « généralisables[10] ». « Les *Illuminations* et quelques poèmes sont, dans l'œuvre de Rimbaud, accordées pour lui seul[11]. » Aux yeux de Segalen le vice est rédhibitoire. Son Exotisme, l'Exotisme vivant et fécond, doit être capable de généralisation et d'universalisation.

Le « monde sonore » est-il dans ce cas? En 1906 Segalen fait la connaissance de Debussy. Il écrit une nouvelle : *Dans un monde sonore*, que le *Mercure de France* publie le 16 août 1906. Debussy en est enthousiasmé. Segalen est encouragé à composer un opéra sur le thème d'Orphée. En 1907, il donne un article au *Mercure musical* sur la musique maori. Le « monde sonore » semble l'envoûter. « L'Exotisme parasensoriel, écrit-il un an plus tard le 11 décembre 1908, soit la construction d'un monde différencié du nôtre par le choix de la sensation prédominante (Monde sonore, monde olfactif, etc.) ou même par des propriétés différentes de l'Espace : l'Espace à quatre dimensions[12]. » Mais l'Exotisme du son n'est pas aisément

7. *Le double Rimbaud*, in *Mercure de France*, avril 1906, p. 483.
8. *Ibid.*, p. 484.
9. *Ibid.*, p. 484.
10. *Ibid.*, p. 485.
11. *Ibid.*, p. 487.
12. *Notes sur l'exotisme*, in *Mercure de France*, mars 1955, p. 393.

généralisable. La nouvelle : *Dans un monde sonore* soulignait déjà, en 1906, cette vérité. La composition de l'opéra *Orphée-roi* permet à Segalen de mesurer la véritable fécondité de la musique : être en tension avec le langage, faire éclater les mots.

En mai 1908 se dessine le tournant décisif : Segalen songe à partir en Chine comme « élève-interprète de la marine ». On aimerait connaître le climat psychologique qui entoure cette décision. Les *Notes sur l'Exotisme* montrent seulement que Segalen, à cette époque déjà, est allé jusqu'au bout de sa théorie de l'Exotisme. Il sait comment il fixera ses différentes visions d'exotisme. « Du fond même des choses, « j'ai feinct que les choses parloient ». Il m'importe de fixer mes différentes visions d'exotisme à venir, — ou même passé — dans une série ordonnée de pages, sortes de poèmes en prose, aussi évidents et rythmés que possible... [13] ». On ne saurait mieux définir l'esthétique de *Stèles* et de *Peintures*.

C'est dire que les deux recueils sont en relation étroite avec la connaissance de la langue et des caractères chinois. L'édition du Club du meilleur livre l'a très heureusement suggéré, au moins pour *Stèles*. De mai 1908 en avril 1909, en effet, Segalen apprend le chinois à l'École des langues orientales. Il s'initie à l'archéologie chinoise sous la conduite d'Édouard Chavannes. Il acquiert méthodiquement des connaissances sérieuses. Son Exotisme ne risque pas la mésaventure, trop fréquente, de prendre pour Autre ce qui n'est que simples diversités d'apparence.

En avril 1909 c'est le grand départ. Segalen reste en Chine jusqu'en juillet 1913. Pendant cette période sont composés les recueils de poèmes *Stèles, Peintures, Odes*. Dans le même temps Segalen continue à noter ses idées sur l'exotisme, tient un journal *Briques et*

13. *Ibid.*, p. 386.

Tuiles[14], compose des nouvelles. Le *Siège de l'âme*[15], *La Tête*, des « annales », *Le Fils du Ciel*, un roman, *René Leys*, un drame, *Le Combat pour le sol*. Son activité littéraire est débordante. Elle se conjugue avec des courses archéologiques et des charges médicales.

Comment la Chine apparaît-elle à Segalen ? Répondre à la question, c'est très précisément approcher d'un des ressorts essentiels de la poétique ségalienne.

Deux notions se font jour à un an de distance. Elles sont contradictoires, du moins en apparence. D'une part, en effet, la Chine c'est l'Exotisme à l'état pur puisqu'elle ne peut se comparer à rien : « Quarante kilomètres, écrit Segalen à sa femme le 24 août 1909 de Tai-Yuanfou, à travers une boue continuelle dont *rien*, en Bretagne, ne peut te donner l'idée[16]. » Mais, d'autre part, un an plus tard, le 6 juin 1910, de Pékin, Segalen déclare à Claude Debussy : « Mais [...] quelles échappées dans le passé, souvent quelles nostalgies, qui m'ont fait revivre d'une façon bien savoureuse tout ce que je croyais perdu, des souvenirs obliques de l'enfance à la jeunesse, des projets morts, d'autres réalisés ; et puis cette faculté décuplée, par les huit heures de cheval quotidiennes, de s'entourer, en route, de la présence effective des absents[17]. » Segalen est donc frappé en Chine à la fois par ce qui est *autre* et par ce qui ressuscite ses années de jeunesse, ses « souvenirs obliques » qui surgissent d'un inconscient mystérieux.

La coexistence ne doit pas étonner. Le Divers n'écrase pas l'activité intérieure de l'individu. Il ne fait que la pénétrer de mystère en l'enrichissant. « L'Exotisme, écrit Segalen dès le mois de décembre 1909, n'est donc

14. Cf. in *Stèles, Peintures, Équipée*, pp. 540-550.
15. In *Mercure de France*, 15 avril 1921.
16. In *Stèles, Peintures, Équipée*, p. 390.
17. *Lettre à Claude Debussy*, in *Cahiers du Sud*, nº 288, 1948, p. 266.

pas une adaptation ; n'est donc pas la compréhension parfaite d'un hors soi-même qu'on éteindrait en soi, mais la perception aiguë et immédiate d'une incompréhensibilité éternelle[18]. »

C'est à ce niveau que se situent les poèmes de *Stèles*. Les intentions de Segalen sont parfaitement claires. Il forme le projet, écrit-il de Pékin le 6 janvier 1911 à Claude Debussy, « de composer, sous le titre de *Stèles*, un recueil de proses courtes et dures [...]. Ce serait précédé d'un essai sur la « Stèle » comme je l'entends. J'y dirais toutes sortes de pensées miennes, vêtues de notions et d'habits archaïques chinois, mais dépouillées de toute chinoiserie[19] ».

Les pensées ségaliennes sur la « Stèle » ne se contentent pas d'expliquer ce qu'est une stèle et de retracer l'histoire de ces « monuments restreints à une table de pierre, haut dressés, portant une inscription[20] ». Certes, Segalen donne au lecteur les détails nécessaires pour qu'il comprenne où le poète veut en venir et quelle est l'histoire de la « stèle ». Mais aussitôt il dégage l'esprit de ces monuments : « Marquant un fait, une volonté, une présence, elles (les stèles) forcent à l'arrêt debout, face à leurs faces[21]. »

C'est bien à une attitude semblable qu'est contraint le lecteur de *Stèles*. On lui propose des poèmes complets, clos, qui se bouclent sur eux-mêmes. Ce ne sont néanmoins que très rarement des poèmes-objets parce que la fermeture n'est pas d'ordre physique mais d'ordre moral, et moral dans un sens spécial que j'appellerais volontiers : musical, la « stèle » forme un tout complet ; une harmonie en scelle les paroles. Devant

18. *Notes sur l'exotisme*, in *Mercure de France*, mars 1955, p. 390.
19. In *Stèles, Peintures, Équipée*, p. 591.
20. Préface à *Stèles*, in *ibid.*, p. 18.
21. *Ibid.*, p. 18.

cette harmonie le lecteur s'arrête, comme devant quelque chose d'étrange et de familier.

Il faudrait ici commenter plusieurs poèmes, montrer comment *l'Eloge de Jade*[22] est très proche du poème-objet à la manière de Francis Ponge, tandis que quelques pages plus loin *Stèle des pleurs* est aux antipodes de cette facture. Citons seulement cette dernière pièce : comme l'indique son titre elle donne typiquement l'idée de ce qu'est la forme « Stèle » ainsi que l'entendait Segalen dans une lettre à Jules de Gaulthier du 26 janvier 1913 : « La forme « Stèle » m'a paru susceptible de devenir un genre littéraire nouveau dont j'ai tenté de fixer quelques exemples. Je veux dire une pièce courte, cernée de cadre rectangulaire dans la pensée et heurtant de front le lecteur[23]. »

STÈLE DES PLEURS

Si tu es homme, ne lis pas plus loin : la douleur que je porte est si vaste et grave que ton cœur en étoufferait.

Si tu es Chenn, détourne-toi plus vite encore : l'horreur que je signale te rendrait lourd comme ma pierre.

Si tu es femme, hardiment lis-moi pour éclater de rire, et oublie à jamais de t'arrêter de rire,

Mais si tu sers comme eunuque au Palais, affronte-moi sans danger ni rancune, et garde le secret que je dis[24].

A partir d'une semblable intention les questions de forme sont évidemment les plus importantes. Segalen dans la préface aux *Stèles* a très bien dégagé les caractéristiques de ces poèmes.

« Jeu symbolique dont chacun des éléments, capable d'être tout, n'emprunte sa fonction qu'au lieu présent

22. *Ibid.*, p. 122.
23. *Ibid.*, p. 593.
24. *Ibid.*, p. 129.

qu'il occupe; sa valeur à ce fait qu'il est ici et non point là. Enchaînés par des lois claires comme la pensée ancienne et simples comme les nombres musicaux, les caractères pendent les uns aux autres, s'agrippent et s'engrènent dans un réseau irréversible, réfractaire même à celui qui l'a tissé. Sitôt incrustés dans la table — qu'ils pénètrent d'intelligence — les voici, dépouillant les formes de la mouvante intelligence humaine, devenus pensée de la pierre dont ils prennent le grain. De là cette composition dure, cette densité, cet équilibre interne et ces angles, qualités nécessaires comme les espèces géométriques au cristal. De là le défi à qui leur fera dire ce qu'ils gardent. Ils dédaignent d'être lus. Ils ne réclament point la voix ou la musique. Ils méprisent les tons changeants et les syllabes qui les affublent au hasard des provinces. Ils n'expriment pas, ils signifient; ils sont[25]. »

On ne saurait mieux dire : le style de Segalen transforme le langage en « pensée de la pierre ». Ses poèmes ont le poids de ce qui a une existence propre. Leur être s'impose comme un objet, bien qu'il soit fait de tension, de rapport, plus concrètement de musique et de morale étroitement associées. Ils tournent fréquemment à l'apologue, ce genre chinois par excellence qui exprime si bien une mentalité où les problèmes humains sont envisagés surtout, et presque exclusivement, sous l'angle moral.

Aussi le verset de *Stèles* est-il profondément différent du verset claudélien. Il n'a rien de lyrique. Ses contours sont nets, précis, sans bavures. Son mouvement fait corps avec l'ensemble du poème. Il est plutôt poussée immanente qu'élan. Rien ne l'attire hors de lui-même. Ou plutôt c'est lui-même qui est à lui-même son propre propulseur. En un mot il s'agit d'un verset sapientiel plus proche de celui des *Proverbes* ou de l'*Ec-*

25. *Ibid.*, pp. 22-23.

clésiaste que de celui du *Cantique des cantiques* ou des *Psaumes*.

Faut-il parler du fond ? Segalen croyait dire sur le mode chinois des pensées personnelles, « des pensées miennes », selon l'expression qu'il employait dans la lettre du 6 janvier 1911 à Claude Debussy. Aussi leur attribuait-il peu d'importance. A ses yeux, seule la forme était nouvelle, et digne d'intérêt.

Les commentateurs ont tendance à suivre Segalen sur ce point. Le contenu idéologique de *Stèles* à première vue paraît assez pauvre. Cependant une remarque semble s'imposer : Segalen est si essentiellement accordé à la Chine — spécialement à la Chine ancienne — qu'il la recrée de l'intérieur en lui gardant son mystère et son originalité propres. Il y a en lui quelque chose qui spontanément revit la mentalité chinoise. Ce quelque chose c'est, je crois, l'absence de foi spécifiquement religieuse. Segalen est un moderniste. Il sent et respecte le mystère, et par là est aux antipodes de ce qu'on appelle le rationalisme strict. Il a même une certaine intuition de la mystique, spécialement de la mystique de l'Absence. Mais Segalen est tout à fait étranger à la notion de Dieu personnel. Le rôle que cette notion joue dans le christianisme est assumé pour le Chinois comme pour l'auteur de *Stèles* par différentes activités humaines : la métaphysique, la morale, l'esthétique. Segalen le déclare à Paul Claudel dans une lettre du 25 janvier 1915 : « Elle (l'œuvre de Paul Claudel) me livre, en effet, avec une richesse, une puissance non pareille, tout l'arrière-monde et le poignant mystérieux humain sans quoi je me jetterais au cou de n'importe quelle croyance. [...] Je suis conduit à cette sorte de blasphème, que l'étonnant pouvoir humain que vous montrez à célébrer le divin, et un certain divin catholique, m'écarte d'autant plus du Dieu qu'il me rapproche de l'homme qui le chante, — dont les mots, pleins de sortilège, me font voir d'autres symboles et un tout

autre surnaturel que celui vers lequel il convie de s'avancer avec lui[26]. »

Le surnaturel « tout autre » que Segalen découvre dans l'œuvre de Paul Claudel c'est celui même qui fait le fond de la mentalité chinoise. Il unit le moralisme rationnel de Confucius au mysticisme de l'absence de Lao-Tzé. Le mélange est original. Pour Segalen comme pour les Chinois, il tient lieu de religion : il incarne le sacré. C'est dans cette perspective qu'il faut lire la dernière *Stèle* du recueil *Non caché*. C'est un chef-d'œuvre. La poésie y est en même temps adoration et démarche vers une sorte de vérité-sagesse.

Le véritable Nom n'est pas celui qui dore les portiques, illustre les actes; ni que le peuple mâche de dépit;

Le véritable Nom n'est point lu dans le Palais même, ni aux jardins ni aux grottes, mais demeure caché par les eaux sous la voûte de l'aqueduc où je m'abreuve.

Seulement dans la très grande sécheresse, quand l'hiver crépite sans flux, quand les sources, basses à l'extrême, s'encoquillent dans leurs glaces.

Quand le vide est au cœur du souterrain et dans le souterrain du cœur, — où le sang même ne roule plus, — sous la voûte alors accessible se peut recueillir le Nom.

Mais fondent les eaux dures, déborde de vie, vienne le torrent dévastateur plutôt que la Connaissance[27] *!*

Avec *Peintures*, la poésie-adoration semble céder le pas à la poésie-vérité.

« D'abord, écrit Victor Segalen dans la préface à *Peintures*, savez-vous ce qui se montre ici et pourquoi se tient cette *Parade* ? Ce sont des peintures chinoises ; de longues et sombres peintures soyeuses, chargées de suie et couleur du temps des premiers âges. » La Parade se fait en trois parties. La première forme les

26. In *Cahiers du Sud*, nº 288, 1948, p. 280.
27. In *Stèles, Peintures, Équipée*, pp. 162-163.

« Peintures magiques » ; ces peintures « ne se transportent point et ne s'achètent pas (de simples frottis d'or au creux des grottes, des reflets au fond des laques ou des yeux) »[28]. Elles se déroulent de haut en bas. La seconde partie, « seule, s'étalera entre les deux mains qui en disposent » ; ce sont les « Cortèges et le trophée des tributs des royaumes ». Quant à la troisième, « vous devrez, par vous-mêmes, atteindre pas à pas les vingt fresques dynastiques, liées chacune à son palais successif »[29].

Peintures forme ainsi un ensemble imposant. Elles sont « littéraires », « imaginaires en soi ». Derrière elles, il y a ici des objets, là des symboles, ailleurs et plus souvent des « fantômes historiques ». Segalen souhaiterait qu'il n'y eût rien, qu'aucune donnée ne les soutienne : « Tant mieux, déclare-t-il, les mots feraient image, plus librement![30] »

Mais ces images, pour être libres, n'en sont pas moins matérielles. Ces « Peintures parlées[31] » ne sont faites ni pour être lues, ni pour être entendues. Elles veulent être *vues*. D'où chez Segalen, une « sorte de parade, une montre, un boniment »[32]. Du côté du lecteur une certaine complicité est demandée, une complicité active : ici voir « c'est participer au geste dessinant du Peintre ; c'est se *mouvoir* dans l'espace dépeint ; c'est assumer chacun des actes peints »[33].

L'attitude est existentielle : elle cherche à compromettre le lecteur dans la démarche du poète ; elle le fait témoigner en faveur des conclusions. Un certain climat est créé : on ne peut s'en défendre ; on en devient complice, sinon co-auteur.

28. *Ibid.*, p. 166.
29. *Ibid.*, p. 167.
30. *Ibid.*, p. 168.
31. *Ibid.*, p. 167.
32. *Ibid.*, p. 168.
33. *Ibid.*, p. 170.

Quel est ce climat ? Segalen l'a défini à propos des « Peintures magiques ». « Elles apparaissent, dit-il, en effet d'une étrange inspiration Taoïste — cette philosophie à peine soupçonnée dans son essence véritable, et pour laquelle tout est mouvement, tout est spectacle impalpable dans le monde...[34] » Certes les deux autres parties de *Peintures* sont beaucoup plus solidement matérialisées, pour reprendre l'expression de Segalen. Elles relèvent, néanmoins, de la même tendance à frapper le réel d'une sorte d'inconsistance théâtrale. Le Divers n'existe que si l'Unique l'agrée : c'est la conclusion de « Cortèges et trophée des tribus des royaumes » :

Daigne l'Unique agréer le Divers, et sans mélanges en goûter les sèves fortes.

Daigne le Maître agréer ses vassaux et faire le signe qui permette à tout ce qui précède d'exister,
— ou bien, le récuse[35]....

Les « Peintures dynastiques » se terminent sur une note d'ironie : il n'y a rien à peindre dans l'état présent de la Chine :

Ainsi, nul Lettré, nul Politique, aucun Poète, aucun homme d'État, — aucun Homme enfin, — ne saurait plus se dresser ni à l'aide ni à l'encontre d'un gouvernement et d'une époque aussi calmes et plats que le visage de la mer quand le délaisse le vent[36].

La conclusion générale de *Peintures* ne fait que renforcer le climat général d'instabilité à éclipse qui est celui de cette parade extraordinaire :

Tant de choses, entr'aperçues, ne pourront jamais être vues[37].

34. *Ibid.*, p. 561.
35. *Ibid.*, p. 271.
36. *Ibid.*, p. 347.
37. *Ibid.*, p. 349.

Mais ce climat taoïste n'est pas pour Segalen une donnée naturelle comme il semble l'être pour la mentalité chinoise. Si le poète « monte » son inspiration sous forme de boniment de foire, si à chaque instant il interpelle le lecteur pour le mettre, en quelque sorte, « dans le coup », c'est que, d'évidence, il y a un « coup », un « coup monté ». Segalen fait un pari, on le sent. De l'inconsistance des choses il n'est pas absolument certain. C'est une pente de son esprit, rien de plus. L'auteur de *Peintures* a voulu l'assurer, et s'en assurer, en lui donnant forme. Peut-être aussi s'en débarrasser.

Je vous sais gré, mes compagnons, mes complices : vous m'avez permis de baigner d'air étendu ces peintures trop longtemps pliées au fond de moi. Elles m'obsédaient de leur vouloir être vues. Maintenant je puis regarder ailleurs [38].

Ailleurs Segalen regardera toujours de la même manière. Il cherche la vérité en adorant non cette vérité, mais sa recherche ou son absence. Il est en même temps moraliste et mystique, plus chinois que le Chinois réel puisque celui-ci au moins fait de la précarité du monde une donnée naturelle, qui n'est pas objet de découverte ni de discussion. Segalen le déclare : « C'est le don de leur auteur (l'auteur de *Peintures*) que d'aller emprunter aux peuple étrangers — moins ce qu'ils ont réalisé, et qu'il suffirait de comprendre et de décrire — que ce *qu'ils auraient pu réaliser*. Il a donc composé, dans le monde authentique de la Chine ancienne (...), cette série de tableaux inspirés par un exotisme vraiment créateur [39]. »

Equipée précisément réfléchit sur les conditions d' « un exotisme vraiment créateur ».

38. *Ibid.*, p. 349.
39. *Ibid.*, p. 563.

L'ouvrage prend la forme d'un journal de voyage qui se doublerait d'un journal d'idées. Segalen y raconte la mission archéologique qui de janvier en août 1914 l'amène, lui et son escorte, de Pékin aux frontières du Thibet. Il écrit d'abord des *Feuilles de route*, encore inédites, l'édition du Club du meilleur livre en donne quelques extraits [40]. Plus tard, revenu en France, à la fin de 1915 et au début de 1916, il rédige *Equipée*. Il ne mit pas la dernière main au manuscrit, et l'on comprend les scrupules du lieutenant de vaisseau Jean Lartigue à publier une œuvre qu'il faut bien considérer comme inachevée. « Aussi, écrit Jean Lartigue dans la préface à l'édition posthume d'*Equipée* (Plon, 1929), son œuvre d'alors (il s'agit d'*Equipée*) est-elle cruellement exempte de sérénité. Et c'est par là surtout que nous la sentons inachevée, car un artiste ne se sépare pas d'un livre né de lui que lorsqu'il lui accorde un certain degré de perfection, et l'œuvre reflète alors quelque chose de cet état d'alliance [41]. »

Ne nous en plaignons pas, l'inachèvement d'*Equipée* permet de saisir le caractère dramatique qui, pour Segalen, s'attache à l'Exotisme. La forme achevée de *Stèles*, la parade à boniments que sont *Peintures*, dissimulent le drame, peut-être même l'éludent. Un jour les oppositions essentielles éclatent, mettant à nu ce que Segalen voudrait cacher : l'impossibilité d'échapper aux antagonismes qui fondent le Divers.

Car, à chercher les conditions d' « un exotisme vraiment créateur », l'auteur d'*Equipée* s'est vite aperçu que ces conditions étaient en lui, qu'elles se confondaient avec l'opposition et l'affrontement du Réel et de l'Imaginaire. Un problème hante Segalen : « *L'imaginaire déchoit-il ou se renforce quand il se confronte au réel? Le réel n'aurait-il point lui aussi sa grande*

40. *Ibid.*, pp. 572-586.
41. *Ibid.*, p. 612.

saveur et sa joie?[42] » Le voyage, l'*équipée*, est entrepris pour essayer d'apporter une solution au problème, une vraie solution qui, pour si complexe qu'elle soit, ait la netteté du oui et du non. Mais, dès le départ, le jeu est troublé, troublé par Segalen lui-même. Sa « chambre aux porcelaines » qui représente l'Imaginaire, il ne la quitte pas sans en garder une nostalgie complaisante, et cela très volontairement : « *Ceci de neuf est le but à ma prochaine agitation : la* même *chambre aux Porcelaines, mais acquise et conquise par elle, à jamais. Je pars et dans l'espoir seulement du retour enrichi. Les mules, les chars, les chevaux et les hommes de bât auront moins pour moi de valeur à passer les montagnes, qu'à me passer par-dessus ce col rocailleux : si le Réel avait aussi sa valeur verbale et son goût?*[43] »

La réponse n'est pas tranchante, on s'en doute. Il faut aller jusqu'à dire qu'il n'y a pas de réponse. A chacune des vingt-huit « étapes » d'*Equipée*, le Réel et l'Imaginaire s'affrontent certes, mais le plus souvent c'est seulement pour échanger leurs caractéristiques : « *Non — et c'est interloquant — le Réel mijoté d'avance ne s'oppose pas à l'irréel comme un gros lutteur au maître de lutte japonaise ; — il existe tout simplement, et on le subit.* [...] *C'était donc cela, le Réel! Imaginer est bien plus plein d'angoisse que faire.* [...] *L'accomplissement n'a pas donné l'ivresse forte imaginée, mais le constat : c'est* cela. *C'est* fait. *Ce n'était donc que cela : et l'on reste étourdit du limité, bien vite repu,* satisfait! *Et l'on ne demande pas plus!*[44] »

Parfois la cassure est nette : un fossé sépare le Réel de l'Imaginaire. Segalen se range alors tantôt d'un

42. *Ibid.*, p. 356.
43. *Ibid.*, p. 364.
44. *Ibid.*, pp. 408-409.

côté, tantôt de l'autre, là cynique, ici désabusé. Je songe à *l'homme de bat*, où l'auteur va jusqu'à plaider en faveur de l'esclavage, à « *une chair glorieuse* » ou à « *ces apôtres (à la Chine) pourraient être* » l'apostolat missionnaire catholique y est jugé d'après ses résultats tangibles, souvent fort décevants, Segalen dans ces « étapes » accuse ce qui sépare le réel de l'imaginé : c'est une impasse; il est impossible d'en sortir. Il reste à jouer sur l'une ou l'autre des alternatives. Segalen n'y manque pas. Il le fait avec une sorte de désespérance tranquille, comme si d'avoir trouvé un obstacle infranchissable, un Autre, un Divers, lui suffisait.

Segalen n'a pas la notion du caractère synthétique qui s'attache à ce que les Occidentaux appellent *valeur*. Comme les Chinois, le sacré c'est pour lui la morale, c'est-à-dire une série de faits ou gestes émiettés dans le temps et l'espace, et qui ne dépendent pas d'une justification de principe. Aussi qu'il oppose le Réel et l'Imaginaire, ou au contraire, comme il le dit lui-même, fourvoie l'Imaginaire « dans les sentiers du Réel[45] », le résultat est identique : il n'y a pas d'échelle de valeur entre les termes antagonistes. Segalen ne retient que leur tension, et cela pour une raison très précise : de cette tension naît le Divers.

« *Car déjà, de cette opposition constante, entre les deux mondes, s'est tirée une autre leçon. Un autre gain; une acquisition impérissable; un acquêt de plaisir du Divers que nulle table des valeurs dites humaines ne pourrait amoindrir*[46]. »

Mais le Divers, né de l'opposition ou du mélange du Réel et de l'Imaginaire, est « *fondamental* (...) *L'exotisme est tout ce qui est Autre*[47]. Segalen approche davantage encore cet Autre. La mentalité occidentale le

45. *Ibid.*, p. 502.
46. *Ibid.*, p. 501.
47. *Ibid.*, p. 502.

reprend; il essaie de définir le Divers. Entre le Réel et l'Imaginaire « *existe sans doute une chose. Celle-là, non touchée par l'expérience, celle-là, indicible, échappant à toute emprise, et unissant ces contradictoires dont tout ceci n'est qu'épisodes de combats. Je ne puis songer à le définir. Sitôt défini, un scrupule, je sais bien, me prendrait : si l'*Être *était* Autre *que je viens de le dire... ; et de nouveau la loi d'un exotisme universel et victorieux m'arrêterait...*[48] » Le Divers, c'est donc l'Être en tant qu'il échappe à l'intelligence humaine. C'est le fait qu'il n'y a pas de certitude, que toujours le vrai est ailleurs, autre, différent et du Réel et de l'Imaginaire. Un symbole chinois, datant de « *la grande ère des Hans* » fournit « *le sceau formel et l'arrêt du débat* », en même temps qu'il le matérialise dans un objet concret quoique inconnu : « *Deux bêtes opposées, museau à museau, mais se disputant une pièce de monnaie d'un règne illisible*[49]. » Les deux bêtes, on s'en doute, c'est le Réel et l'Imaginaire. Mais qu'est l'enjeu de leur lutte ?

« *C'est un cercle... qu'encastre un carré. Quadrature ? Un anneau, un serpent géométrique, le Retour éternel ? L'équivalence de tout, l'Impossible, l'Absolu ? Tout est permis... Je crois plutôt à la figuration d'une simple monnaie, la sapèque chinoise, ronde, percée d'un trou carré... Mais ceci est l'interprétation historique grossière... L'objet que ces deux bêtes se disputent, l'être en un mot — reste fièrement inconnu*[50]. »

Segalen accepte l'inconnu. L'Être échappe, tant pis, tant mieux peut-être, puisqu'il échappe « *fièrement* ». Dans ce *fièrement* se perçoit le drame ségalien. L'auteur d'*Equipée* sait qu'au départ il a parié pour l'Imaginaire. A l'arrivée il ne retrouve que l'Imaginaire,

48. *Ibid.*, p. 503.
49. *Ibid.*, p. 504.
50. *Ibid.*, p. 505.

obscurci, voilé, comme mangé par le Réel, l'Absence en un mot. Le résultat est net. Segalen sait qu'il l'a sollicité. Il en est gêné. Le pari lui pèse. Car l'édifice est fragile. Mais une autre voie est impossible. Segalen a opté pour la forme, contre les acquisitions patientes d'une pensée qui se méfie toujours et surtout des formes dans lesquelles elle se moule. L'Exotisme n'est pas une explication du monde comme le voulait Segalen, symétrique, en quelque sorte, « en *Catholicisme*, à la conception *géante* de Claudel à sa participation à la Mer; à l'Eau; à l'Esprit[51] ». Elle est une loi d'esthétique, le ressort d'une œuvre formelle, et aussi « la Loi fondamentale de l'Intensité de la *Sensation*; de l'exaltation du Sentir; donc de vivre[52] ». « Car, cherchant d'instinct l'Exotisme, j'avais donc cherché l'Intensité, donc la Puissance, donc la Vie[53]. » Ce sont là des valeurs nietzschéennes, sans contenu concret, moins des valeurs d'ailleurs qu'une sorte d'élan pour bâtir une œuvre littéraire parfaite.

Cette œuvre est devant nous. Comme l'écrit Pierre-Jean Jouve dans la préface elle possède à la fois « la réussite éclatante de la chose propre[54] » et les sortilèges de la Poésie. Car, ajoute Jouve parlant de Victor Segalen, « ne concluant jamais, il laisse tout le rêve ouvert et toute transposition permise[55] ».

MARIE-JOSÈPHE RUSTAN.

51. *Notes sur l'exotisme*, in *Mercure de France*, avril 1955, p. 611.
52. *Ibid.*, p. 610.
53. *Ibid.*, p. 611.
54. *Stèles, Peintures, Équipée*, p. 12.
55. *Ibid.*, p. 13.

ROMANS ET POÉSIE

DE SAINT-PAUL-DE-VENCE, par ANDRÉ VERDET (Pierre Cailler, à Genève).

Avec *Provence noire*, André Verdet et Gilles Ehrmann nous donnaient naguère la représentation la plus sobre, la plus rigoureuse, la plus dépouillée d'un pays connu, trop connu, mal connu. Voici qu'ils récidivent avec, cette fois-ci, un coin unique de la Provence, le lieu pour eux privilégié de la grâce solaire et du génie inventif : Saint-Paul-de-Vence. Heureuse récidive qui nous vaut un riche album où photographies et textes poétiques se mélangent pour le plus grand plaisir de l'œil et de l'esprit.

André Verdet raconte son village. Tour à tour familier (empruntant le ton de l'élève qui récite sa leçon de géographie), malicieux (allusions à d'illustres hôtes de Saint-Paul), solennel à la manière de Tacite (une phrase, une seule, mais de vingt lignes, à propos du nom du village) et toujours éclatant de soleil, fourmillant de reflets, gorgé de rayons et d'azur, pliant la syntaxe à son inspiration — disant, ainsi, des figues, qu'elles « continueront à mûrir leur suc, à se sucrer, à *se sécher de plus bonne* jusqu'au nectar final », ou bien, dans un portrait d'Émilienne Delacroix, peintre : « L'odeur du lapin et l'image du tableau creusaient l'estomac, ouvraient la faim, on ne savait *où donner de la bouche...* »

Gilles Ehrmann, lui, a débusqué les aspects intimes du village, il les a amoureusement fixés sur la pellicule pour emprisonner et puis nous livrer les jeux secrets du soleil avec la matière, du bois avec la feuille, du caillou avec l'insecte, de la tuile avec la mousse et du loquet avec l'huis. Çà et là, un visage, tantôt anonyme (*Avril enfant, Le Forgeron, Jeune Fille*), tantôt familier dans l'univers des peintres ou des poètes (Raymond Dauphin, Manfredo Borsi, Jacques Prévert et Paul Roux, l'extraordinaire aubergiste-peintre).

Ah ! la belle et intelligente réussite que cet album !

ANTHOLOGIE DE LA POÉSIE AMÉRICAINE, par ALAIN BOSQUET (Stock).

Alain Bosquet — dont on connaît le talent de poète et de critique littéraire — a traduit près de deux cents poèmes écrits par plus de soixante-dix poètes américains. On imagine l'importance d'un tel travail qui demanda trois ans à l'auteur et l'intérêt de cette anthologie bilingue de cinq cent cinquante pages, couvrant une période de trois cents ans (depuis Anne Bradstreet et Edward Taylor, au XVII[e] siècle, jusqu'à Daniel Hoffmann, qui n'a publié qu'un seul recueil et n'a pas trente-cinq ans).

Il y a dans ces pages de fort beaux poèmes, tel celui de Sara Teasdale, dont la tristesse émeut :

... pas un seul ne protesterait ni l'oiseau
ni l'arbre si l'humanité disparaissait.

Ou l'épique portrait de Chicago par Carl Sandburg :

Toi qui abats toutes les truies du monde
Qui forges les outils et entasses les blés...

Ou encore l'amertume d'un combattant de la dernière guerre, Randall Jarrell :

Vendre les vies que nous étions trop pauvres pour employer
Perdre les vies que nous étions trop faibles pour garder
Telle fut notre paix, telle fut notre guerre...

Les traits essentiels de la poésie américaine apparaissent dès que l'on prend quelque recul et quand on peut juger, comme c'est ici le cas, sur un ensemble représentatif. Il y a d'abord le côté « importation » : la littérature des U.S.A. ne fait appel que très tard aux éléments autochtones. Autre caractère : l'édification morale. On demande au poète de mettre en vers les sermons et les contes pour enfants, d'être presque uniquement « l'ange gardien » ou « le grillon du foyer ». Lorsque le poète se libère du carcan puritain, il perd ses fidèles et doit se contenter, comme le dit Alain Bosquet, de « l'auditoire mouvant, incertain, oublieux » des universités. Aujourd'hui, l'écrivain des U.S.A. ne joue aucun rôle dans la société. « Nul n'a jamais su devenir un porte-

parole national ni un directeur de conscience. Pas d'équivalent de Barrès, de France, de Mauriac, de Sartre, d'Aragon, de Breton. Washington n'a jamais tenu compte de l'avis de Hemingway, Dos Passos, Faulkner, Steinbeck, sur quoi que ce soit; ils n'écrivent pas d'éditoriaux, même s'il leur arrive de faire des reportages. »

Quant à la forme, la poésie américaine se caractérise par un vocabulaire assez réduit et ce qu'elle gagne en spontanéité elle le perd par la négligence de la syntaxe et l'imprécision.

Au total, cependant, on doit lui reconnaître une vigueur assez grande pour avoir produit un Walt Whitman, un Poe, une Emily Dickinson. Alain Bosquet a raison d'écrire : « Trois génies en cent vingt ans, cela n'est pas peu. » Et il a eu raison, cent fois raison, de nous aider à juger comme il faut et à aimer comme ils le méritent les poètes américains.

LE DÉMÉNAGEMENT, roman par JEAN CAYROL (Le Seuil).

Pierre et Cate déménagent. Après avoir vécu chez les parents de Cate, maintenant morts, ils vont vivre dans un appartement plus petit et moins dispendieux. Cate voudrait que Pierre s'affige de ce départ. Elle verse des larmes sur le souvenir de son père et de sa mère. Elle a tout emballé, précautionneusement. Même sa dignité. Ce goût d'envelopper pour préserver, de préserver à tout prix, fût-ce au prix du mensonge, est une habitude bourgeoise, petite-bourgeoise même comme disent les sociologues. De fait, la famille de Cate, selon le portrait qu'en brosse Cayrol, est typiquement bien-pensante : on y lit *L'Aurore* le matin, *Le Monde* l'après-midi (uniquement pour s'orienter dans le choix des livres qu'il convient d'acheter) et, parfois aussi, *Le Figaro,* auquel on adresse des colis pour le corps expéditionnaire en Indochine. Cate avoue qu'elle participait « à l'écœurement de M. Jules Romains sur nos déficiences politiques », elle « avait pris position sur notre empire colonial et avait des idées nettes à ce sujet sur lesquelles elle ne transigeait pas ». Nous apprendrons que Pierre, par contre, était plutôt anarchiste.

Comment ce couple a-t-il pu vivre dix ans sans se désintégrer ? L'habitude y a pourvu, semble-t-il. En tous cas, les voilà, Pierre et Cate, le jour où un camion jaune emporte leur mobilier, le soir où ils vont coucher à l'hôtel en attendant d'occuper leur nouvel appartement. C'est à l'hôtel que l'événement surgit. La valise que Pierre croyait pleine de bijoux et d'argenterie, il la découvre vide, bourrée d'écrins vides. Cate s'embrouille dans ses explications, décidée qu'elle est à ne pas donner à son mari la vraie : pour sauver la face, pour assurer un train de vie, pour s'acheter une réputation, elle avait vendu à la sauvette, un à un, tous les bijoux de la famille. Elle finit par inventer une raison qui a bonne mine, qu'elle étalerait presque comme une légion d'honneur. C'est pour tirer d'embarras son frère, mauvais garçon, qu'elle aurait agi ainsi. Pierre entend parler de ce frère pour la première fois. Car on cache soigneusement ses plaies, au sein d'une famille respectable... Mais Pierre en a assez et part.

A partir de maintenant, Cate va gravir un lent calvaire. Peu à peu, et en quelques heures, exactement en l'espace d'une journée, elle sentira lui échapper toutes les raisons de s'estimer. Elle se trouvera dépouillée, vulnérable, vidée de toute sa fausse dignité — et, pour la première fois depuis sa naissance, capable de donner sans contrepartie, de connaître la charité, non celle des troncs enrubannés ou des ouvroirs, mais la charité toute nue, la terrible charité qui est amour et qui vous mène là où vous ne voudriez pas aller. Le désespoir ne pouvait clore un tel livre : une lueur d'espérance palpite à la fin, une frêle espérance, semblable à la *petite fille* dont parle Péguy.

Rien n'est fixé d'ailleurs à la dernière ligne de cet extraordinaire roman. Tout est en devenir. Cayrol n'est pas de ceux-là qui orientent leurs héros, les conduisant d'une plume décidée vers un but d'avance choisi ou vers un destin exemplaire. Il y a peu de romanciers qui donnent autant l'impression de respecter leurs créatures, qui se tiennent si scrupuleusement en retrait, qui n'élèvent jamais le ton et qui, cependant, vous prennent au cœur et à l'âme et dont on n'arrive plus à oublier les livres.

MAURICE CHAVARDÈS.

ARTS

DE TIEPOLO A GOYA

Une nouvelle fois la ville de Bordeaux nous convie à une magnifique exposition. On sait — nous en avons parlé ici même à chaque occasion — que depuis six ans chaque printemps voit les critiques d'art et les amateurs prendre avec plus de curiosité le chemin de la capitale du Sud-Ouest. Retrouvant en pleine conscience et volonté sa vocation de plaque tournante des axes de civilisation occidentale Nord-Sud et Est-Ouest, elle nous a présenté les étapes principales de l'évolution de la peinture dans l'aire méditerranéenne, avec parfois les prolongements géographiques aberrants nés des circonstances historiques, plus particulièrement politiques et économiques.

Aujourd'hui nous aboutissons au XVIII[e] siècle; on pourrait même intituler cette exposition : A la recherche d'un XVIII[e] siècle. En effet, pour généralisées que soient en Europe les influences artistiques en ce siècle, les manifestations sont si diverses qu'il est difficile de caractériser un style, de trouver une homogénéité suffisante. L'exposition, entre ces deux pôles avoués : Tiepolo et Goya, butine la fleur de l'Italie, de l'Espagne, de la France; l'histoire nous fait prendre contact avec l'Allemagne, puisque plusieurs Germains eurent un rôle éminent et une influence certaine dans l'art espagnol principalement. Regrettons encore que le XVIII[e] siècle anglais ne nous soit pas situé au moins par quelques exemples, car ses peintres ont connu l'Italie, voire l'Espagne.

Tiepolo (Giambattista, Venise 1696, Madrid 1770), c'est la tradition des grands décorateurs vénitiens, qu'on exporte comme toujours et plus encore : il travailla à Würzburg, et en 1760 environ accepta de se rendre à la cour du roi Charles III à Madrid. Ses fils Domenico et Lorenzo l'accompagnèrent. Goya (Francisco José Goya y Lucientes, Fuendetobos 1746, Bordeaux 1828), c'est d'abord l'éducation internationale du peintre « honnête homme » de son siècle; en 1763 il travaille à Madrid où Tiepolo vient d'arriver, vers

1770 il effectue un voyage en Italie, remporte même un prix à Parme. De retour en Espagne, au début du XIX[e] siècle il découvre sa meilleure voie, celle qui pour la postérité lui a donné son visage. Il incarne et recrée la tradition de l'âme espagnole; et cependant il passe les quatre dernières années de sa vie en exil à Bordeaux, où il mourra.

Prendre pour axe artistique du XVIII[e] siècle Tiepolo-Goya serait simpliste; l'exposition en fait justice. Si Venise, patrie des grands décorateurs lumineux, colorés, aérés, connaît Guardi (1712-1793) ou les Canaletto (Antonio Canal, 1697-1768, Bernardo Bellotto, 1720-1780), ou encore les Longhi (Pietro, 1702-1785, Alessandro, 1733-1813) qui ramènent joie et fraîcheur, vivacité à la couleur, il y a un peu partout en Italie les descendants du Caravage et de son époque; le clair-obscur se multiplie et se répète, et parfois trouve des interprètes de haute qualité. Le Génois Magnasco y ajoute l'héritage des écoles du Nord (1667-1749); Fra Galgario, l'un des plus étonnants portraitistes italiens (Bergame, 1655-1742), a connu l'enseignement de Venise. C'est dans ce grouillement d'hommes et de tendances que viennent puiser les étrangers, Goya, par exemple. Quoi d'étonnant qu'au-dessus de leur goût momentané pour un maître, pour une manière, ils soient à même, s'ils ont un fort talent, de repenser les données ici acquises, de dégager leur personnalité, d'inscrire une nouvelle page glorieuse sur l'histoire de la peinture ? Quelques artistes de catégorie moins élevée, mais tout aussi significatifs, nourrissent la définition de ce siècle en Italie.

A l'autre extrémité, Goya s'entoure de Bayeu (1734-1795), son beau-frère, de José del Castillo, de Luis Menendez (1716-1780), qui dans ses portraits annonce l'art de Goya, Luis Paret y Alcazar qui subit l'influence du Français de La Traverse. La France cependant participe de plus en plus intimement à ce mouvement international; le Grand Prix de Rome accentue encore l'élan vers l'Italie de l'élite; Gabriel-François Doyen (1726-1806) y alla à vingt ans, et se rendit en Russie en 1789, appelé par Catherine II; il n'en revint jamais. H. de Favanne (1668-1752) eut à Madrid une place importante; J. Gamelin (1738-1803) fut professeur à l'Académie Saint-Luc à Rome; P. Goudreaux (1694-1731) fut peintre attitré de l'électeur de Bavière; Jean Ranc (1674-1735) passa les dix dernières années de sa vie aux cours d'Espagne et de Por-

tugal; quant aux voyages en Italie de Fragonard (1732-1806), des van Loo (Charles-André, 1705-1765, Louis-Michel, 1707-1771, qui fut le premier peintre français au service des Bourbons d'Espagne), de Pillement (1728-1808), d'Hubert Robert, ils sont célèbres. De même les artistes allemands font entendre leur voix : Antonio Raphael Mengs (1728-1779) séjourna en Italie et devint premier peintre du roi Charles III à Madrid, où il resta de 1761 à 1768, puis de 1773 à 1777; les Graff, J. van Schuppen, peignent tout à fait dans le style aimable du XVIII^e^ siècle après les leçons italiennes.

Est-ce bien ce style aimable qui doit porter le nom de XVIII^e^? Il semble que, plus encore que pour les époques antérieures, il y ait divergence de forces sous un maquillage commun. Le XVII^e^ avait fait preuve d'une plus solide unité; il faut attendre le XIX^e^ pour juger les aboutissements. Une manière se répand — non sans résistance de l'ancienne — mais les qualités propres à chaque peuple s'y ébattent à l'aise, l'esprit étonnamment libre et inventif de la décoration vénitienne, la grandeur âpre de l'Espagne, la mesure souriante et intellectuelle du Français tempérée d'une pointe sensuelle, la politesse sérieuse et un peu fade de l'Allemand qui cache d'étranges impulsions qui se manifesteront cinquante ans plus tard.

Il est certain, néanmoins, que la démonstration de Bordeaux est probante sur un point : les peuples méditerranéens ont conservé en ce siècle une suffisante homogénéité artistique pour avoir droit en toute propriété au style XVIII^e^. Il serait intéressant qu'en une prochaine manifestation puissent se suivre les courants du XIX^e^ tant issus de ce style qu'antagonistes.

ROBERT VRINAT.

ESSAIS

TRISTES TROPIQUES, par CLAUDE LEVI-STRAUSS.

Le centre de ce livre [1], qui est bien celui d'un ethnographe, est constitué par une passionnante étude des tribus indiennes

1. Plon, éditeur, in-8°, 460 pp., 1956.

au Brésil, dont l'auteur dit, avec une grande simplicité, qu'elles « retiennent l'attention par un excès de misère ». On s'étendrait indéfiniment sur cette misère, sur les Bororo, lesquels vivent nus et habitent des huttes de feuillages, et qu'on nous décrit poétiquement « se glissant hors de leurs demeures comme ils se dévêtiraient de géants peignoirs d'autruche ». Tout est intéressant chez les Bororo, planistes ou socialistes, à la pensée métaphysico-sociale complexe à ce point que, lorsqu'ils quittent leurs villages circulaires (les Salésiens, pour les convertir, les ont souvent transplantés dans des villages rectilignes), ils « perdent rapidement le sens des traditions, comme si leurs systèmes social et religieux étaient trop compliqués pour se passer du schéma rendu patent par le plan du village ». L'étude se poursuit, des Caduveo, remarquables par leur peinture corporelle, aux anarchistes Nambikwara. Chez ces derniers, pour s'imposer, les chefs utilisent le simulacre de l'écriture, qui donne de l'autorité. C'est l'occasion, entre autres, pour l'auteur, de s'échapper vers des vues plus générales, touchant la sociologie, en l'occurrence de porter un jugement sur l'instruction dans les masses populaires qui « renforce le contrôle des citoyens par le pouvoir. Car il faut que tous sachent lire pour que ce dernier puisse dire : Nul n'est censé ignorer la loi ».

De la sorte et par mille touches, l'auteur abandonne l'ethnologie pure et, de fil en aiguille, au cours des voyages, nous quittons le Brésil, nous nous élevons à la philosophie des civilisations. Claude Levi-Strauss a des idées brillantes sur l'évolution de l'urbanisme dans le monde, depuis cinq mille ans à nos jours. Visitant Dacca (Inde), dans ses quartiers modernes, envahis d'habitations à bon marché du type H.B.M., l'auteur voit se préfigurer sous ses yeux « une Asie de cités ouvrières... qui sera celle de demain... rejoignant, après une éclipse de cinq mille ans, ce style morne et efficace qu'elle a peut-être inventé au troisième millénaire et qui s'est ensuite déplacé à la surface de la terre, s'immobilisant provisoirement dans le Nouveau Monde à l'époque contemporaine... La civilisation urbaine, industrielle, bourgeoise, inaugurée par les villes de l'Indus, n'était pas si différente, dans son inspiration profonde, de celle destinée... à atteindre la plénitude de l'autre côté de l'Atlantique. Quand il était

encore jeune, le plus ancien monde esquissait déjà le visage du nouveau. »

Mais ces considérations entraînent l'auteur plus loin encore, et le lecteur avec lui. Levi-Strauss, ethnographe, réfléchit sur son métier. Quel est son avenir, que signifient ces voyages de l'ethnographe pour aller sur son terrain de travail ? alors que « l'ordre et l'harmonie de l'Occident exigent l'élimination d'une masse prodigieuse de sous-produits maléfiques, dont la terre est aujourd'hui infestée... Ce que vous nous montrez, voyages, c'est notre ordure lancée au visage de l'humanité... car ces primitifs à qui il suffit de rendre visite pour en revenir sanctifiés... ce sont, à des titres divers, les ennemis d'une société qui se joue à elle-même la comédie de les anoblir au moment où elle achève de les supprimer... »

Cependant, par une dialectique subtile, Claude Levi-Strauss surmonte cette première difficulté. Il médite à Lahore, recherchant, entre un terrain d'aviation et une banlieue imprécise, le *vrai* Lahore, et regrette le temps des *vrais* voyages. Mais eût-il mieux valu arriver à Rio au XVIII^e^ siècle avec Bougainville ou au XVI^e^ avec Lery et Thevet ? puisque « moins les cultures humaines étaient en mesure de communiquer entre elles et donc de se corrompre par leur contact, moins aussi leurs émissaires respectifs étaient capables de percevoir la richesse et la signification de cette diversité... Dans quelques centaines d'années, en ce même lieu, un autre voyageur, aussi désespéré que moi, pleurera la disparition de ce que j'aurais pu voir et qui m'a échappé... »

Dans ce monde en mouvement, que devient pourtant l'ethnologie ? Ne doit-elle pas se modifier profondément, comme ferait l'astronomie, abandonnant ses méthodes et ses instruments, si tout à coup les astres se rapprochaient, à proximité de la terre ? Autrefois, l'indigène ethnographié était un objet lointain (l'ethnologue se contentait des récits d'aventureux marins); plus tard, le savant se déplace, vient vivre dans la tribu et se fait lui-même objet, presque invisible, pour ne pas troubler, mais aujourd'hui rien ne subsiste de ces diverses possibilités. L'indigène s'est réveillé, c'est un sujet vivant, aussi vivant que l'ethnographe qu'il débusque et conteste. Celui-ci doit préférer sa propre civilisation (mais les autres ne peuvent alors lui inspirer qu'une curiosité passagère) ou,

au contraire, s'abandonner totalement aux modes de vie indigènes. Dans ce cas, son objectivité reste viciée, car « pour se donner à toutes les sociétés, il s'est au moins refusé à une » (la sienne).

Voilà le monde d'aujourd'hui, entre hommes qui se confrontent, où l'ethnographe est pris au piège. C'est parce qu'il s'en rend compte avec une grande lucidité que Claude Levi-Strauss n'a pas écrit qu'un livre de science. Il a fait œuvre de littérature, un voyage philosophique, et l'ensemble constitue un grand, un beau livre.

JACQUES NANTET.

UN TÉMOIGNAGE SUR UNE ESPAGNE INCONNUE : *VIAJE A LA ALCARRIA*, par CAMILLO JOSÉ CELA.

Ortega y Gasset a un jour défini les villes espagnoles « des îlots de modernisme entourés de déserts de tous côtés ». A l'heure où l'agitation des étudiants madrilènes — qui s'efforcent de secouer des contraintes supportées de plus en plus malaisément — accapare, justement d'ailleurs à bien des égards, l'attention des observateurs étrangers[1], il convient pourtant de ne pas oublier l'autre Espagne, celle des campagnes muettes, des villages perdus dans leur isolement séculaire.

Parmi les rares témoignages valables sur cette Espagne, il faut mettre au premier rang le *Viaje a la Alcarria*[2], publié il y a quelques années par un des chefs de file de la jeune littérature espagnole, Camilo José Cela. Simple relation d'un voyage effectué par l'auteur dans la Alcarria, petite région de Nouvelle-Castille, située à une centaine de kilomètres de Madrid, ce livre, outre ses mérites proprement littéraires, constitue un document d'un exceptionnel intérêt.

Ce n'est pas en journaliste pressé de se faire une opinion,

1. Ce texte était écrit avant la vague des grèves du mois d'avril.
2. Camilo José Cela, *Viaje a la Alcarria* (Madrid, Revista de Occidente, 1948). Un seul ouvrage de C. J. Cela a été traduit en français : *La Famille de Pascal Duarte* (Paris, Éditions du Seuil, 1948).

ou en touriste curieux d'art ou de folklore que Camilo José Cela a parcouru ce coin d'Espagne. Il est parti à pied, son bissac sur l'épaule, il a fait route avec les muletiers, les mendiants qui perpétuent encore dans l'Espagne actuelle les traditions du vagabondage picaresque. Confondu avec ces errants, l'écrivain a été considéré partout comme l'un d'eux, il a pu ainsi aborder de plain-pied le monde fermé des paysans, si difficile à pénétrer pour les gens des villes, plus peut-être en Espagne que partout ailleurs.

Cette plongée dans la substance même de l'Espagne rurale nous introduit dans un univers resté étonnamment archaïque, que Camilo José Cela évoque dans des pages qui rappellent un peu Giono ou Ramuz. Voici les villages terreux avec leurs femmes toujours en deuil, leurs artisans et leurs pasteurs, leurs pauvres auberges où la nuit les rouliers dorment à même le sol. Tout reste immuablement réglé par le rythme des saisons dans ces petites communautés, où la vie ne semble guère avoir changé depuis des siècles. Pourtant, l'Histoire a marqué ce pays écarté. Car, et c'est là ce qui est proprement espagnol, on y trouve à chaque pas les traces d'un passé glorieux. Il n'est pas rare dans quelque lointaine bourgade de rencontrer « de vieux palais moribonds arborant encore, comme l'écrit Cela, avec une certaine dignité leurs pierres armoriées, leurs seuils imposants, leurs immenses et tristes fenêtres fermées ».

Plus récemment, au cours de la guerre civile, on s'est battu dans la région, et l'on devine que ces événements ont laissé une trace profonde dans les esprits. Mais très vite ensuite la rumeur du monde s'est éloignée, le pays est retombé dans son atonie. En face d'un État redouté, mais lointain, n'intervenant guère que par ses collecteurs d'impôts et ses gardes civils, la préoccupation exclusive du pain quotidien a retrouvé son emprise, plus impérieusement peut-être que jamais. Car le pays est pauvre et il faut peiner sans arrêt sur une terre ingrate pour vivre chichement. On distingue en filigrane, derrière tant d'existences apparemment paisibles qu'évoque l'écrivain, la présence de la faim qui hante encore aujourd'hui certains coins de l'austère Alcarria, comme elle hante aussi d'autres régions espagnoles, à commencer par la fertile Andalousie.

Même s'il s'agit là de cas limites, comment ne pas se

sentir très loin, une fois refermé un pareil livre, des aspirations, si légitimes soient-elles, de quelques minorités évoluées? On comprend que l'auteur lui-même, au terme de son voyage, abandonnant pour une fois le ton uni dont il ne s'était jusqu'alors jamais départi, note, après avoir visité la petite ville déchue de Pastraña : « A Pastraña on pourrait peut-être trouver la clef de ce qui se passe en Espagne plus fréquemment qu'il ne faudrait. La splendeur passée énerve et épuise les volontés, et, sans volonté, en se bornant à contempler les grandeurs révolues, on se préoccupe mal des problèmes de tous les jours. Quand on a le ventre vide et la tête peuplée de souvenirs dorés, les souvenirs dorés s'en vont chaque jour plus loin, et à la fin, sans que personne veuille en convenir, on en vient à douter de leur réalité même, si bien qu'ils ne sont plus qu'une valeur inutile et vaguement consolante. » Paroles amères que devraient méditer les dirigeants d'un pays où les harangues grandiloquentes et les évocations d'un splendide passé ont longtemps servi et servent souvent encore d'alibi pour éviter d'aborder les vrais problèmes.

JEAN BÉCARUD.

LA GUERRE ET LE PROGRÈS HUMAIN

En choisissant ce titre prometteur pour l'imposant volume dont vient de paraître la traduction française dans une collection que dirige Jacques Maritain [1], on peut se demander si son auteur, le professeur John U. Nef, de l'Université de Chicago, récemment nommé docteur *honoris causa* de notre Sorbonne, a mesuré tout ce qu'en attendrait le public exigeant qu'angoisse la destinée de l'homme. Destinée dont le mystère tient, en effet, dans cette question : les techniques actuelles de la guerre anéantiront-elles tout progrès humain et la vie même de l'humanité ou, dans un suprême sursaut de sagesse, l'homme saura-t-il renoncer à l'auto-destruction que représente désormais la guerre?

Avouons-le : on ne se défend pas d'un certain sentiment de déception en constatant que le remarquable économiste

1. Alsatia, édit., Collection « Sagesse et Cultures ».

qu'est M. John Nef, après s'être fait apprécier par des ouvrages comme sa monumentale étude sur la naissance de l'industrie charbonnière en Angleterre ou celle de l'influence exercée par le développement industriel sur les monarchies française et anglaise de 1540 à 1640, consacre les trois quarts de son dernier travail à rappeler les mouvements de flux et de reflux que, depuis la fin du XV^e^ siècle et la découverte de l'Amérique, la production métallurgique et le progrès économique ou scientifique ont pu déterminer dans les élites occidentales, en face du recours habituel à la guerre, comme moyen de diminuer les conflits entre États. Sans doute ici et là des observations d'ordre proprement juridique ou psychologique viennent-elles introduire un élément spirituel dans l'exposé d'un problème qui déborde de toutes parts les lois de l'équilibre économique ou financier. Ainsi dans les pages qu'il consacre à Grotius ou au moins célèbre Emeric Crucé. Mais tandis que la licéité de la guerre était l'objet des réflexions si pertinentes d'un Suarez ou d'un François de Vitoria après saint Thomas d'Aquin, on demeure surpris que le catholique éminent qu'est le professeur Nef déclare honnêtement dans une note n'avoir « pas eu le temps encore d'étudier l'œuvre de Vitoria ». De même dans la suite ne nommera-t-il ni Fénelon, ni Taparelli, ni, tout près de nous, Luigi Sturzo parmi les théologiens qui ont exprimé à leur époque les vues les plus neuves et les plus hardies sur la nécessité pour le progrès humain de réglementer la vie internationale par d'autres voies que les conflits armés.

Cette observation n'aurait pas de raison d'être si M. Nef n'avait voulu raisonner qu'en économiste et s'était volontairement interdit toute incursion dans le domaine des principes moraux. Mais il n'en est rien, et ce qui constitue l'originalité majeure de son enquête, avec celle de nous fournir quantité de données statistiques émanant de sources anglo-saxonnes ou allemandes ignorées même de lecteurs français très cultivés, c'est qu'il veut aboutir et aboutit en fait à des conclusions d'une portée tout autre qu'économique. Déjà par son analyse du « progrès des lumières » au XVIII^e^ siècle et de la nouvelle conception du citoyen-soldat que fait triompher la Révolution, il apporte aux thèses bien connues de Guglielmo Ferrero — qu'il ne semble pas avoir pratiqué non plus — sur la régression qu'a constituée l'établissement de la

conscription dans le processus de la civilisation une confirmation très fortement établie. Il fait remonter d'ailleurs la responsabilité de la « nation armée » autant au roi Frédéric-Guillaume et à Frédéric II qu'aux gouvernements révolutionnaires ou au premier Empire, et souligne que la longue période de paix qui s'établit en Europe entre 1815 et 1870 (qu'il serait presque licite de prolonger jusqu'à 1914) aurait pu permettre de considérer la période de 1792-1815 comme une simple parenthèse douloureuse dans l'histoire du progrès humain si la « guerre totale » réalisée dans le conflit mondial n'était venue bouleverser toutes les données du problème.

Dans cette dernière partie de son grand ouvrage, où il rappelle brièvement les positions de Kant, de Benjamin Constant, de Comte, de Saint-Simon, de Stuart Mill et de ses continuateurs devant l'absurdité intrinsèque que représente la guerre à l'époque hautement évoluée qui est la nôtre, M. Nef s'appuie de plus en plus sur les raisons juridiques et morales qui la condamnent. « Une des tragédies de l'histoire — écrit-il — fut l'incapacité des diplomates qui firent la paix à Vienne, après la mort de Napoléon, de donner corps à cette conception d'une allégeance supérieure au patriotisme national et fondée sur la culture universelle, sous la forme concrète d'un gouvernement mondial. » A côté de la myopie des diplomates, il voit aux XIX^e^ et XX^e^ siècles dans l'abrutissement méthodique des masses par la propagande une autre cause, plus décisive peut-être, du recul de civilisation dont nous sommes les victimes sous les dehors fallacieux d'un progrès uniquement matériel. « Le public et ses nouveaux mentors — prononce-t-il encore — ont descendu les boucles d'une spirale à la recherche d'un commun dénominateur d'inanité. Les enfants et, avec eux, tous ceux, de plus en plus nombreux, qui ont atteint leur seconde enfance, ont fourni de nouveaux et abondants consommateurs de papier, d'images et de bruit. Toutes ces foules ont reçu, non ce qu'elles devraient avoir, mais ce que les maîtres de la publicité ont décidé qu'elles désiraient. » Démission de l'intelligence par conséquent, particulièrement évidente en Allemagne, lorsque s'y affirma le national-socialisme. Citant Julius Kraft, réfugié allemand aux États-Unis, il constate avec lui qu'à la veille du triomphe des nazis, les esprits des universitaires étaient déjà « tellements habitués à l'absurde, ou, chez les scientifiques, si

absorbés par la technicité, que la passion de la vérité universelle, et même de leurs vérités particulières, s'était en grande partie éteinte chez eux ».

On a parlé naguère du « stupide XIX^e siècle ». Cette épithète absolument injuste si on l'applique à l'ensemble des grands écrivains et des artistes qui en firent, au contraire, l'un des plus riches de l'histoire universelle, ne saurait en revanche être récusée si on l'applique aux politiques et, d'une façon générale, aux conducteurs de peuples. Nous nous sentons en complet accord avec le professeur Nef, qui montre par son exemple comment un grand esprit peut déborder sa spécialité pour la philosophie de l'histoire, même si la soudure n'apparaît pas toujours parfaite entre les prémisses et les conclusions de ses thèses, lorsqu'il affirme avec un pessimisme trop légitime : « La seule justification de la guerre est la défense d'une culture digne d'être défendue; et les États du monde moderne ont de moins en moins de choses à défendre en dehors de leur confort matériel, en dépit de la prétention de certains d'entre eux à représenter de nouvelles conceptions de la civilisation... Tout comme les pourvoyeurs modernes de nouvelles et de distractions font de l'être humain une caricature, les États modernes ne représentent qu'une caricature des peuples et de l'opinion publique qu'ils sont supposés personnifier dans leur politique... La crise de l'intelligence montre que c'est précisément le souci du particulier, de l'immédiat, du pratique et du national qui a aidé à produire, non seulement les armes nécessaires à la guerre totale, mais aussi la volonté et les moyens de s'en servir. »

MAURICE VAUSSARD.

THÉATRE

A corps perdu, de Pierre Henri-Roux. *Litanies pour les gisants*, de Paul de Bock. *Magie rouge*, de Ghelderode. *Les Exilés*, de James Joyce. *Les serments indiscrets*, de Marivaux. *Comme avant, mieux qu'avant*, de Pirandello.

M. André Certes ouvre, à la Comédie de Paris, un théâtre d'essai. Il s'agit de présenter des œuvres de jeunes auteurs

dans les meilleures conditions possibles, en mettant à leur service des comédiens de talent, voire dont le nom peut attirer le public. M. André Certes commence avec *A corps perdu*, de M. Pierre Henri-Roux : ce choix justifie l'entreprise.

Mme Léone tient un bistro au croisement de deux routes nationales. Une jeunesse plus misérable qu'immorale ne lui a guère permis d'avoir des idées très raffinées sur l'éducation des filles. Son aînée est coquette, mais pour le bon motif; la cadette contribue, à sa façon, à la prospérité du bistro. Et comme Mme Léone vit pour et par le bistro, tout va bien. Pourtant Mme Léone a un cœur : mais le fils a tout pris. Il achève ses études chez les jésuites, ce qui, pour les bourgeois du pays, fait plus « huppé » que le lycée; il sera un « Monsieur »; aucun sacrifice ne sera trop grand pour lui. Or voici, et c'est le premier acte, que ce garçon vient annoncer à sa mère sa décision de se faire prêtre. Au cours de la violente discussion qui s'ensuit, il lui explique même comment, au cours des vacances, le spectacle écœurant du bistro a fortifié sa vocation. Mme Léone le chasse : il reprend sa moto, bouleversé; au premier virage, il tombe et on le transporte à l'hôpital entre la vie et la mort.

Ce qui se passe dans l'âme de Mme Léone est assez curieux : elle vit désormais en face de ce Dieu que son fils veut servir; ce Dieu n'est pas en elle, de sorte qu'elle ne croit pas vraiment à son existence; mais elle le reconnaît à l'origine de l'accident et elle éprouve l'obscur sentiment qu'elle doit mériter la guérison de son fils; renoncer à ce qui faisait le sens de sa vie, vendre le bistro est une sorte de sacrifice offert à ce mystérieux Adversaire. Après la mort de Georges, ce Dieu n'existera pour elle que dans la volonté de se venger et de le combattre.

L'auteur a-t-il vu la profondeur spirituelle du drame que son imagination a noué? Il aurait pu nous faire penser à Graham Greene. Or, chose curieuse de la part d'un débutant, M. Henri-Roux a traité son sujet trop en homme de théâtre; au deuxième et au troisième acte, les personnages vivent moins par eux-mêmes que par la volonté de l'auteur, une volonté qui simplifie, qui trouve un peu vite les « effets ».

A corps perdu est mis en scène par Pierre Valde, bien servi par les acteurs qu'entraîne Mme Valentine Tessier, la

léonine patronne; on les verra sur la scène du Théâtre des Ambassadeurs après leur « essai » sur celle de la Comédie de Paris.

Le second spectacle du théâtre d'essai présente *Litanies pour les gisants*, de M. Paul de Bock. L'auteur est membre de l'Académie royale de Belgique et il a obtenu le prix Rossel pour un recueil de contes, *Terres basses*. La pièce se déroule au cours de la prochaine guerre, qui ne paraît d'ailleurs pas être très différente des précédentes. Le long du canal de Furnes à Dunkerque, deux agonisants revivent leur vie et c'est la même vie. Ces deux hommes à existence interchangeable se sont mutuellement donné la mort, jetés l'un contre l'autre par des passions qu'ils n'éprouvaient même pas... L'œuvre doit faire une certaine impression à la lecture : peut-être rappelle-t-elle les poèmes dramatiques de Christopher Fry, avec une espèce de truculence dans l'horrible et de ferveur sincère dans le mythe du retour à la terre. Mais cette littérature massive a le livre et non la scène pour « lieu naturel » : le talent et le dévouement des interprètes n'y peuvent rien.

Tous les « essais » ne se font pas au théâtre d'essai. Malgré les malheurs des temps, ils n'ont même jamais été si nombreux. Avant toute critique, saluons le courage. Si des jeunes troupes ne s'en chargeaient, qui jouerait *Magie rouge* et qui nous révélerait *Les Exilés* ?

Magie rouge est une farce féroce; on la trouvera dans le tome I du *Théâtre* de Ghelderode (Gallimard). Truculence et violence sont en elle indiscernables; ici, tout est excès, le mauvais goût comme la santé; mais l'excès est essentiel, non accidentel; baisser le ton serait fausser le sens de l'œuvre et même détruire son équilibre. Hieronymus est un avare en qui la cupidité est devenue délirante; la pièce tourne autour de ses monologues dans une chambre sordide où n'apparaissent que des êtres crapuleux. Les personnages sont mieux des possédés que des déchaînés; aussi y a-t-il peu de magie dans cette *Magie rouge* si le magicien met en jeu des forces occultes; il n'y a rien de secret ni même d'obscur dans ce monde d'âmes sans refoulement. Tout est d'une simplicité exubérante et hallucinante. On comprend alors qu'une telle œuvre supporte mal l'amateurisme. La Compagnie Gilles Chancrin a visé trop haut; le spectacle qu'elle donne

sur la scène du Théâtre du Quartier-Latin dépasse ses moyens actuels.

C'est aux jeudis du Théâtre Gramont que Mme Hélène Gerber présente *Les Exilés,* l'unique pièce de James Joyce. Jacques Copeau puis Lugné Poe furent jadis tentés de la monter. Quand un écrivain comme l'auteur d'*Ulysse* prend la peine de penser au théâtre, il est juste que le théâtre pense à lui : la question de la valeur de la pièce est seconde par rapport à la nécessité de faire l'expérience. C'est pourquoi il faut être reconnaissant à une jeune compagnie d'avoir joué *Les Exilés,* c'est-à-dire la traduction de J. S. Bradley, adaptée par Marc Begbeder.

L'expérience a-t-elle été vraiment faite? Mme Hélène Gerber a trouvé en M. Richard Arrieu et Mlle Geneviève Bray, deux jeunes comédiens qui savent exprimer les nuances d'un texte difficile. Décors et costumes créent « l'atmosphère » d'une Irlande bourgeoise et nostalgique. Malheureusement, le personnage central exigerait un très grand comédien; toute déficience ici atteint l'œuvre entière.

Ce personnage est l'écrivain Richard Rowan. Si nous avons bien compris, il se veut un homme libre, mais un homme libre qui entend respecter la liberté chez les autres comme en lui-même. Il y a neuf ans, il s'est libéré de son pays et de sa famille en quittant l'Irlande avec une jeune fille. Celle-ci est devenue sa femme, mais non la compagne de ses pensées. Un lien intellectuel l'unit à Béatrice, pianiste et puritaine; ajoutons que « le spectre de la fidélité » ne paraît le gêner en aucune façon. La situation est grosse de multiples drames. Celui qui, en définitive, surgit n'est pas celui que l'on attendait. Culte fanatique de liberté ? Obscur désir de trouver dans la conduite de sa femme une sorte de compensation à la sienne? Toujours est-il que Richard pousse cette honnête épouse vers les bras du vieil ami de sa jeunesse, ceci à grand renfort de philosophie. Que le vieil ami éprouve quelque scrupule, que Berthe refuse d'aller jusqu'au bout de la comédie, cela le trouble et le rend soupçonneux : cette honnêteté ne serait-elle pas le masque d'une libération qui n'ose pas s'avouer ?

Les Exilés furent présentés à Munich en 1920. On dit que dix ans plus tard la pièce fit scandale à Milan. Aujourd'hui, nous en avons vu d'autres ! Et surtout la complexité qui

déconcerte le psychologue désarme le moraliste. La pièce mérite attention, mais ne peut obtenir que celle d'intellectuels soucieux de reconnaître James Joyce dans ces jeux raffinés. Ceux des *Serments indiscrets* que présente la Comédie-Française permettent justement d'en qualifier le raffinement. Les personnages de Marivaux ne savent où ils vont, mais ils vont quelque part : peut-être Richard sait-il où il va, mais il ne va nulle part. Le héros de Joyce semble chercher la quadrature du cercle : un amour qui ne soit pas un lien; on conçoit que la volonté d'être libre coupe des liens que l'amour ne noue pas; mais une union sans lien qui unisse, n'est-ce pas une contradiction ?

Lisette et Damis ont bien la volonté de ne pas nouer le lien, mais ils savent qu'il faut aussi refuser l'amour. Et comme l'amour ne dépend pas de la volonté, ils n'ont plus qu'à reconnaître la nécessité du lien. Autrement dit, la nature se moque de la raison, ce qui est bien normal, puisque la nature est irrationnelle, puisque la nature est le pays des coups de foudre et des surprises du cœur. Les dénouements sont imprévus, ils peuvent être parfois un peu longs à venir comme dans *Les Serments indiscrets,* ils arrivent cependant. Mais qui dénouera les complexes de Richard Rowan ?

Le grand décor lumineux de M. André Delfau convient parfaitement à cette comédie sans ombres. On ne peut ici s'arrêter à chaque rôle.

HENRI GOUHIER.

Imprimerie AUBIN, LIGUGÉ (Vienne).
D. L., 2e trimestre 1956. — Imprimeur, n° 1.370.
Directeur gérant : R.-C. CHARTIER.
N.M.P.P.